

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR
GUY COQUILLE

PUBLICISTE ET JURISCONSULTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 30 mai 1910, à 1 heure 1/2

PAR

J. de MAUMIGNY

Président : M. CHÉNON, professeur.

*Suffragants : { MM. LEFEBVRE, professeur.
MEYNIAL, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

ÉTUDE

SUR

GUY COQUILLE

PUBLICISTE ET JURISCONSULTE

THESE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 30 mai 1910, à 1 heure 1/2

PAR

J. de MAUMIGNY



Président : M. CHÉNON, professeur.

*Suffragants : { MM. LEFEBVRE, professeur.
MEYNIAL, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Notre époque aime à fouiller le passé. Elle recherche curieusement tout ce qui rappelle la vie, les mœurs, les actions de nos ancêtres. Et elle s'efforce d'en reconstituer l'histoire.

Mais là ne doit pas se borner sa tâche. Avec le culte des vieilles choses, il est bon qu'elle ait le culte des vieilles gloires.

Au milieu de tant d'époques diverses que comprend l'histoire de la France, il n'en est pas, je crois, de plus intéressante et dont l'étude soit plus attachante que le xvi^e siècle.

Le Moyen Age avait pris fin. La Féodalité politique peu à peu disparaissait et l'autorité du seul monarque se substituait aux diverses souverainetés particulières dont la France était semée. Le pouvoir royal prédominait et s'implantait avec une force telle, que pendant de longs siècles, il a été considéré comme une condition nécessaire à la grandeur de la France.

Depuis longtemps aussi le christianisme avait implanté ses fortes racines. La religion catholique était

universellement respectée, et son sort semblait indissolublement lié à celui de l'État. Le récent Concordat de Bologne (1516) venait de le manifester à nouveau. C'est alors qu'apparut le protestantisme. Les doctrines de Luther et de Calvin, franchissant les frontières, vinrent soulever les plus violentes colères, et en suscitant partout la haine, provoquer la plus sanglante des guerres civiles.

Le xvi^e siècle s'est terminé par la proclamation d'une liberté qui n'avait nulle part encore jamais existé, la liberté des cultes, maintenant reconnue à peu près partout, inscrite en tête de la plupart des constitutions de l'Europe. Et je me demande si, à travers les révolutions qui ont tant de fois bouleversé les sociétés modernes, ce changement, qui intéresse à la fois les âmes et les États, n'est pas le plus considérable que l'Europe ait vu s'accomplir.

Mais d'autres faits marquent le xvi^e siècle. On l'appelle le siècle de la Renaissance et si cette époque se signale par l'apparition de chefs-d'œuvre dans les lettres et les arts, elle se caractérise aussi par l'étude de l'antiquité, par le mouvement des esprits vers les idées morales et politiques, par le développement de l'étude du Droit et les recherches de nombreux jurisconsultes.

Tandis que Cujas renouvelait la science du Droit romain, d'autres publiaient des commentaires sur les coutumes. On sait que Charles VII avait prescrit de

fixer par écrit les diverses coutumes, mais les effets de son ordonnance (1453) étaient encore imparfaits ; et sans les juriscultes qui mirent alors toute leur habileté à développer le sens et l'esprit des nouveaux textes, il aurait été à craindre que l'ordonnance de Charles VII n'eût pas donné de résultats bien tangibles.

Mais un peu partout, chacun dans sa province, « chacun dans sa chacune », a dit Papon, apparurent les juriscultes qui, publiant les commentaires des coutumes de leur province, préparèrent ainsi les éléments d'une législation uniforme. C'est en effet au xvi^e siècle que vécurent Hotman et Cujas, Dumoulin, le véritable fondateur de l'École coutumière, d'Argentré, Loysel, Pasquier, Pithou. Et parmi les magistrats, quels grands noms que ceux du chancelier Duprat, Gilles le Maistre, Chrétien de Lamoignon (1), Michel de Lhospital, Christophe de Thou, Achille de Harlay, Jean Bodin, Simon Marion (2), Brisson et Molé !

1. Il était le dixième fils de Charles de Lamoignon, avocat du duc de Nevers, né en 1514 et appartenait à une famille originaire du Nivernais.

2. Né à Nevers en 1540, mort à Paris en 1605, Coquille dans l'histoire du Nivernais le proclame « le premier entre les avocats de bon sens, grande science et excellente éloquence ». Successivement avocat général et président au Parlement de Paris, « il en était une étoile reluisante » et, suivant ses contemporains, l'éloquence française s'éteignit avec lui. Il était baron de Druy.

Guy Coquille fut le contemporain de ces hommes célèbres et vécut au milieu d'eux. Durant sa vie qui fut longue, puisque, né en 1523, il mourut en 1603, il assista aux événements les plus graves. Il vit six rois régner et la France se débattre en des luttes intestines. Il connut les tristesses des guerres d'Italie, vit avec joie la paix revenir avec Henri II, mais presque aussitôt éclater une guerre plus terrible et plus épouvantable dans le sein même du royaume. Une lutte à mort entre catholiques et protestants, entre les partisans des Guise et des Châtillon, devait déchirer la France. Tour à tour disparaissaient Henri II, François II, Charles IX, et Henri III. Partout c'était du sang et partout c'était une « grand' pitié ».

Guy Coquille devait à la violence des partis opposer le calme et la sérénité, à la fougue des passions, une incorruptible vertu. Il devait occuper les plus hautes fonctions, et pourtant toujours se montrer si modeste, qu'il ne voulut pas, pendant sa vie, publier ses travaux. Et ce ne fut qu'après sa mort que Guillaume Joly rendit à la postérité le service immense de les faire imprimer.

C'est cet homme de bien, ce jurisconsulte de talent, ce politique averti que je voudrais faire connaître. Et c'est là le but de cette modeste étude, de retracer ses actes et d'analyser ses œuvres.

Je sais que cette tâche est difficile, mais la vie et

les travaux d'un tel personnage méritent d'être remis en lumière, et en priant ceux qui liront ces pages de m'accorder toute leur indulgence, je me dis que j'aurai fait œuvre utile si je puis réussir à faire aimer un homme qui, a dit Loysel, « ne fut pas seulement l'ornement et la gloire du Nivernais, mais aussi un des plus illustres personnages de la France (1). »

Les œuvres de Guy Coquille traitent de sujets divers. Les unes ont été faites à l'occasion des États Généraux auxquels il assista par trois fois, comme député du Nivernais. Dans une autre série, il expose ses idées sur le Gallicanisme et il défend les libertés de l'Église de France. C'est une des parties les plus importantes de ses travaux, et il apparaît là non seulement comme un savant très documenté, mais aussi comme un pamphlétaire vigoureux. Dans une troisième partie, nous étudierons ses productions purement juridiques, mais surtout au point de vue du droit public. Enfin, nous nous rappellerons que l'illustre maître était « l'ornement et la gloire du Nivernais » et ce sera pour nous un vif plaisir de l'entendre parler avec amour de son pays natal et lui rester attaché jusqu'à la fin de sa vie.

Comme Nivernais et appartenant à une famille attachée depuis de longs siècles à une province qu'il

1. Opuscules de Loysel, page 61.

chérissait tant, nous estimons qu'il est bien à propos que « les successeurs prennent plaisir à se ressouvenir et avoir mémoire des actes vertueux de leurs prédécesseurs (1). » Et nous considérerons qu'il est de notre devoir de dire ce qu'il fut pour le Nivernais, les services qu'il rendit à son prince et à ses compatriotes, l'affection dont il fut entouré et qu'il avait si bien méritée.

1. Coquille. *Histoire du Nivernais*, préface, tome I^{er} de l'édition de 1703, page 291.

É T U D E
SUR
G U Y C O Q U I L L E

CHAPITRE PREMIER

Vie de Guy Coquille.

Decize est une des plus jolies villes du Nivernais. Située à sept lieues de Nevers, « en une île environnée de la rivière de Loire », comme l'écrit Guy Coquille dans son *Histoire du Nivernais* (1), elle n'est pas « plate comme sont ordinairement les îles sur rivières, mais est élevée et surgit en une petite montagne en rocher, en laquelle est le château et partie de la ville, le prieuré Saint-Pierre et le monastère des religieuses de Sainte-Claire ; mais tout ce haut

1. Page 435.

à ses murailles anciennes, et tout le dedans est comblé de terre jusqu'à la cime des murailles, en sorte que les jardins et la plaine de ce lieu haut est en plus grande hauteur que ne sont les cheminées des maisons qui sont au pied de ces murailles. Aucuns ont estimé que cette isle a été retranchée de main d'homme du côté du faux bourg Saint-Privé, pour y faire passer la rivière. » Toujours est-il qu'elle est fort ancienne et qu'il en est fait mention dans l'« Itinerarium Antonini » décrivant le chemin de Bordeaux à Autun en passant par Bourges. Aujourd'hui encore elle est fort pittoresque.

Les ruines de son vieux château couronnent toujours son sommet et si ses murailles ne peuvent plus résister à un nouvel assaut, elles sont là encore pour témoigner de son passé troublé et des plus glorieux. De sa vieille église Saint-Aré, il reste mieux que des vestiges et son monastère de Clarisses n'a pas complètement disparu. C'est là où naquit Guy Coquille, le onzième jour de novembre mil cinq cent vingt-trois, ainsi qu'il le remarque lui-même en ses commentaires sur la coutume de Nivernais (1). De Thou s'est donc trompé quand il a écrit qu'il était né à Nevers (2).

Guy Coquille appartenait à une fort ancienne

1. Chap. XVIII, page 154, éd. de Bordeaux.

2. Lib. Historiar, CXXIX, ann. MDCIII.

famille. Il a dressé une généalogie à laquelle nous nous sommes reportés, et nous avons trouvé encore d'autres renseignements dans Moréri et la Chesnaye des Bois. Nous apprenons ainsi qu'en 1265 existait un Guillaume Coquille, échevin de Nevers, et que par ses soins fut acquis le péage par eau appartenant en domaine au corps de la ville de Nevers (1).

Ce Guillaume Coquille eut entre autres enfants un fils nommé Regnaud. Celui-ci fut prévôt de Nevers et écrivit en 1315 à Messieurs de la Chambre des Comptes à Paris, au sujet de lettres que Louis X avait envoyées et qui concernaient la guerre qu'il soutenait en Flandre. Il est encore fait mention dans cette généalogie de Hugues Coquille et d'Isabeau Marinat sa femme, qui furent anoblis par le roi Charles VI, eux

1. Sa maison était située, dit son éditeur, près de la rue des Ardilliers, à l'endroit où était le four commun, à côté du « puy Coquille » touchant par derrière au clos Saint-Martin. Dans la suite, elle appartenait à Gilbert de Cuzy, avocat fiscal du Nivernais.

Voici le contenu de cette lettre : « A très honorables personnes seigneurs de la Chambre des Comptes, notre Sire le Roy, Regnaud Coquille, Prévôt de Nevers soit recommandé à vous et obéissant à vos Commandemens sçavoir vous fais, que je en l'absence du Baillif et de son Lieutenant à Nevers, reçu par la main Guillot de Monrelays le Vendredi à matin après la feste saint Barnabé l'Apostre trois paires de Lettres de notre Sire le Roy, pour pourloigner la sermonce de l'ost de Flandre, qui était mandée et criée à la moitié dou mois de juin, jusques à la Magdeleine : et selon votre Mandement, je en he ordonné en l'eure de les envoyer ès leux et ès personnes à qui elles devoient estre baillées pour ce que le Baillif de Nevers ne ses

et leur postérité, au mois de juillet 1396, pour bons et loyaux services rendus dans la guerre de Bretagne.

Son fils Jean acquit Romenay et eut plusieurs enfants dont Hugues, capitaine d'une compagnie de gens d'armes pendant que les Anglais tenaient une partie de la France. Cet Hugues fut tué en guerre. Il avait un autre frère, Gilbert, écuyer, seigneur de Romenay, arrière-grand-père de Guy Coquille, marié à Perrette de Pougues, nièce de l'évêque de Nevers. Son fils Hugues, seigneur de Romenay et Charency), qualifié noble homme, bourgeois de Decize, 1475, épousa Marie Duplessis, fille de Jean Duplessis, capitaine du château de Cosne, et celle-ci donna naissance à 9 enfants dont Guillaume, seigneur de Romenay, grenetier de Decize, père de Guy Coquille. La mère de notre auteur était Jeanne Bourgoing, d'une très ancienne famille du Nivernais. Son père était maître Guillaume Bourgoing, sieur d'Aignan, lieutenant général à Saint-Pierre-le-Moutier; et maître

lieutenans n'estoient au païs. Donné à Nevers, le Vendredy dessus dit au matin, l'an de grâce 1315. »

Elle était scellée d'une coquille que notre auteur nous apprend lui-même être les armes de sa famille par cette épigramme :

Clausa domo et geminæ circumdata tegmine testæ.

Vix umquam admisso lumine concha patet.

Cumque procelloso jactatur flamine pontus.

In mediis naves anchora sistit aquis.

Anchora cum concha (nostræ duo stemmata gentis)

Secreti et stabilis consilii esse monet.

Noël Bourgoing, trésorier de l'église de Nevers et conseiller en la Cour de Parlement, était son oncle. Son frère était maître Guillaume Bourgoing, également conseiller en la Cour, dont Guy Coquille parle en ses œuvres (1).

1. Préface de la Coutume du Nivernais. Ch. 31 du Retrait lignager, art. 9, ch. 32 des exécutions et criées, art. 22. Il fut un des commissaires de la rédaction de la Coutume de Nivernais en 1534, avec maître Louis Rouillard, conseiller à la Cour. Et Guy Coquille se plaint de maître Charles Dumoulin, notre grand jurisconsulte coutumier, d'avoir médit de M. Bourgoing, à propos d'un article de la coutume de Nivernais (ch. 34 des successions, art. 14, page 359). « M. Bourgoing était homme de bien, entier et intelligent. » Guillaume Bourgoing cultivait aussi les belles-lettres, et il mit une partie des Évangiles en vers.

Dans la généalogie faite par Guy Coquille, on parle d'un Guillaume Coquille, lieutenant général de Saint-Pierre-le-Moutier, qui épousa Jeanne Guesdat, petite-fille du chancelier le Clerc. Guillaume avait l'estime du roy Charles VII, puisqu'il fut appelé par lui pour travailler à la réformation de la justice et des finances du royaume, ainsi que le prouvent les deux lettres transcrites aux Annexes.

L'oncle de Guy Coquille s'appelait Jean. Il était écuyer, auditeur des causes d'appel de la pairie du Nivernais et bailli du chapitre de Nevers.

On trouve encore en 1526 noble homme et sage maistre Jehan Coquille élu pour le roy en l'élection de Nivernais. Il était fils d'Antoine, sieur des Espoisses, dit le marquis des Aubiez.

Le dictionnaire de Moréri et celui de la Chesnaye des Bois nous font connaître la descendance de Guillaume Coquille, lieutenant général de Saint-Pierre. Son fils épousa Collette de Carmonne, sœur d'un président au Parlement de Paris ; et de ce mariage naquirent Jean, chanoine de Nevers, Guillaume, sieur du Four, dom Christophe, grand prieur de Clugny, Louis, sieur de Grenay.

Les archives de Nevers témoignent aussi de l'ancienneté de la famille de Guy Coquille. On y lit à l'année 1556-1559 : Exemption de tailles accordée à messire Guy Coquille, sieur de Romenay, *à cause de sa noblesse*.

Les premières années de Guy Coquille ne se passèrent pas sans tristesse. Il n'avait que deux ans quand une bande de 3.000 Italiens commandés par le comte de Bellejoyeuse, expédiés de Lyon en Picardie, pour résister à une menace d'invasion de Luthériens, prirent Decize et la pillèrent. Triste début d'une vie qui devait voir tant de désordres et d'horreurs !

A trois ans sa mère mourut, à huit ans son père se remaria avec Odette le Lièvre et à la même époque le jeune Guy fut envoyé au collège de Navarre où il resta six ans.

C'est là qu'il se rendit familiers les auteurs de l'antiquité. Mais en même temps qu'il se laissait prendre aux charmes « de Térence et des poèmes divins du chantre de Mantoue », qu'il étudiait « la sublime philosophie de Cicéron et sa grande éloquence, et les chants fleuris d'Horace » (1), il y contractait un goût très marqué pour la poésie latine et durant toute sa vie il prit plaisir à composer des vers en cette langue. Il traduisit les cent cinquante psaumes

1. Coquille, *Guidonis Conchylii Romenæi Poemata*, p. 110.

de David et le neuvième livre de *l'Odyssée*, traça les principales époques de sa vie dans une pièce intitulée : *Annales Laborum nostrorum* et composa plusieurs écrits où il consigne ses doléances politiques. J'aurai l'occasion de les citer en plusieurs circonstances.

A quinze ans, comme le dit son biographe Joly, « il prit sa volée en Italie » en compagnie du seigneur de Neuvy-le-Barrois, et il étudia le droit à Padoue où il suivit les leçons de Marianus Socin Junior.

L'Italie possédait à cette époque des Universités fameuses : Bologne, Turin et Padoue attiraient des étrangers comme Cujas, Lamoignon, de Thou, Bodin.

Coquille fut donc imbu des principes de la jurisprudence par des docteurs ultramontains, mais il sut bien vite s'affranchir de leur tutelle et reconnaître leurs défauts. Il n'y a qu'à lire la préface de la *Coutume du Nivernais* pour s'en rendre compte. Aussi il ne conseille pas à ses compatriotes de s'arrêter à ces docteurs, mais à d'autres qui, dit-il, « ont la lumière d'entendement plus nette et meilleures âmes tant en fait de conscience que d'honneur ».

C'est pourquoi il voulut étudier le droit en France et pour en profiter davantage, d'autant que des procès le menaçaient, il se résolut à servir de secrétaire à Guillaume Bourgoing, son oncle maternel, pour se familiariser à la pratique. Trois ans après, il se rendit à Orléans où Dumoulin venait de professer un

cours sur la consanguinité. Là « il se tint fiché de pied ferme deux autres années ne se pouvant rassasier de se baigner en ces claires et limpides fontaines des anciens jurisconsultes et de digérer alternativement les plus scabreuses questions tant de droit canon que civil (1). »

C'est en se souvenant de cette époque qu'il émet son opinion sur l'enseignement du droit dans l'Université. Il veut qu'on assujettisse à l'étude du droit tous ceux qui doivent un jour être appelés aux charges publiques et il déplore qu'on n'enseigne dans les écoles que la théorie et non la pratique. « Il faudrait donc que pour enseigner le droit civil des Romains et le droit canonique, on proposât des docteurs, personnages sçavans tant audit droit qu'en notre droit français... et qu'ils fussent chargez d'enseigner conjointement tous lesdits droits et avec aussi grand et plus grand soin notre droit français que celui des Romains (2). »

Guy Coquille se décida alors à entrer au barreau comme avocat. Il commença par les Grands Jours de Moulins en 1550. C'était une sorte d'assises où les juges et les avocats se transportaient à certaines époques, pour terminer les affaires accumulées dans l'intervalle des sessions. Il revint ensuite à Paris où il

1. Guillaume Joly, t. II de l'édition de Bordeaux, page 3.

2. *Questions et Réponses sur les articles des Coutumes*, page 128.

suivit le Palais « remarquant soigneusement les arrests notables des audiances ». Mais il n'y demeura que trois ans au plus, et probablement dégoûté de la capitale et « piqué de l'amour de sa patrie » il retourna en sa ville de Decize. A peine renfermé « en ce petit pourpris » (1), il s'y maria avec demoiselle Anne le Lièvre, nièce de sa belle-mère.

Mais deux ans après cette jeune femme mourut. Le 24 octobre 1557, Guy Coquille épousa en secondes noces Claude Ducoing. Puis comme un incendie réduisit en cendres Decize en 1559, il vint se fixer à Nevers, d'où sa famille était originaire.

Une vie nouvelle allait commencer pour lui. Aimé de tout le peuple, chéri des grands et particulièrement de son prince, honoré de ses clients qui venaient des villes voisines et vantaient sa capacité, son activité et sa grande intégrité, il était estimé de tous ses compatriotes.

Aussi quand la situation des affaires publiques déterminait la convocation des États Généraux, il fut élu à l'unanimité député du tiers état (2). On était en décembre 1560 et maître Guy Rapine de Sainte-Marie, lieutenant général au bailliage du duché et pairie du Nivernais, partit avec lui pour Orléans.

La session dura deux ans. Le chancelier de Lhos-

1. Guillaume Joly.

2. « Voce

Legatum unanimi me tota provincia legit. » (Annales Laborum.)

pital avait appris à estimer le député du Nivernais. Il lui offrit une situation dans la haute magistrature mais Coquille aussitôt après la clôture des États, voulut retourner dans ses foyers.

Entre les États d'Orléans et ceux de Blois, Coquille fut chargé par François de Clèves, duc de Nevers, d'une mission diplomatique près de Guillaume, duc de Clèves. Nous ne savons malheureusement pas de quoi il s'agissait ; mais, ce qui importe, c'est que Coquille s'en acquitta au grand contentement du prince.

En 1568, les habitants de Nevers l'élirent tout d'une voix premier échevin. C'était reconnaître en lui la sagesse et la fermeté dont on avait tant besoin à cette époque. Il prouva du reste combien le choix était excellent en faisant admettre plusieurs règlements utiles et en s'appliquant surtout à maintenir la paix parmi ses concitoyens. Au sortir de cette magistrature (1571) le duc de Nevers, Lodovico de Gonzague, lui confia la charge de procureur fiscal du Nivernais, que beaucoup d'autres briguaient et que lui seul obtint à cause de ses mérites sans qu'il en eût fait aucune demande. Aussi en eut-il au duc une reconnaissance immortelle, et dans la préface comme dans le corps même de l'*Histoire de Nivernais*, il aime à lui témoigner son attachement le plus sincère. Le nouveau procureur se donna sans compter à ses concitoyens. Il se consacra de telle façon à sa nouvelle fonction

que, comme l'a dit son biographe, « chacun jugeait de vérité que c'était l'état qui recevait ornement de la personne, et non la personne de l'état » (1).

Les maux du pays n'avaient pas disparu ; bien au contraire, ils semblaient croître. Aussi les États Généraux furent-ils convoqués à Blois en 1576. Guy Coquille y fut envoyé pour la seconde fois (2). Rien n'y fut décidé et au contraire il se plaint au commencement de son commentaire sur l'ordonnance de 1577, que si « aux États d'Orléans beaucoup de bonnes lois furent faites », elles furent « mal observées, et par l'édit de Blois, en partie renversées ».

Le 1^{er} juillet 1577 il épousa en troisièmes noces Florence de Vaux, Claude Ducoing étant morte en 1570.

En septembre 1588, Coquille fut envoyé pour la troisième fois aux seconds États de Blois comme député du tiers état. Il en dressa un journal que malheureusement nous ne possédons plus et fut un des commissaires nommés pour revoir les articles du cahier

1. État signifiant fonction (Guillaume Joly).

2. Voici quels étaient les députés du bailliage de Nivernais et Donzais :

Pour le Clergé : Vénérable maistre Pierre Paulet, archidiacre et official de Nevers.

Pour la Noblesse : Le seigneur de Chaulemy (pour Champlemy),
le seigneur de Blanchefort.

Pour le Tiers : Maître Guy Coquille,
Maître Martin Roy.

(Ordre des États tenus à Blois, 1577.)

du tiers état. Cette assemblée se termina dans le sang et l'assassinat du chef de la Ligue n'était pas fait pour calmer les esprits et ramener une paix si nécessaire pourtant. C'est probablement à cette occasion que maître Guy Coquille composa le « Discours sur les États de France et le droit que le duché de Nivernais a en iceux » et « qu'en fait d'États les gouvernements, les bailliages et sénéchaussées ne doivent être en considération, et encore moins les sièges présidiaux », ainsi qu'en semble témoigner une lettre qu'il écrivit alors à maître Rapine de Sainte-Marie (1).

1. Dans « l'ordre des États Généraux tenus à Bloys, l'an 1588 » on lit :

Bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier.

Clergé : Noble Eustache du Lys, chanoine et trésorier de l'église cathédrale de Nevers et dom François l'Huillier, aumônier du Roy et prieur du prieuré conventuel de Saint Pierre le Moutier.

Noblesse : Messire Florimond de Dorne, chevalier de l'ordre du Roy, sieur dudict lieu et de Voumeaulx, baron de Raiz, conseiller du Roy, bailly et gouverneur de Saint Pierre le Moutier et de Cussat, secrétaire des Estats, et Jean de Brecard, sieur d'Ailligny.

Tiers État : Maistre Étienne Thenon, lieutenant général audict bailliage; maistre Pierre de Bernes, ancien conseiller audit balliage et siège présidial dudit Saint Pierre le Moutier.

Bailliage de Nyvernaï et Donziais.

Noblesse : Messire François de la Rivière, chevalier de l'ordre du Roy, capitaine de 50 hommes d'armes et gouverneur de Nyvernaï, sieur de Chaulemys et Hubert de la Rivière, sieur dudit lieu, enseigne de 100 hommes d'armes sous la charge de M. de Nevers.

Tiers État : Maître Guy Coquille, procureur général du pays de Nyvernaï; maistre Martin Roy, eschevin de Nevers.

Ces députations fréquentes auraient pu enorgueillir tout autre que Coquille. Elles auraient pu lui faire dédaigner ses fonctions de procureur général. Mais bien au contraire il s'y consacrait avec le plus grand soin. Cependant aux yeux de ses princes, il ne pouvait être considéré comme un simple officier. Le duc et la duchesse avaient pour lui une estime toute particulière qui tenait de la vénération et une confiance telle, que chaque fois qu'il se passait une chose importante, ils avaient recours à ses conseils. Et Dieu sait s'il en était besoin à cette époque si troublée, où chacun se défiait de son voisin et où tant de questions étaient agitées.

L'occasion s'en présenta quand le pape Grégoire XIV fit paraître ses fameuses Bulles contre ceux qui avaient pris parti pour Henri IV. Henriette de Clèves aussitôt s'adressa à son procureur, sûre qu'il aurait toute la lumière nécessaire pour l'instruire de ce qu'elle aurait à faire en cette conjoncture. Et le discours qu'il composa à cet effet la détermina à ne pas abandonner le parti qu'elle avait choisi.

De même, on croit que c'est à la requête du duc de Nevers qui appelait de ses vœux les plus ardents le rétablissement de la paix dans l'Église et dans le royaume, que fut dressé le Mémoire « pour proposer à Sa Sainteté les inconvénients qui pouvaient venir, si elle se rendait trop rigoureuse à la réconciliation du Roy, et à composer les affaires de France ».

Coquille n'abandonnait pas non plus sa profession d'avocat, et maître Antoine Loisel a pu dire dans ses Opuscules « qu'encore qu'il eût quitté de bonne heure le Palais de Paris pour se retirer en Nivernais si est ce que le Palais l'avait été souvent chercher jusqu'en son pays, plusieurs luy envoyant de Paris des procez pour y faire des écritures et des mémoires pour avoir son avis ».

Loisel ajoute : « C'est aussi pourquoi le Roy Henri qui recherchait et voulait honorer les hommes de mérite, sur le récit que lui en fit messire le duc de Nevers, le voulut appeler sur la fin de ses jours en son conseil et dans les affaires d'État. Mais ce sage vieillard se souciait si peu de ces honneurs mondains qu'il préféra son repos et l'amour de ses livres à tous les titres d'une haute fortune. »

Coquille passa le reste de ses jours dans son pays au milieu de ses parents, de ses amis, dans le calme de la campagne, répandant autour de lui ses bienfaits et aimant à rendre service à tous. La mort le prit en 1603. Il avait quatre-vingts ans.

Ses derniers jours avaient été empreints de la plus grande humilité. Dans son testament, il ne voulait pas que l'on fit à son enterrement « cette grande pompe funéraire qui est accoutumée en cette ville, aux enterrements de personnes notables » et « il ne demandait » que « six cierges et six torches de cire ».

Cette humilité avait été la marque de toute sa vie,

puisqu'il n'avait pas voulu qu'on publiât de son vivant la plupart des ouvrages qu'il avait composés. Elle l'accompagnait jusqu'à sa mort ; même après, elle devait encore apparaître, car l'inscription la plus simple fut gravée sur sa tombe, dans l'église Saint-Pierre de Nevers (1). « *Cy gist noble homme et sage Maître Guy Coquille, sieur de Romenay et Baudéduit, Procureur général du Nivernais et Donziois qui décéda le onzième jour de mars, mil six cent trois. Requiescat in pace.* »

Ainsi par trois fois, il avait été élu député aux États Généraux, la ville l'avait nommé échevin, son seigneur l'avait en si haute estime qu'il le jugeait son conseiller le plus sûr et le plus capable.

Il avait droit aux titres les plus glorieux et il méritait les éloges les plus flatteurs. Seule cette inscription restait, si humble et si modeste, pour dire ce qu'il avait été. Et très effacé contre un pilier, un parchemin contenait quelques vers composés en sa langue par deux de ses amis. C'est tout ce qui fut fait alors en son honneur.

Guy Coquille n'a pas laissé de descendance masculine. Il avait eu de son mariage avec Anne le Liè-

1. Sur la place qui porte actuellement le nom de notre grand jurisconsulte, on peut même voir encore dans une maison (au fond d'un couloir obscur!) un fragment considérable de ce tombeau. Nous faisons des vœux ardents pour que cette pierre funéraire soit recueillie et qu'une place digne d'elle lui soit enfin donnée.

vre, deux filles. Odette épousa Jean de Colons, procureur général du Nivernais, seigneur de la Buffière, et Anne épousa Michel Gascoing. Et de son second mariage il avait eu Guyonne qui épousa maître Robert Pommereuil, avocat au Parlement. Nicolas Pommereuil, dernier descendant mâle de Guyonne Coquille, étant mort sans enfants, Monique Bardin d'Origny, sa cousine germaine, recueillit sa succession, Romenay et Baudéduit dont dépendait Vanzé. Son mari était François Carpentier de Changy, qui était ainsi le descendant direct de notre grand jurisconsulte. Son nom ne s'est cependant pas éteint en Nivernais. Et c'est à une branche de sa famille, qui habitait la Bourgogne, qu'appartenait le brave général Coquille-Dugommier qui fut investi du commandement en chef au siège de Toulon (1793) et qui dans le jeune officier d'artillerie Bonaparte sut deviner l'empereur Napoléon.

Guillaume Joly se résolut, le premier, à faire imprimer les œuvres de Guy Coquille. Il le faisait, autant, dit Loisel, par « désir de se rendre utile au public » que pour témoigner l'affection et l'amitié étroite qu'il avait depuis longtemps pour quelqu'un à qui bien des liens de famille l'unissaient.

Il faut le répéter, la modestie de Coquille était telle qu'il s'était refusé à rendre publics ses écrits. De son vivant, il n'avait fait imprimer, et seulement pour ses amis, que ses poésies, les *Psaumes de*

David, le IX^e livre de *l'Odyssée*, les *Annales nostrorum laborum* et divers autres écrits sur les Etats de Blois.

Guillaume Joly commença à faire éditer les *Commentaires sur la Coutume de Nivernais*.

En 1607, parut l'*Institution au droit des François* et en 1611, les *Questions et Réponses sur les Coutumes de France*. Enfin en 1612, l'*Histoire du Nivernais* fut mise à la disposition du public.

Ce ne fut que quarante ans plus tard, en 1650, que furent imprimés le *Dialogue sur les causes des misères de la France*, les mémoires pour la *Réformation de l'État ecclésiastique* et le traité des *Libertés de l'Eglise de France*.

Ce dernier traité a été imprimé sur une copie. L'original avait été remis par M. Pommereuil aux Jésuites de Nevers qui lui avaient témoigné le désir de le lire, et ceux-ci l'avaient prêté à M. Destrappes, archevêque d'Auch, qui le garda si soigneusement qu'on ne put jamais le retirer de ses mains, ce qui fit dire au président de Thou qu'il avait été dérobé. A sa mort, il passa à un autre qui ne voulut jamais s'en dessaisir et qui en donna une copie pour qu'on pût enfin l'imprimer.

Coquille avait encore composé un petit journal des États d'Orléans, et le *Recueil du cayer général du tiers état*. De même, il avait laissé des mémoires sur les États de Moulins de 1566 et de Blois de 1576

et 1588. Malheureusement ces divers écrits ne parurent pas. C'étaient, dit l'éditeur des œuvres de Coquille, « matières d'État qui sont au-dessus de la portée de notre jugement » et « il valait mieux supercéder quelque temps » avant de les livrer au public. Nous ne pouvons que regretter cette censure. Peut-être aurions-nous mieux connu le rôle que notre grand Nivernais joua dans ces diverses assemblées qui si tristement marquèrent cette époque troublée.

Nous avons donc dû nous contenter des œuvres qui ont paru en 1703. C'est en effet l'édition de Bordeaux que nous avons consultée, lue et relue, quand il s'est agi de faire connaître un peu mieux les œuvres du « judicieux » Coquille.

CHAPITRE II

Guy Coquille et les Etats Généraux.

I

THÉORIES DE GUY COQUILLE SUR LES ÉTATS GÉNÉRAUX D'APRÈS LE *Discours des États de France et du Droit que le Duché du Nivernais a en iceux*.

Guy Coquille avait trente-sept ans quand le roi François II, après l'essai insuffisant d'une réunion de notables, décida d'assembler les États Généraux.

Il y avait fort longtemps qu'ils ne s'étaient réunis et on était assez peu fixé sur les précédents. Aussi Coquille jugea qu'il était à propos de définir la raison d'être, les pouvoirs et la composition des États Généraux. Et il écrivit à ce sujet le *Discours des États de France et du Droit que le Duché de Nivernais a en iceux* (1).

Le début est une constatation que le gouvernement de la France n'est pas démocratique : « Le Gou-

1 Édition de 1703, t. I, p. 276 à 287.

vernement de ce Royaume est vraie Monarchie qui ne participe de Démocratie (1). »

On aurait pu croire en effet que le gouvernement était démocratique, puisqu'on faisait appel aux États. Cette opinion doit être écartée : « Les États ne font pas la démocratie, car il y aurait temps et lieux certains pour les assembler, ce qui n'est pas, car ils sont convoqués sous l'autorité et mandement du Roy, quand aucunes affaires se présentent grandement importantes à la Couronne et État d'icelle (2). »

Le gouvernement est donc monarchique. Le roi commande et ce n'est que dans des circonstances graves qu'il fait appel à de nouveaux et plus nombreux conseillers. C'est là en effet le rôle des États, ils sont « les Conseillers de la Couronne ». Le roi fait ainsi à son peuple « l'honneur de se communiquer à luy », ce qui n'est pas une dérogation à la Majesté royale, bien au contraire, le roi rendant de cette façon « ses actions plus agréables envers son dit peuple ».

« L'amitié du roy envers le peuple et du peuple envers le roy est la vraie liaison dont sont produits le bon commandement et la fidèle obéissance. »

Le roi doit connaître tout ce qui se passe en ses provinces, il doit compatir aux maux que ses sujets endurent. Souvent ses conseillers ordinaires l'igno-

1. P. 276.

2. P. 276.

rent ou s'en désintéressent. Il n'y a pas de meilleur moyen pour connaître la vérité que de s'adresser aux États.

« Et ceux qui sont envoyés sont sans aucune suspicion, car cette charge en soy est onéreuse et ne leur en revient, et n'en espèrent aucun profit. Le seul zèle du bien public les y convie, et ils attendent la rétribution de ce bon Dieu qui fait registre et sait bon gré à tous ceux qui aident à relever les pauvres affligés (1). »

Les États conseillent donc le roi. Ce n'est pas tout. Ils ont des pouvoirs politiques déterminés. C'est à eux en effet qu'incombe la tâche de nommer un roi « quand la couronne est en débat ». Le fait s'est produit deux fois, la première quand Édouard d'Angleterre prétendit à la couronne de France comme plus prochain du sang. Philippe de Valois faisait alors valoir ses droits « non plus comme plus prochain du sang simplement mais comme plus prochain habile, étant mâle, issu de mâle » (2). Une deuxième fois en attribuant la couronne à Hugues Capet.

Un autre pouvoir des États est le droit de déposer un roi. Cela se produisit à l'égard de Charles d'Austrasie parce qu'il « avait toujours été mauvais Français et que luy et ses prédécesseurs avaient par plusieurs

1. P. 277.

2. P. 277.

moyens essayé de rendre le royaume sujet à l'empire des Alemans » (1). Sur ce point Coquille était donc du même avis que les ligueurs dont il ne partageait pourtant guère les opinions, le prélat ligueur Rose ayant invoqué ce droit contre Henri III.

Troisième pouvoir des États : leur consentement est nécessaire pour lever les impôts.

C'est « l'honnête et ancienne liberté du peuple » (2) ; elle dura jusqu'au règne de Charles VII « qui le premier mit les tailles en ordinaire ». Après lui néanmoins les rois durent souvent réunir les députés pour subvenir à la pénurie du Trésor.

Les États se rassemblaient encore « quand le Roy légitime régnant, soigneux du bien de son peuple à l'advenir, comme bon Père de famille et bon Roy veut pourvoir à son peuple de successeur à la Couronne, au cas qu'il n'aurait enfans mâles lors de son décès, et qu'il prévoit qu'il pourra naître débat par la dite succession (3). »

Enfin les États ont un autre pouvoir en ce qui concerne « l'établissement des Loix politiques en chacune province qu'on appelle les Coutumes, lesquelles sont le vray droit civil des provinces et non pas simples statuts comme aucuns l'ont estimé. »

1. P. 277 et 278.

2. P. 279.

3. P. 280.

Dans chaque province les États « ajoutent, corrigent, diminuent et réforment ».

« Il appert (donc) que la tenue d'iceux (des États) ne doit faire croire que le Gouvernement de ce Royaume tienne ou soit allayé de Démocratie. Mais encore doit-on croire que la considération d'Aristocratie, à cause des Parlemens, soit recevable en ce Gouvernement. Car les Parlemens sont établis pour exercer justice ès causes des particuliers, et non pour faire Loix, ny connaître d'affaires d'États, ny pour faire provisions autres que de l'administration de justice. Vray est que le Roy tient esdits Parlements son lit de Justice avec les pays de France et en iceux sont publiés et enregistrés les Édits et Constitutions que les Roys font. Mais ès Édits et Arrêts le Roy seul parle et reconnaît que la Cour est son Conseil et ne le reconnaît pas pour compagne en cette puissance d'ordonner et faire Loix (1). »

Ainsi le Gouvernement de ce royaume est purement monarchique.

Coquille a démontré que rien ne pouvait le faire ressembler à une démocratie, ni à une aristocratie.

Les États jouent sans doute un rôle important, mais leur convocation dépend de la volonté du roi. Quant aux Parlements, Coquille se refuse à leur donner le rôle qu'ils voudraient jouer.

1. P. 281.

Passons maintenant à la composition des États :

« Tout le peuple de France est compris dans les Trois Ordres » correspondant aux « trois principales parties du corps humain. Au cerveau est l'entendement et l'exercice de raison, comme en l'Église est la science et la doctrine. Au cœur est la vivacité et vigueur de tout le corps, comme en la noblesse est cette généreuse agitation qui la semond à employer la force par la manutention des bons, et extermination des méchants. Au foye, est le nourrissement du corps, comme le tiers état fournit aux deux autres les moyens et commodités de s'entretenir en vie. »

Il y a donc trois ordres, mais il fut un temps où un quatrième fut formé. « Aucuns ont estimé que les officiers de justice devraient faire un ordre, parce que la justice est un des principaux moyens pour maintenir une domination ; de fait au temps du Roy Henri II, après la bataille de Saint-Quentin, l'an 1557, en une tenue imaginaire d'États, on fit comparoir des députés de la justice pour un quatrième État. Ce qui ne fut autre occasion que pour augmenter d'un quart l'aide en deniers que le Roy demandait à son peuple (1). »

Une question s'était posée au sujet de la participation du Nivernais aux États Généraux. On avait soutenu que le bailli royal seul avait le droit de convoquer

1. P. 282.

les Etats particuliers de la province. Guy Coquille démontre la fausseté de cette affirmation.

« La considération des bailliages et sénéchaussées royales n'est recevable ny pertinente en fait d'États (1). » En voici les raisons : d'abord « la pratique et tenue d'États est longtemps avant l'établissement des bailliages royaux ». Les bailliages datent de Philippe-Auguste : Saint-Pierre-le-Moutier est un des quatre premiers, les autres étaient Sens, Vermandois et Mâcon.

Ici Coquille fait une erreur. Il est en effet démontré que les premiers États Généraux datent de 1302, c'est-à-dire bien après l'institution des bailliages. On ne peut donner le nom d'États aux assemblées qui existaient avant cette date et où tout le peuple de France n'était pas représenté.

L'autre raison est que « le nom de bailliage n'est pas propre pour signifier province et territoire, ny pour signifier païs et région, mais seulement pour signifier la différence de juridiction. » Tandis que « en fait d'États la juridiction en soi n'est en aucune considération, mais seulement... la Province » (2).

Et quand bien même il serait établi, et cela n'est pas, que le Roi n'adresse ses mandements qu'à ses officiers, les Pairs de France ne sont-ils pas officiers

1. P. 283.

2. P. 284.

de la couronne, et Monseigneur de Nevers, en sa qualité de Pair, est tout désigné pour rassembler les États de son Duché.

Le Nivernais, au reste, est une province véritable, et Coquille saisit cette occasion de vanter les richesses de son pays : « Nevers, ville épiscopale, avec Diocèse ample de plus de 260 Paroisses. La Province de grande étendue et de fort ample territoire, ayant 10 à 12 villes closes, 7 greniers à sel, 2 élections, coutume distincte et séparée des provinces voisines avec nom de Païs qui a sa dénomination de la Ville capitale, Païs qui outre le Diocèse de Nevers comprend plus de 80 Paroisses des Évêchés d'Autun et Auxerre : et audit Païs sont 7 abbayes, grande quantité de Prieurés des Ordres de saint Benoît, de Cluny et de saint Augustin ; 4 couvents de l'ordre des Chartreux ; la ville principale de Nevers ayant en son enclos 11 Paroisses ; le Duché composé de 28 châteltenies qui sont au domaine du Duc... 4 baronnies et grande quantité de châteltenies ; et plus de 1.200 fiefs qui relèvent du Duché tant en première que médiate mouvance (1). »

Cette question du « droit que le Duché de Nivernais » a dans les États Généraux, lui tenait à cœur. Une lettre qu'il écrivit à M. Rapine de Sainte-Marie, assesseur au bailliage et Païs de Nivernais, et qui a

été publiée dans la préface de ses *Œuvres*, montre qu'il en fut décidé comme il le voulait. « Esdits trois États d'Orléans, Blois et Blois, Nivernais ne s'est reconnu être des dépendances d'aucun de ces grands gouvernemens et n'a été ny avec Bourbonnais ny avec Saint-Pierre-le-Moutier, ains s'est rangé par sa liberté avec plusieurs autres Provinces qui sont au cœur de la France, comme Orléans, Berry, Anjou, Tourraine, Chartres, le Maine et autres qui sans difficulté sont Provinces distinctes : et cette classe en laquelle était Nivernais, a précédé et a eu sa voix devant la Province de Lyonnais et Bourbonnais (1). »

Les États Généraux avaient donc permis à Guy Coquille de rechercher leur utilité, leur composition et le fond de leurs pouvoirs. Mais, s'il se préoccupait de définir la compétence de ces assemblées et de faire des travaux en quelque sorte préparatoires, il n'avait pu oublier dans quelles circonstances les États avaient été convoqués et surtout comment ils s'étaient terminés.

II

LES LUTTES RELIGIEUSES AU XVI^e SIÈCLE

Si une époque devait plus qu'une autre nécessiter la présence auprès du souverain des députés du

1. Préface des *Œuvres* de Guy Coquille, t. I.]

royaume pour le soutenir et le conseiller, c'est bien celle que nous étudions.

Le Protestantisme était apparu sous le règne de François I^{er}. En formant des Églises nationales pour remplacer l'Église universelle, il s'était présenté aux peuples comme une garantie d'indépendance, aux princes comme un accroissement d'autorité.

L'esprit catholique était-il donc incompatible avec l'esprit national, telle fut la question qui se posa devant l'Europe au xvi^e siècle.

Les premiers essais de nouveauté religieuse semblèrent quelque temps rencontrer en France plus de faveur que d'obstacle. Ce qui encourageait du reste l'audace des réformateurs, c'était le discrédit dans lequel languissait le clergé. Depuis longtemps les mauvais propos sur les clercs et les moines circulaient à travers le peuple, et à la suite du grand schisme d'Occident, la ruine de la discipline ecclésiastique avait paru plus intolérable, la réforme plus nécessaire que jamais. Enfin la France avait appris à se défier du Saint-Siège, triste conséquence des obstacles opposés par la cour romaine à la réforme ecclésiastique et aussi de la politique des rois en Italie et des conflits que leurs prétentions leur avaient attirés avec les Papes en matière temporelle.

L'hérésie pouvait donc abriter derrière les coutumes gallicanes ses premières résistances à l'autorité pontificale. Aussi discerna-t-on mal d'abord l'esprit

de secte de l'esprit de réforme. Et ce fut sous le patronage d'un évêque, Guillaume Briçonnet et d'une princesse, la sœur même de François I^{er}, que les premiers novateurs commencèrent leur propagande. Mais Briçonnet cessa de soutenir l'hérésie dès qu'elle fut démasquée. Marguerite de Valois que l'on a surnommée « la Muse de la Renaissance » ne la suivit pas non plus jusqu'au bout et elle s'éteignit pleine de repentir et de foi.

A côté de ceux qui, quoique séduits par ces nouveautés, reculaient devant une rupture ouverte avec l'Église, de vrais sectaires organisaient la révolte. Quelques-uns prêchèrent et moururent sur les bûchers avant que le protestantisme français possédât la doctrine et les institutions que devait lui donner Calvin.

Celui-ci en prêchant le dogme de la justification par la foi sans les œuvres et la négation du libre arbitre, que Luther avait professé d'abord en haine de la religion catholique, révolutionnait les âmes. Il enlevait à la morale chrétienne son fondement, il ôtait au culte chrétien toute sa raison d'être. La présence réelle de Jésus-Christ dans l'Eucharistie était niée radicalement. Les temples chrétiens devenaient donc vides et les cérémonies religieuses vaines.

Calvin abolissait aussi la hiérarchie ecclésiastique, les églises calvinistes nereconnurent point d'évêques ; et dans leur administration même, des laïques furent

appelés à prendre place comme les pasteurs. Le calvinisme flattait ainsi un instinct toujours vivace, celui de l'égalité. La séduction était puissante.

Les Protestants réclamaient à grands cris la tolérance. Mais, partout où ils étaient la majorité, ils ne l'appliquaient pas. Calvin engageait le tuteur du jeune Édouard VI d'Angleterre à punir de mort quiconque s'opposerait à la nouvelle réformation, préparant ainsi une longue et cruelle persécution. Plus tard, il écrivit un livre pour préconiser le châtimement des hérétiques par le glaive. Et personne n'ignore comment il agit envers son ennemi Michel Servet.

Quelle fut l'attitude des rois de France en face du Protestantisme ?

François I^{er} tout en étant convaincu, par instinct de gouvernement, de l'impossibilité d'admettre l'hérésie, eût été de tendances tolérantes, si des provocations ne l'avaient irrité. Même, pour ménager les Luthériens d'Allemagne et s'assurer de leur alliance contre Charles-Quint, il donna bien souvent l'ordre de suspendre les supplices.

Henri II prit, au contraire, les mesures les plus rigoureuses. Il était effrayé des progrès de la Réforme. L'hérésie faisait des adeptes parmi les plus grands seigneurs et des princes du sang eux-mêmes, le roi de Navarre et son frère, le prince de Condé, trahissaient leurs sympathies pour elle, tandis que dans le Parlement, plusieurs conseillers s'élevaient contre

l'Eglise romaine et prenaient parti pour les hérétiques.

Les Protestants étaient alors quatre cent mille en France, d'après Théodore de Bèze. C'était une force prête à se mesurer avec la nation. Pour les dompter, il ne suffirait plus de les condamner, il faudrait les vaincre.

Sous François II, frêle et chétif, la situation s'empirait encore. Mais comment en finir? L'autorité royale devait-elle s'associer à la guerre contre les hérétiques pour que l'hérésie disparût à tout jamais ? ou bien devait-elle imposer la paix avec eux à la nation ? Cette alternative était redoutable. Si on n'accordait pas droit de cité aux Protestants c'était la guerre civile, et avec la guerre civile la France désarmée en face de ses ennemis du dehors. D'ailleurs l'expérience avait plutôt démontré que la force ne pouvait à elle seule ramener les âmes. Mais comment l'éviter ? La religion était reconnue comme la première loi de l'Etat. Il ne semblait pas que la vérité religieuse pût cesser d'être professée par la puissance civile sans que l'ordre public s'écroulât et il paraissait plus facile de changer la religion de tout un peuple que de faire subsister côte à côte deux religions dans le même Etat.

C'est dans ces conditions que s'ouvrirent les États d'Orléans en 1560. Il n'en résulta qu'une longue ordonnance dans laquelle le chancelier de L'hospital insérait nombre de ses idées : rétablissement des élections canoniques de l'Eglise supprimées par le Con-

cordat, abolition de la vénalité des charges judiciaires, limitation de la juridiction des tribunaux ecclésiastiques, etc., toutes dispositions qui paraissaient fort sages mais ne furent guère observées.

Cependant le Protestantisme s'étendait de plus en plus. Et là où il était la majorité, il déclarait ne pouvoir tolérer auprès de lui ce qu'il appelait l'idolâtrie, le scandale de la superstition papiste. A Castres, à Lavaur, à Montpellier, les protestants pillèrent les églises et les couvents, et tuèrent les religieux. A Paris même, ils avaient essayé de fomenter des désordres à la procession de la Fête-Dieu où le roi assistait. Au faubourg Saint-Marceau, ils avaient répandu le sang à l'église Saint-Médard et foulé aux pieds les saintes hosties.

Une rixe semblable à celles qui chaque jour s'engageaient sur quelque point du royaume fit éclater enfin la guerre civile. Partout l'anarchie fut complète. Les Huguenots, non contents d'appeler à leur aide les princes de leur religion et d'ouvrir le royaume aux bandes allemandes, ne craignirent pas, pour obtenir un secours d'Élisabeth d'Angleterre, de livrer le Havre aux Anglais, réinstallant ainsi en France des ennemis qui, quatre ans auparavant, avaient été chassés de Calais. Le fanatisme étouffait le patriotisme. Il étouffait aussi toute conscience. Pendant qu'il faisait le siège d'Orléans, le duc de Guise mourait traitreusement frappé par Poltrot de Méré.

Ainsi s'introduisait l'assassinat à travers les guerres de religion. C'est au profit des Protestants qu'il fut d'abord commis, c'est par eux qu'il fut d'abord glorifié.

En même temps un revirement complet se produisit chez la Reine Mère. Le jour où l'autorité royale était tombée entre ses mains, elle avait pris le pouvoir avec une passion jalouse. Elle avait d'abord agi avec beaucoup de ménagements, faisant bon visage à tous pour maintenir intactes l'autorité du roi et la sienne (1). Mais sa politique de conciliation aboutissait à des résultats désastreux. Le désordre, l'anarchie, la guerre civile en résultaient. Les pires atrocités étaient commises. A Nîmes les Protestants égorgaient les Catholiques notables, les religieux et les prêtres : c'est la Michelade, dont peu d'historiens parlent, horrible massacre qui, commis cinq ans avant la Saint-Barthélemy, n'a pas été causé comme elle, par l'affolement et l'énervement, mais a été accompli de sang-froid, avec préméditation (30 et 31 sept. 1567).

1. Henri IV a porté sur elle un jugement très indulgent : « Qu'eût pu faire une pauvre femme ayant par la mort de son mari cinq petits enfants sur les bras et deux familles en France qui pensaient d'envahir la couronne, la nôtre et celle des Guise ? Fallait-il pas qu'elle jouât d'étranges personnages pour tromper les uns et les autres et cependant garder comme elle a fait ses enfants qui ont successivement régné par la sage conduite d'une femme si avisée ? » Cité par le vicomte de Meaux : *Les Luites religieuses en France au XVI^e siècle*, Paris, Plon, 1879, p. 69, note 2.

Catherine de Médicis voyait maintenant clairement que les Protestants ne songeaient qu'à s'emparer du pouvoir pour détruire le Catholicisme. Enfin, par leur tentative d'enlèvement de la famille royale à Montceaux les Huguenots venaient de lui donner l'obsession d'un danger perpétuel suspendu sur sa tête et celle de son fils.

Bientôt aussi, elle s'effraya de la prépondérance de Coligny, que la paix de Saint-Germain venait de rapprocher du trône, elle s'effraya d'une rupture avec l'Espagne que désirait ardemment l'amiral. L'influence d'un pareil personnage lui paraît dangereuse. Dès lors, elle n'a plus qu'une idée, c'est de le faire disparaître et pour y arriver elle ne reculera pas devant l'assassinat, procédé habituel de la politique au sein de laquelle elle avait été nourrie, dans cette Italie où des usurpateurs sans cesse en lutte mettaient une habileté sans scrupules au service de leur ambition. On sait le reste, l'arquebusade de Maurevert, l'émotion des Protestants, leurs cris de vengeance, leurs menaces, l'agitation du peuple, la guerre civile à deux doigts à Paris, la famille royale emportée par la terreur et Charles IX cédant enfin après de longues heures d'une discussion passionnée et hâlante.

Dans la pensée de ses auteurs, il ne s'agissait que de cinq à six têtes à faire tomber. L'affolement, l'excitation, en firent un épouvantable massacre.

La Saint-Barthélemy ne devait être qu'un crime sans résultat. Les Huguenots ne respiraient que vengeance. Malgré deux réunions d'États Généraux à Blois en 1576 et en 1588, les guerres de religion devaient continuer à embraser la France entière et ne plus s'éteindre qu'avec le siècle.

III

ANNOTATIONS DE GUY COQUILLE SUR L'ORDONNANCE DE 1579

En dehors du *Discours des États de France*, Coquille réunit, après les premiers États de Blois, des annotations sur l'Ordonnance royale de 1579 (1), qui en sont les meilleurs commentaires et qui résument d'une façon précise la plupart des éléments de la discussion à laquelle il avait participé.

En ce qui concerne les affaires ecclésiastiques, le député du Nivernais professe les mêmes idées que nous étudierons en détail dans son *Traité des Libertés de l'Église*.

C'est ainsi qu'il déclare dès le début que « selon les saints décrets, par la Pragmatique Sanction et les Concordats, le roy est établi conservateur et protecteur des anciens décrets, même de ceux qui concer-

1. T. I de l'édition de 1703, p. 462 à 569.

nent en particulier l'Église de son royaume » (1). Puis il explique les 64 articles de l'Ordonnance ayant trait aux questions religieuses. Rien n'y apparaît, que le *Traité des Libertés de l'Église* ne nous apprenne.] Il rappelle la Pragmatique, le Concile de Bâle, le Concordat (art. 1). Pour l'appel comme d'abus (art. 2) il nous dit que François I^{er} avait attribué au Grand Conseil la connaissance des différends. L'article 4 est pour lui l'occasion de se demander si le Roi peut brider sa puissance. « Je croy cependant, dit-il, que puisque cette loy est faite comme en États, le Roy ne peut y déroger (2). » Sur l'article 37 interdisant les confréries, Coquille fait observer que cette mesure a été prise « par raison politique, car sous ce prétexte se font monopoles et traités contraires à la liberté du commerce » (3).

Au sujet de l'instruction publique article 80, l'Ordonnance défendait dans les collèges de jouer « farces, tragédies, comédies contenant lascivités, injures, etc. ». « Cet édit est très saint, dit Coquille, pour qu'il est bienséant que les jeunes gens dès leur enfance apprennent toute modestie, et est bien raison que les supérieurs ayant charge des mœurs autant bien ou plus que des alimens et science en répondent (4). »

1. P. 469.

2. P. 465.

3. P. 476.

4. P. 490.

Sur la question de la justice, Coquille fait preuve de la plus grande sagacité. Les États de Blois avaient été unanimes à s'élever contre la vénalité des charges, et le Roi déclarait dans l'ordonnance que son intention « était de faire cesser du tout la vénalité des offices de judicature laquelle à notre très grand regret a été soufferte pour l'extrême nécessité des affaires de notre royaume (article 100). »

Des peines étaient instituées pour punir les contrevenants. Coquille nous énumère les maux qui provenaient de cette vénalité des offices: « Si un État apporte mil écus aux parties casuelles du Roy, cet officier qui désire remplir le vuide de sa maison et qui outre cela désire être riche, recherchera les moyens par l'occasion de son office, et sous prétexte de justice de faire couster au peuple dix fois plus que son état ne lui aura cousté, car nul n'achète état que pour s'enrichir et s'agrandir. L'autre plus grand mal qui en est advenu est que par la vénalité des offices le devoir et les fonctions des officiers ont été à vendre, ce qui a engendré le mépris de la justice, de là est avenue la désobéissance des sujets envers leur Roy, et en conséquence tous les maux que les troubles nous ont amenés (1). »

Mais le don gratuit des offices créait d'autres dangers. Il fallait empêcher les titulaires de recourir à

la résignation qui permettait aux offices de passer de père en fils. L'Ordonnance défendit donc la résignation (art. 110). Cette mesure était salutaire « car il n'advient pas toujours, dit Guy Coquille, que les enfants des officiers soient de telle valeur que leurs pères, et il ne faut pas gratifier leurs pères avec l'intérêt et dommage du public (1). »

On interdit également les survivances qui permettaient aux magistrats de perpétuer dans leur descendance la charge dont ils avaient été pourvus, mais l'Ordonnance déclarait que, dans tous les cas où le droit avait été payé, la survivance était maintenue. Guy Coquille ne pouvait qu'applaudir à la disparition des survivances.

« Les survivances en choses saintes comme sont les bénéfices et les états de judicature sont très pernicieuses ; car c'est pour les faire héréditaires et pour donner plus de moyens aux officiers de faire oppression ; car tant qu'ils sont en dignité, il y a peu de moyen de demander raison des torts qu'on a reçus, aussi que les survivances ôtent l'espérance aux jeunes gens qui désirent et travaillent de s'avancer (2). » Mais l'ancien député aux États de Blois regrettait la restriction que l'on avait mise. Et quand il écrivait ses notes, il commençait à comprendre que cette fai-

1. P. 499.

2. P. 499.

blesse cachait des hésitations plus profondes, et dans son découragement il s'écriait en citant Horace :

... Vivendi recte qui prorogat horam
Rusticus exspectat dum defluat amnis: at ille
Labitur et labetur in omne volubilis ævum.

Pour l'élection des juges, l'Ordonnance prescrivait aux officiers tels que les baillis, pour les états vacants en province, de dresser avec le concours des trois ordres une liste des personnes jugées dignes de remplir ces charges. Cette liste était dressée tous les trois ans. « Cet article ne remédie pas au mal, dit Coquille, car avenant la vocation il faut toujours aller solliciter en cour, pour avoir faveur et être choisi entre plusieurs, et ce choix est aussi dangereux et d'aussi grands frais que d'acheter » (article 104) (1).

Au sujet de la suppression partielle des épices voici l'opinion de Coquille: « S'il y a pièces à voir, c'est bien raison qu'il y ait épices, mais quand la réponse est au pied de la requête, *ut plurimum* c'est sans épices » (Commentaire sur l'article 131) (2). Ainsi la gratuité de la justice n'était pas exigée par les députés. Il faut croire qu'ils craignaient qu'une augmentation d'impôts ne fût la conséquence de l'institution des gages.

Il y avait un cas cependant où les épices furent

1. P. 497.

2. P. 505.

complètement abolies par l'Ordonnance. c'est lorsqu'il n'y avait que « les procureurs généraux et leurs substituts partie » (art. 129). La raison en est bien simple. Elle nous est donnée par Coquille : « Les juges royaux par la loi même de leurs institutions doivent servir le Roy gratuitement puisqu'ils ont gages de lui (1). »

Un des articles les plus importants de l'Ordonnance est celui par lequel le Roi défend « à toutes personnes, de quelque état, autorité, qualité ou conditions qu'elles soient, sans nul excepter, de dorénavant entrer en aucune association, intelligence, participation, ou ligue offensive ou défensive avec Princes, Potentats, République, Communautés dedans ou dehors le royaume, directement ou indirectement par eux ou par personnes interposées verbalement ou par écrit, faire aucune levée ou enrôlement de gens de guerre, sans notre expresse permission, congé et licence. Et déclarons tous ceux qui s'oublieront tant que d'y contrevenir, criminels de lèse-majesté, et proditeurs de leur patrie, incapables et indignes eux et leur postérité, de tous états, offices, titres, honneurs, dignités, grâces, privilèges, et de tous autres droits : Et en outre leurs vies et biens confisqués, sans que lesdites peines ne leur puissent être jamais remises à l'avenir par lettres ou autrement, en

1. P. 504.

quelque manière que ce soit » (art. 183). N'était-ce pas la condamnation des Liges que Protestants et Catholiques avaient formées sans s'adresser à l'autorité royale ?

Les États demandaient la répression des crimes si fréquents alors. L'article 195 édicte des mesures contre les bandits qui « pour prix d'argent, se louent pour tuer ou pour recouvrer prisonniers des mains de justice ». Le Roi déclarait qu'il n'y aurait ni grâce ni rémission, même si elles étaient signées de sa main. « C'est très bien fait au Roy de brider sa volonté et sa puissance absolue, dit Coquille, pour ne l'employer à sauver un crime si détestable. Car quand le Roy remet un homicide commis de guet-apens, et le mandement d'iceluy, il semond et attire la justice de Dieu pour rejeter sur sa tête ou des siens ; disant un Empereur romain, que ce mot est digne de la Majesté d'un souverain, car bien qu'il se connaisse exempt de la sujection des loix, toutefois il veuille vivre selon les loix » (art. 195) (1).

Dans la question de l'usure, le pouvoir, admettant le système proposé par le tiers état, prononçait le bannissement et de grosses amendes quand le coupable était poursuivi pour la première fois, réservant la peine de mort pour les récidivistes (art. 202). Coquille estime que c'est usure quand l'intérêt est du

denier douziesme (8 1/2 %) « car le prêt de sa nature est gratuit. Le seul moyen de retirer profit légitime et licite de ses deniers est par rentes constituées à prix d'argent (1)... »

Les États s'étaient plaint de ce que le Roi avait continué à donner à ses mignons et souvent au dénonciateur les biens de celui qu'il faisait mettre en accusation sans attendre la condamnation. Avec quelle avidité le courtisan s'efforçait-il de hâter la partie de l'accusé dont la mort devait consolider sa fortune ! C'est ainsi que des commissions arbitrairement composées de juges passionnés, étaient choisies pour décider du sort d'un accusé condamné d'avance. L'Ordonnance après avoir défendues dons prononça contre le donataire la restitution et le paiement du double, le déclara incapable de rien recevoir à l'avenir, et prescrivit aux juges de le poursuivre sans merci (art. 204).

Une telle loi pouvait-elle facilement être respectée ? Il semble que la tristesse de Guy Coquille ne doive nous laisser aucune illusion sur son inexécution. « La raison de la prohibition est que c'est improbité et méchante volonté de présumer une personne estre coupable avant qu'elle soit condamnée et ces expectations de triste événement sont condamnées par les lois romaines.... Aussi que tels dons

1. Fin de la page 525 et p. 526.

semonnent celui qui en a l'assurance de pourchasser *per fas et nefas* la condamnation de l'accusé, et comme j'ai dit ailleurs : il n'y a point de plus violents et plus dangereux sollicitateurs contre les misérables accusez que ces infâmes confiscataires, qui, semblables à des corbeaux croassant, abboient de faim et d'avarice après la curée.

« Quid non mortalia pectora cogis
Auri sacra fames ? »

Aussi M. Cujas appelle très convenablement la donation des confiscations *corvinam* (1). »

A propos de l'article 206 rétablissant les Grands Jours, Coquille nous donne une définition de cette juridiction « Grands Jours sont une assemblée d'aucuns Présidents, Maître des Requêtes et Conseillers de la Cour, en certain nombre Députez par lettres patentes du Roy, qui séent en la ville ordonnée par le Roy, et pour les provinces déclarées par lesdites lettres pour y juger toutes matières criminelles sans distinction ; et les matières civiles esquelles est question de six cents livres de rente, ou dix mille livres pour une fois seulement pour les appellations verbales et autres qui ont accoutumées d'être plaidées et jugées en l'Audience et instruites à la barre ; et jugent esdites matières par Arrêt, comme si c'était en Parlement séant. Les Grands Jours sont les marques et vestiges

1. P. 526.

du Parlement lorsqu'il était ambulatoire... Jules César en ses *Commentaires*, livre 6, dit que la coutume de tenir les Grands Jours en France est venue d'Angleterre (1). »

L'article 207 prescrit « de rédiger, réformer et éclaircir au mieux qu'il sera possible les constitutions particulières et locales de chacune province ». Audessus de ce travail circonscrit par les bornes de la province, les députés avaient conçu une plus vaste entreprise : la rédaction en un corps de toutes les lois qui en régissaient l'ensemble. Ce travail de codification fut admis par l'Ordonnance qui annonça que « certains personnages seraient commis pour recueillir les dites ordonnances et réduire par ordre en un volume celles qui se trouveraient utiles et nécessaires ».

Coquille écrit à ce sujet : « Justinien, Empereur romain, et autres Empereurs après luy ont perpétué leurs noms pour avoir commandé et autorisé l'amas des lois qui étaient en usage, en les recueillant de divers livres, et serait un grand bien qu'ainsi fût fait. Comme aussi serait grandement profitable à la jeunesse, si les docteurs des Universitez de droit civil étaient choisis scavans au droit des Romains, et ès Constitutions et Coutumes de France pour par une seule doctrine et lecture, enseigner tout ce droit

1. P. 527.

aux écoliers ; car après l'étude des Universitez, il faut qu'ils fassent un autre apprentissage ès Palais et Audiences (1). »

Pour se procurer les ressources que l'impôt ne pouvait plus fournir, les édits bursaux s'étaient succédé et les offices ainsi créés avaient jeté de nouveau le désordre dans l'administration judiciaire. Les députés demandèrent la suppression des offices créés depuis Louis XII. L'Ordonnance remonte seulement à la mort de Henri II et décide que tout office établi depuis cette époque serait supprimé au fur et à mesure qu'il se produirait des extinctions (art. 211). Elle permettait en outre « aux provinces, villes et communautez de supprimer ces états dès à présent en les remboursant des deniers actuellement payés et qui sont entrés en nos finances sans fraudes ». Mais, dit Guy Coquille, « autrefois les provinces ont accordé d'estre quotisées et contribuées pour faire ces suppressions ; mais il s'est vu qu'après la suppression faite, le Roy rétablissait les estats incontinent après : pourquoy estant les choses peu stables et assurées, chacun fait mieux de porter le mal comme il est (2). »

Les cours souveraines avaient vu successivement s'accroître hors de toute mesure le nombre de leurs

1. P. 527.

2. P. 529.

membres. L'Ordonnance se conformant aux vœux des députés supprime un grand nombre d'offices du Parlement de Paris et des Parlements des provinces (art. 212 à 220). Le Roi avait reconnu que le nombre de ses offices était « effréné ». « Est bien dit, note Guy Coquille, que le nombre est effréné : L'un des maux qui y est, est que la multiplication d'offices apporte multiplication de vexations au sujet du Roy ; car chacun veut profiter, même celui qui a acheté veut s'acquitter ou se rembourser en détail (1). »

Suppression aussi dans le Grand Conseil. « Le Grand Conseil, écrit à la suite de cet article 221 Coquille, est ambulatorio à la suite du Roy. D'ancienneté les Roys y faisaient traiter les causes d'importance. En ordinaire il est employé à juger les débats d'entre deux Parlemens, afin de renvoyer la cause à celui qui par raison en doit connaître, régler de juges, juger les causes dépendantes des nominations que le Roy fait aux Prélatures ecclésiastiques et connaître des Bénéfices qui sont de la collation des Cardinaux qui ont l'Indult, et quelquefois connaît des causes par évocation que le Roy en fait par lettres patentes, ou par commissions particulières, comme en 1531 il fit le procez à Sébastien de Monfroe, Italien, qui y fut condamné par Arrest d'être tiré vif à quatre chevaux, et exécuté en la ville de Lyon, pour

1. P. 529.

avoir empoisonné François Monsieur Dauphin de France (1). »

Suppression aussi dans les Cours des Aydes, les Chambres des Comptes, la Cour des Monnaies, et la Chambre du Trésor. Le roi déclare nulles toutes lettres qui rétabliraient ces charges, et ce qui est plus grave, semble défendre à ses successeurs de contrevenir à son ordonnance. Le député de Nivernais ne paraît pas persuadé que cette déclaration produise un effet certain « et l'on tient que le prédécesseur ne peut dire loy à son successeur, ny luy lier les mains, même la règle est mal aisée à assumer, puisque depuis quatre-vingts ans on a fait état en France de la vénalité des offices. Cette douceur de profits rendra toujours la loi de peu de tenue.

Ut canis a corio unquam absterrebitur uncto (2). »

Les présidiaux, établis par Henri II « pour connaître en dernier ressort et sans appel de causes dont la valeur n'excède deux cent cinquante livres pour une fois, et dix livres de rentes (3) » furent réduits et plusieurs offices de présidents supprimés. Supprimés aussi les lieutenants criminels de bailliage, sauf dans les villes de Parlement « parce que plus peuplées et plus grandes (4) », réduits les offices de

1. P. 531.

2. P. 533.

3. P. 533.

4. P. 533, *in fine*.

juges consulaires, les offices de trésoriers et généraux, les offices de receveurs et contrôleurs généraux « ces offices de vray sont superflus, dit Coquille, car l'adjonction d'un contrôleur ne fait pas la recette plus sainte, mais augmente les interversions et déguisements des deniers publics, et surcharge des Finances » (1).

Les receveurs et contrôleurs des aydes et tailles, les élus, les grands maîtres des eaux et forêts, les offices de la gendarmerie, de la maison du Roi, etc., sont aussi réduits. « La châtellerie et friandise du maniement au commandement des Finances du Roy a fait infinité de larrons, ce qui a été cause de multiplier les offices des Finances, et tant moins il y a d'officiers, moins il y a de larrons. La suppression si longtemps différée fait qu'un autre mal nouveau arrive avant que le vieil soit guéry » (Guy Coquille, commentaire de l'art. 248) (2).

Retenons ces paroles : la châtellerie et la friandise, la ruée des courtisans vers les places et les faveurs, voilà de quoi souffrait la France à l'époque très troublée où se réunissaient les États de 1576.

Plus que tout autre, Guy Coquille devait être indigné des méfaits de gens de guerre. Il avait assisté à toutes leurs exactions et avait souffert de leurs dé-

1. P. 535.

2. P. 537.

sordres. Ami de l'ordre, il ne pouvait sympathiser avec ceux qui entretenaient le désordre. Sans cesse il déclare que le meilleur moyen de mettre fin à leurs méfaits est de les bien payer.

Mais qu'il est difficile de faire disparaître les abus ? Le Roi (art. 321 et 322) semble vouloir mettre un terme au désordre de sa cour, et Guy Coquille écrit : « Articles beaux et salutaires mais plus spécieux que bien observez et est malaisé d'y donner bon ordre par la grande multitude de personnes et confusion qui y est (1). »

Coquille était passionnément attaché à son pays. Ses malheurs le désolèrent, et tout ce que le peuple endurait lui était particulièrement sensible. Mais il ne croit guère aux promesses. Il les a vues si souvent violées ! « C'est un mal ordinaire en France ; depuis qu'un subside est mis sus une fois, jamais il ne s'abolit n'y retranche (art. 341) (2). »

« Deût le Roy ménager la bourse de son peuple, car c'est sa bourse et estimer que quiconque est ennemi et oppresseur du peuple est ennemy du Roy, puisque le Roy est chef et le reste sont ses membres (art. 346) (3). »

Et pour décharger le pauvre peuple le Roi devra s'entourer de conseillers loyaux et fidèles. « Le Roy

1. P. 555.

2. P. 562.

3. P. 563.

est chef de tout ce corps politique qui comprend tous les États et peuple de France. » « Quand le Roy est trompé, le peuple est trompé ; d'autant qu'il est contraint de recharger d'ailleurs sur son peuple quand les deniers revenant au Roy sont détournés et mal ménagés et le peuple porte la tare et déchet.

« Quidquid delirant reges, plectuntur Achivi (1). »

Je n'ai retenu qu'un certain nombre des annotations de Guy Coquille sur l'Ordonnance de 1579 (2).

1. P. 566.

5. Matières contenues dans l'Ordonnance de 1579.

L'Ordonnance traite d'abord des affaires ecclésiastiques.

La réforme de la discipline, la résidence des curés, l'unité des bénéfices substituée à la pluralité, la recherche et la répression de la simonie. L'abolition des commendes et des confidences, et, au-dessus de toutes ces mesures, la diffusion de l'instruction religieuse, la création des collèges et des séminaires, telles sont les institutions et les réformes que les trois ordres obtiennent successivement. Les maximes du Concordat de 1516 continuèrent à triompher, mais les prescriptions d'une enquête et d'un examen public devaient assurer d'excellents choix. La question des revenus ecclésiastiques aboutit à une transaction, l'État obéré chargeait de l'acquittement de ses rentes le clergé qui achetait à ce prix le paiement régulier de ses dîmes, le rachat de ses domaines et la perception d'une contribution spéciale destinée aux frais du culte.

La réforme de la justice s'était imposée. La vénalité supprimée, les élections rétablies, les études de droit développées, les offices réduits,

Pour bien faire il faudrait toutes les citer, car elles sont toutes intéressantes. Mais en en transcrivant quelques-unes seulement, il m'a paru que cette lecture montrerait cependant avec quel soin notre grand jurisconsulte s'arrêtait aux questions à l'ordre du jour d'alors, et s'efforçait de les résoudre.

IV

RÔLE DE GUY COQUILLE AUX ÉTATS GÉNÉRAUX

Guy Coquille avait vécu au milieu d'un drame sanglant. Les maux dont souffrait son pays l'avaient attristé profondément et son âme était passée par les plus vives angoisses.

Ces maux, il devait essayer d'y porter remède, puisque la confiance de ses concitoyens l'avait en-

les juridictions seigneuriales restreintes et la compétence des juges royaux étendue, telle fut l'œuvre de l'Ordonnance.

L'instruction publique est développée, les universités réformées, l'enseignement populaire encouragé.

L'Ordonnance simplifie aussi la procédure civile, prescrit le dépôt de l'état civil au greffe royal, permet de codifier les ordonnances et les coutumes.

Elle supprime certains offices de finance, mais n'édicte aucune mesure propre à équilibrer le budget. Enfin elle s'occupe du commerce, réprime les désordres des gens de guerre, et fait pénétrer la discipline dans l'armée.

voyé aux grand États Généraux de 1560, de 1576 et de 1588.

Malheureusement cette partie de sa vie, sa carrière politique nous est très peu connue. Son biographe nous apprend bien qu'il fit un journal des États d'Orléans et composa des mémoires sur les États de Blois, mais on a vu que la censure en avait empêché la publication en 1703. Depuis lors, ils ont disparu.

Cependant par la lecture de ses vers et par les idées qu'il a émises dans ses ouvrages sur les questions politiques de son temps, on peut se rendre compte à peu près du rôle que Guy Coquille dut jouer.

Dès les États d'Orléans de 1560, il appartenait certainement à ce parti de la conciliation qui s'affligeait des violences commises et désirait l'apaisement. Il fut de ceux qui ne marchandèrent pas leur appui à la politique du chancelier de L'hospital dont Brantôme nous a tracé le portrait (1). Et il applaudit l'éloquent discours que le chancelier prononça à l'ouverture des États, ses paroles de paix et de tolérance « Otons ces mots diaboliques, noms de par-

1. « C'était, dit-il, le plus grand chancelier, le plus savant, le plus digne et le plus universel qui ne fut en France ! C'était un autre censeur Caton celui-là et qui savait très bien censurer et corriger le monde corrompu, il en avait en tout l'apparence avec sa grande barbe blanche, son visage pâle, sa façon grave qu'on eust dit à le voir un vrai portrait de saint Hierosme. » (Vie du connétable de Montmorency), *Mémoires de Brantôme*, t. II, Leyde, 1722, p. 79, in-12.

tis, de factions et de séditions, Luthériens, Papistes, Huguenots : ne changeons le nom de Chrétiens. » N'étaient-ce pas aussi ses idées que formulait alors le chancelier : « Nous avons fait comme les capitaines qui vont assaillir le fort de leurs ennemis avec toutes leurs forces en laissant dénués leurs logis. Il nous faut maintenant assaillir l'ennemi par les armes de la charité avec prières, persuasion et paroles de Dieu. »

Entre les États d'Orléans et les premiers États de Blois, Guy Coquille devait assister aux événements les plus graves et les plus attristants. Il a laissé dans ses vers un tableau de la Saint-Barthélemy. « Voilà que vers ce temps des troubles soudain s'élevèrent. Le peuple court aux armes avec rage, se couvrant d'un saint zèle pour la foi de ses pères et sans distinction d'âge ni de sexe, il égorgea pêle-mêle tous ceux sur qui planait le moindre soupçon d'adhésion aux doctrines nouvelles ou qu'une voix ennemie désignait à la fureur populaire. Des cadavres mutilés gisaient çà et là à travers des torrents de sang et de boue, ruisselant de toutes parts, jusqu'à ce qu'une corde les traînât pour les livrer en pâture aux poissons (1). »

1. Ecce sub hoc tempus subito erumpente tumultu
 Vulgus in arma ruit præceps, pictatis avitæ
 Pretexens zelum : et nullo discrimine, nulla
 Aetatis sexusve habita ratione trucidat,

Peu de temps après la Ligue se formait. Devant la faiblesse du pouvoir royal à les défendre, les Catholiques estimèrent que c'étaient à eux à prendre leur cause en main. Sur tous les points du territoire où la vieille foi encore ardente se sentait menacée, ils s'associèrent librement pour conserver leur ville, leur province « en l'observance de l'Église ». Henri III avait de suite compris ce qu'une telle association avait de dangereux pour l'autorité royale (1)

Quos vel tantillum de religione novella
Suspitio urgebat, vel lingua inimica furenti
Monstrabat populo, Mactata cadavera passim
Sanguinis et tabi fluitantibus undique rivis
Reste trahebantur, fierent ut piscibus esca.
Parisiis fuit hæc agitata tragœdia primum.
Præcipuas furor est grassatus deinde per urbes
Francorum. Sed sola fere urbs Nivernica, clemens
Abstinit misera et crudeli cæde suorum:
Nec favor hæreticis hoc præstitit : hæresis ipsa
Res odiosa odio semper fuit. Attamen apta
Mansuetudo, piisque ducis prudentia, mentes
Sanavit mundamque a labe hanc reddidit urbem.

(*Guidonis Conchylii Romanæi Nivernensis poemata. Annales Laborum, Niverni, 1590*), in-12, p. 116.

1. C'était l'avis de de Thou qui écrivait : « Le Roy, en se déclarant chef de la Ligue, s'est dépouillé de sa majesté royale, il a renoncé au droit de n'avoir point d'égal et il s'est démis lui-même de l'autorité suprême. Quel peut être le but de ces levées de soldats qui se font dans les provinces au nom de l'Union, sinon de montrer aux Français qu'il peut y avoir une autorité distincte de celle du Roy, et assez puissante pour former impunément dans le sein du Royaume un nouvel État ? » (de Thou, liv. LXIII).

et tenté de s'y opposer. Mais quand il vit le développement formidable de la Sainte-Union, il pensa la diriger en se mettant à sa tête.

C'est dans ces circonstances et en présence d'un avenir très sombre, que les États furent convoqués à Blois en 1576. Ils furent tout entiers catholiques et tous les députés étaient unanimes dans la profession de l'ancienne foi. Mais tous n'étaient pas ligueurs. Les députés du Nivernais évitèrent d'entrer dans cette coalition, non seulement Guy Coquille qui représentait le tiers, mais Pierre de Blanchefort, député de la noblesse. *Les Mémoires du duc de Nevers* citent un extrait du journal de ce seigneur nivernais qui joua un rôle important durant les guerres de religion. Il refusa d'entrer dans une association qu'il trouvait préjudiciable au Roi et il soutint la nécessité d'observer l'Édit de Pacification. « Je dis
« qu'il me semblerait que le Roy ne devait pas être
« conseillé à la guerre, pour la plaie trop récente du
« royaume qu'elle a apportée. Que celui qui se plaît
« ès guerres civiles n'est de Dieu et faut prier pour
« lui... Les rois François, Henri et François II et
« le roi Henri à présent régnant ont essayé tous les
« moyens pour exterminer ceux qui étaient de la re-
« ligion contraire à la nôtre, tant par édits et juge-
« ments particuliers que par guerre... et pour toutes
« les rigueurs et avantages, il ne s'est trouvé que
« leur parti ait été ruiné ni mèmement guère affai-

« bli. Doncques par cette longue expérience et essai
« si périlleux dont n'est revenu aucun profit, ains
« misère indicible, Notre-Seigneur fait assez connaî-
« tre qu'il n'a pas agréable cette façon d'extermina-
« tion. Ce peut-être lui serait plus agréable comme
« l'Évangile a été premièrement planté et établi par
« le glaive de l'esprit, douceur de bonnes paroles
« et sainteté de vie, aussi il fut rétabli bientôt en son
« ancienne splendeur par les bonnes prédications
« des évêques et par sainteté de leurs vies... et pour
« réformer l'Église de France, je parle pour les
« mœurs des ministres, la police, fût fait un Concile
« national... (1) »

Les trois ordres ne s'entendaient guère. Coquille décrit la tactique employée par le clergé « Quand les deux autres ordres, dit-il, proposaient quelques articles qui leur touchaient de près au fait de la réformation, ils s'exclamaient et disaient qu'il n'appartenait aux laïcs d'entrer si avant en la connaissance

1. *Mémoires du duc de Nevers*, in-folio, Paris, Jolly, 1665, p. 437.

Le seigneur de Blanchefort leva un corps de troupes considérables pour le service du Roi, contint le Nivernais, y commanda pendant les seconds troubles de 1585 et se jeta dans Nevers toutes les fois que les ennemis de l'État menacèrent cette ville. Il avait fait de telles dépenses pour le service d'Henri III qu'il ne put rétablir le pont d'Asnières sur l'Yonne, qu'il avait détruit pour empêcher la jonction des troupes de la Ligue, les unes à La Charité sur Loire et Varzy, les autres à Vézelay et Avallon. Il mourut en 1591. (*Mémoires sur le Nivernais*, par M. Née de la Rochelle, t. III, p. 50, et suivantes.)

des affaires ecclésiastiques. Ce qui m'a quelquefois donné occasion de croire qu'ils appellent le bien de l'Église la conservation de leur revenu et de leurs autorités, avec la liberté de vivre ainsi qu'ils entendent sans qu'aucuns qu'eux-mêmes les contrôlent (1). »

Guy Coquille et les partisans de la tolérance n'étaient pas la majorité. Mais finalement ils devaient avoir gain de cause. La guerre avait été décidée sans doute par la plus grande partie des députés, mais pour la soutenir il fallait des subsides et tout le monde fut d'accord pour ne pas lever de nouveaux impôts.

Ainsi finirent le premier États de Blois, « En les convoquant, dit le député de Nevers, en se confiant dans leur amour pour la religion, chacun espérait que les vœux d'une honnête liberté seraient enfin accomplis (2). » Mais beaucoup de députés « n'y étaient que pour leurs intérêts particuliers et des bonnes villes qui les avaient députés (3). » Et Coquille craint « qu'au lieu de faire les affaires publiques, chacun ait seulement voulu faire les siennes (4). » Les États

1. *Dialogue des causes et misères de la France*, éd. de 1703, t. I, p. 237.

2. Relligionis amor, spes libertatis honestæ,

Ex omni Francos huc regione vocat

(*Annales Laborum. Guidonis Conchylii poemata*), p. 160.

3. *Dialogue des causes et misères de la France*, p. 236.

4. Omnibus his populi commissæ est causa : veremur

Ne pro re populi rem sibi quisque gerat.

(De conventu totius Franciæ, Blæsis *Guidonis Conchylii poemata*, p. 143).

avaient constaté des difficultés immenses, mais ne les avait pas résolues. La France n'était plus gouvernée, le Roi n'avait pas su diriger l'assemblée. Il était mis dans l'obligation de ne plus tolérer les Protestants mais était impuissant à les combattre. « Quatre mois nous y restâmes oisifs, dit Guy Coquille, tourmentés du désir de remédier aux misères du royaume. Mais tandis que l'aveugle désir d'en arracher de l'or domine les officiers du fisc... non seulement on n'allège point le fardeau des impôts, mais, sous de spécieux prétextes à l'ombre de la loi, on invente mille moyens de l'augmenter encore, jusqu'à ce que le peuple languissant n'eût plus que la force de pleurer et de pousser au fond de son cœur de tristes soupirs. »

Les États de 1576, ne mirent donc pas un terme aux maux dont souffrait la France. La nation était fatiguée et la paix fut proclamée.

1. Quatuor hic menses desedimus : anxia dum nos
 Cura tenet, populi læsis succurrere rebus.
 Sed dum fiscales rapiendi cœca libido
 Distinet atque usus licito pro jure probatur
 Illusum est nobis, plæbi data verba misellæ :
 Non solum non est gravitas relevata tributi,
 Sed sub pretextu specioso et legis in umbra
 Mille gravandi artes inventæ : languida donec
 Nil præter gemitum et tristi suspiria corde
 Fundere plebs valuit.

(*Guidonis Conchylii poemata*, p. 118 et 119.

Un événement inattendu vint tout remettre en question et ouvrir le débat suprême qui allait décider pour des siècles du sort de la patrie. La mort de François de Valois, duc d'Anjou, fit du chef des Protestants, Henri de Navarre, l'héritier présomptif de la couronne (1584).

Ce fut un sursaut dans tout le royaume. Il était inadmissible que le roi fût protestant, le fils aîné de l'Eglise ne pouvait être un hérétique.

C'est l'époque où la Ligue, ayant en son nom et pour son propre compte une armée, un chef, des ennemis, des alliés, devint en France une puissance belligérante. Dès le début des guerres de religion, les catholiques avaient été lents à se défendre et avaient une répugnance extrême à combattre autrement qu'au nom et au commandement du roi. Mais lorsque Henri de Navarre fit valoir ses droits à la couronne, il y eut le sentiment d'un péril national, le royaume ne voulant à aucun prix des huguenots et à plus forte raison d'un roi hérétique. Les traditions nationales s'y opposaient, l'ancienne coutume ne reconnaissait comme roi qu'un prince catholique et les ligueurs disaient bien haut, comme l'immense majorité des Français : « Nous ne voulons pas perdre le sacré dépôt de la foi de nos majeurs. » Ils se posaient cette question : Henri de Navarre devenu roi de France, ne suivrait-il pas l'exemple de l'Angleterre, ne persécuterait-il pas violemment les ca-

tholiques français ? Voilà pourquoi la Ligue a réussi. Parce qu'elle était une association de légitime défense, elle s'étendit avec une rapidité prodigieuse, elle fut vraiment la manifestation du sentiment national.

Guy Coquille fut choisi une troisième fois pour représenter le tiers état du Nivernais aux États de 1588 (1). Il fut même un des douze commissaires chargés de rédiger le cahier du tiers. Mais les États se terminèrent au milieu des troubles, dans le sang.

Voici ce qu'en dit le député du Nivernais : « Nous nous réunissons, mais on ne recherche point la racine du mal qu'il fallait couper et l'on ne termine rien. Les cœurs couvent la colère et les débats traînent en longueur. Après la mort de deux chefs et l'emprisonnement des autres, on crut à un instant de calme et chacun sans argent s'en retourna chez soi (2). »

1. Les archives de Nevers, 1587-1588, nous donnent ce détail « à demoiselle Françoise Mige, 14 écus soleil pour un poinçon de vin qu'elle a vendu et que l'on doit envoyer à noble homme et sage maître Guy Coquille, seigneur de Romenay, de présent à Blois, pour le pays de Nivernais et Donziais en l'assemblée des États. » (*Inventaire des archives communales de Nevers antérieures à 1790*, par l'abbé Boutillier. Nevers, Vincent, 1876, CC-231.)

2. Sed dum causa mali non queritur abscindenda
Confectum nihil est : animis celantibus iram
Res protacta diu est : Patrata cœde duorum
Inclusisque aliis res visa quiescere paulum.
Quisque suas vacui tandem discessimus aedes.

(*Guidonis Conchylii Poemata*, p. 124.)

Cependant le meurtre du chef de la Ligue ne devait pas sauver le roi. Le duc de Guise mort fut plus menaçant encore que vivant. Des soulèvements éclatent de toutes parts. « Tout le peuple est agité par la fureur et la France entière se divise en factions ennemies. D'un côté le roi qui avait associé ses armes à celles du roi de Navarre, de l'autre les frères des princes s'entouraient de puissants bataillons et tandis que le roi assiège les remparts de Paris, un moine à genoux le perce d'une mortelle blessure (1). »

Durant sa carrière politique de député aux États Généraux, Coquille avait profondément souffert de voir autour de lui le désordre et la guerre civile. Les promesses de Henri III l'avaient laissé indifférent. Il ne pouvait y croire. Devant ses yeux apparaissaient trop violents les abus et les favoris du roi donnaient les premiers le signal de la déprédation. Dans ses *Querimonia* il supplie le roi d'aimer son peuple comme un père, de ne pas accroître les recettes du fisc, d'éloigner de lui enfin les sangsues publiques, les mange-

1. Undique seditio, populum furor undique vexat :
Totaque, quam magna est, insano hoc Francia morbo
Corripitur, sese studia in contraria scindens.
Hinc Rex qui regi sociaverat arma Navarræ,
Cæsorū hinc fratres, validis sese undique stipant
Agminibus. Dum rex Parisinas obsidet arces
Submissus monachus lætali hunc vulnere fodit.

(Guid. Conch. Poem., p. 124.)

peuple (*plebivoros*) et ces teignes de cour (*tineasque palati*) qui ne savent que flatter et tromper leur maître, cueillir le butin sans combat ni blessure, charger le peuple d'impôts et attirer à soi toutes les grâces aux dépens de ceux qui les ont réellement méritées (1).

Et il exhalait son indignation et sa douleur dans ces vers :

« Ah ! nous pouvons gémir sur notre siècle !...
...siècle malheureux, misérable, où nous naquîmes
sous des astres ennemis et qui de la liberté nous a
précipités dans l'esclavage... et nous portons le joug
sans frémir, et au nom de la religion prodiguant
notre sang et nos biens, nous nous offrons en pâture à
des sangsues dont la peau crèvera avant qu'ils disent :
Assez... Ces monstres, les lèvres entr'ouvertes, la

1. Regem
Qui caput est nostrum, submissa mente colamus
Et tamen huic eidem nos verum dicere fas est :
Diligat ut populum tanquam pater ; hæc sibi credat
Commoda, quæ toti populo sunt commoda ; fiscum
Ne se pro libito cumulandi dicat habere
Jura ; sed antiquo contentus more tributi,
Non sit in immensum, at parca ratione benignus
Plebiveros atque harpyas tineasque palati
Perniciem ut certam et certos sibi judicet hostes :
Nil nisi adulari norunt, oculisque repletis
Imbelles, facilem prædam sine vulnere quærunt ,
Atque novis populum satagunt onerare tributis, •
Et bene pro meritis rapiunt sua præmia.

(Guid. Conch. Poemata, p. 149.)

gorge béante, exhalant à plein cœur leur respect, leur dévouement pour le roi, on les dirait ses plus fidèles amis, mais ils le haïssent ce roi ; car ils s'aiment trop eux-mêmes... s'il nous reste un peu de cœur et de raison... courage ! l'occasion nous appelle ;... au roi, dévouement inaltérable ; le roi est notre tête, à lui nos respects et notre amour (1)... »

1. Hæc est qua gemimus, misera et miserabilis ætas,
Quæ nos infausto generavit sidere, quæ nos
Ingenuis natos effecit mancipia...
Sed nos sponte jugum cervici aptamus inermes...
Verum ut prætextu specioso et pelle decora
In regem atque Deum, pietatis nomine, cunctas
Cunctorum effundamus opes : prædamque paremus
Sanguifugis, quorum potius cutis ipsa crepabit
Quam satis esse sibi dicant : hi regis honorem
Obsequiumque, labris distentis, gutture hianti
Et pleno proflant e pectore : Regis amicos
Dicas : oderunt regem nimium sibi amici..
Quod si aliquid superest mentisque et cordis : et usquam
Vel libertatis priscae scintilla remansit...
Eia agedum, nobis quia sese occasio præsens
Offert, attentis et gnavi quod jam instat agamus.
In regem pietas sit nobis integra..

(Guid. Conchyl. Poem., p. 148.)

CHAPITRE III

Guy Coquille et le Gallicanisme

I

SITUATION DE L'ÉGLISE EN FRANCE AU XVI^e SIÈCLE

*Que les maux de la France pendant la Ligue venaient
faute de réformation principalement de l'état ec-
clésiastique.*

Au concile de Bâle, le cardinal Julien Césarini avait fait entendre ces menaces prophétiques : « L'hérésie « de Bohême éteinte, il s'en élèvera une autre bien « plus dangereuse encore... Malheur aux ecclésiasti- « ques partout où on les trouvera !... On les déclara incorrigibles et résolus à vivre coûte que coûte « dans leurs honteuses déformités... Les hommes re- « jetteront sur la cour de Rome et la honte et la « faute, parce qu'ils verront en elle la cause de tous « les maux de la chrétienté... Les princes de la Ger- « manie s'élèveront contre nous... Je le vois, la co- « gnée est à la racine, l'arbre penche et au lieu de le

« soutenir pendant qu'on le pourrait encore, nous le
« précipitons à terre (1). »

Ce triste tableau n'avait pas été exagéré. Le protestantisme était apparu avec ses désordres et ses violences. On prétend souvent qu'il fut l'explosion irrésistible et spontanée de la conscience morale des peuples révoltés contre la corruption de l'Eglise romaine. En réalité, il fut la conséquence d'un mouvement politique et national, encore plus que d'un mouvement religieux et si la Réforme a pu définitivement s'établir dans certains États c'est parce que les chefs de ces États avaient mis la force à son service.

Il en fut ainsi en Allemagne, en Angleterre et en Suède, mais non en France. Sans doute la France n'avait pas à l'égard du Saint-Siège les sentiments de la plus parfaite obéissance, mais elle sentait qu'une autorité suprême était nécessaire à la tête d'une société qu'elle voulait régénérer. Le Concordat avait donné au Roi à peu près tout ce qu'il exigeait ; les évêques entendaient demeurer fidèles et la population catholique dans son immense majorité, ne pouvait pas accueillir facilement les disciples de Luther et de Calvin. D'ailleurs l'Eglise tenait une trop grande place

1. *Monumente gener. concil. sæculi XV*, t. II, p. 97, cité par Baudrillart, *L'Eglise catholique, la Renaissance et le Protestantisme*, in-16, Bloud, 1908.

dans l'Etat. En l'attaquant, logiquement on bouleversait l'Etat. Pour réussir, les Protestants devaient comme en Allemagne, comme en Angleterre, comme en Suède, s'emparer du pouvoir ou le briser. Dans les deux cas, c'était changer la constitution de la France. C'est à quoi s'opposèrent la grande majorité de nos ancêtres. La France est restée catholique parce qu'elle l'a voulu. Et ce fut la volonté nationale qui assura le maintien de la vraie religion.

Mais pendant que le Protestantisme échouait en France, une autre doctrine, moins hardie, peu à peu se faisait accepter et consacrer officiellement par les souverains et les grands Corps de l'Etat. Le Gallicanisme a eu ses théoriciens et ses adeptes nombreux. Dès le *xv^e* siècle, en effet, entre Rome et le clergé s'élève une puissance nouvelle, le *roi*. Les princes ont besoin de trois choses : disposer des bénéfices, soumettre les ecclésiastiques à l'impôt, et être les intermédiaires obligés entre le Saint-Siège et le clergé national. Cette tendance ne peut être attribuée uniquement à la France, elle apparaît en Allemagne, en Angleterre, en Écosse, en Hongrie, dans les États Italiens, en Portugal. Les princes un peu partout veulent mettre l'Église sous la domination de la couronne.

Pourtant c'est en France, que l'esprit d'opposition et la force du sentiment national vont trouver leur expression la plus complète. La doctrine gallicane

part d'ailleurs, comme la doctrine catholique orthodoxe, du grand principe de la distinction des deux pouvoirs : spirituel et temporel ; mais elle ne l'applique pas de la même façon. Au ^{xiv}^e siècle déjà, les légistes soutiennent que « le Roy de France ne tient de nul fors de Dieu et de luy ; qu'au temporel, le Roy ne reconnaît pas de supérieur ». En soi, c'était exact ; mais les légistes vont plus loin. Inconséquents avec leur principe, après avoir combattu la théorie du pouvoir direct de l'Église sur l'État au nom de cette indépendance respective des deux pouvoirs qu'ils viennent de proclamer, ils cherchent à faire triompher la doctrine inverse, celle de la suprématie du pouvoir séculier sur l'Église. Le Roi devenu souverain absolu veut dominer le clergé comme le peuple, régler la vie intérieure de l'Église comme celle de ses sujets.

La Pragmatique de Bourges, en réduisant au minimum les droits du pape, est le premier exposé *officiel* d'une partie de la doctrine gallicane. Et au ^{xvi}^e siècle, le Gallicanisme, de tendance où il était resté longtemps, passe à l'État de doctrine constituée. Il a ses règles indiquées dans une foule d'ouvrages. Et les libertés de l'Église gallicane donnent naissance à de nombreux traités.

Guy Coquille devait exercer à cet égard une influence prépondérante. Avec sa vigueur ordinaire et son désir de remédier aux maux de son temps, il

écrivit toute une série de mémoires et de discours sur ce sujet. Cela lui était d'autant plus facile, que pendant son séjour en Italie, il avait fait une étude approfondie du droit canonique et parmi les manuscrits on a trouvé : *Notitia Episcopatum Italiae* et *Collectiones juris canonici*. Puis à son retour, il avait encore étudié le droit canon suivant la doctrine de la Sorbonne et du Parlement; de sorte qu'il se trouvait un des jurisconsultes les plus exercés sur ces matières.

Il compose ainsi une dizaine de traités. Les uns traitant *ex professo* de principes généraux, d'autres composés à l'occasion des conflits existant entre le roi de Navarre, héritier de la couronne, et le pape.

De toutes parts on réclamait la réforme de la discipline ecclésiastique. Et, en effet, c'était un fait que l'Église catholique avait besoin d'être régénérée. Ni les contemporains les plus catholiques de Luther et de Calvin, à commencer par le pape Adrien VI, ni les apologistes les plus déterminés du xvii^e siècle, à leur tête le plus grand de tous, Bossuet, ni les historiens les plus dévoués à l'Église au xix^e siècle, ne font difficulté de le reconnaître.

Depuis deux siècles l'Église traversait une crise redoutable. D'incessants conflits avaient mis aux prises le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir civil. Puis le schisme étant venu avec les rivalités scandaleuses des pontifes, et des Églises nationales ten-

daient à se constituer au détriment de l'unité fondamentale de l'Église.

L'anarchie corrompt d'abord les institutions. L'évêque a sa juridiction limitée par le patronage laïque et les communautés exemptes qui ne relèvent que du Saint-Siège. La Pragmatique est naturellement impuissante à apporter des remèdes, elle a rétabli la liberté électorale, mais celle-ci a amené bien vite le désordre le plus complet. L'élection n'est plus libre, la force s'immisce dans les scrutins, les pouvoirs publics interviennent en faveur de tel candidat et bien souvent la corruption et la violence imposent leur choix (1).

1. L'histoire des évêques de Nevers nous en offre des exemples saisissants. En 1430, Pierre de Pougues est élu évêque de Nevers, mais il ne fut pas consacré et le pape Martin V nomme Jean Germain à sa place. En 1436, Jean d'Étampes, trésorier de l'église de Nevers, fut élu et consacré par l'archevêque de Sens. Mais Tronson, confesseur du comte de Nevers avait été nommé au même siège par le pape Eugène IV, en vertu de réserves que la Pragmatique Sanction n'acceptait pas. Par suite de ce conflit le diocèse était en combustion. Tronson excommunait ceux qui lui étaient opposés, Jean d'Étampes en faisait autant. L'animosité était telle, que certaines églises, comme celle de Lurcy-le-Bourg et de Challement furent incendiées par les partisans de Tronson. Enfin Charles VII impose Jean d'Étampes comme seul légitimement élu et celui-ci fit son entrée le 29 mai 1446. En 1504, Antoine de Feurs, doyen de Lyon, et Imbert de la Platière, doyen de l'église de Nevers sont élus l'un et l'autre par le chapitre et se disputent le siège jusqu'en 1507.

(Crosnier. *Monographie de la cathédrale de Nevers*. Nevers-Morel, 1854, p. 310 et 313).

Les institutions corrompues, il est rare que les mœurs ne le deviennent pas. Ainsi en est-il pour les évêques. Le Roi a comblé les ecclésiastiques de largesses et la plupart des chefs religieux ont pris les goûts et les mœurs de leur milieu et de leur temps. Par fonction, ils sont plus courtisans que prêtres, ils sont plus hommes d'État que d'Église, et beaucoup ne résident plus dans leurs diocèses. De là à négliger les devoirs de leur état, il n'y a qu'un pas. Il leur faut les dehors de la puissance, la vie luxueuse, l'apparat que réclament la naissance, la fortune et le rang. Ils vivent en grands seigneurs et cela devient pour eux un péril. Ils disposent des bénéfices (1), ils les exploitent, les troquent suivant leurs convenances; bien plus ils accumulent (2) et accaparent tout ce qu'ils peuvent. Enfin ils cherchent à maintenir les dignités dans leurs familles (3).

Reconnaissons cependant qu'ils rendent de grands services à l'État. Ils connaissent les affaires et savent manier les hommes; ils deviennent souvent des hom-

1. Imbert de la Platière se démet de son doyenné, avant sa promotion à l'épiscopat, en faveur de François de Clèves, jeune prince âgé de 9 ans seulement.

2. Philippe de Clèves, évêque de Nevers en 1500, réunit au mépris des lois ecclésiastiques, les évêchés de Nevers, d'Amiens et d'Autun.

3. Jean d'Étampes, évêque de Nevers, résigne son siège en faveur de son neveu Pierre de Fontenay.

(Crosnier, *op. cit.*)

mes d'État dévoués et éminents. Mais quand même ils ont abandonné le sens spirituel de leur mission et ils n'ont plus la direction des âmes.

Cependant, c'est dans le clergé urbain ou rural et dans les rangs des moines que les désordres abondent le plus.

Le premier mal, c'est qu'une partie de ce clergé ne réside pas.

Comme les évêques, les dignitaires ecclésiastiques n'aspirent qu'à vivre tranquillement et sans soucis. Ils laissent leur église à un chapelain et eux restent dans leur ville ou leur chapitre. De tels usages ne privent pas seulement les populations de curés habiles, intelligents, capables de les conduire, ils ont sur la formation du clergé rural la plus détestable influence. Les membres inférieurs sont trop livrés à eux-mêmes. Deux choses leur manquent d'abord : l'absence d'une formation sacerdotale, parce qu'il n'y a pas de séminaires et que les Universités ne sont ouvertes qu'à l'élite, et les moyens assurés de vivre honorablement. La détresse matérielle est grande. Les guerres ont diminué les revenus de moitié dans un grand nombre de cures et dans les autres, le titulaire, abbaye, chapitre ou bénéficiaire en tire la meilleure partie. Ainsi le curé s'avilit, devient brutal et grossier. Il oublie ses devoirs et trop souvent se mêlera aux rixes et aux bagarres. La dissolution des réguliers n'est pas moindre. La commende a introduit les séculiers dans le gouver-

nement des monastères, l'évêque s'est fait investir du titre abbatial (1). Aux guerres qui ont à moitié détruit les couvents, est venu succéder le nouveau fléau. Il y a tant de commendataires qui ne songent qu'à s'enrichir ! Ils enlèvent tout ce qui a quelque valeur et laissent tomber les bâtiments en ruine et les moines mourir de faim. A de telles conditions la vie religieuse s'anémie et dans les monastères grondent les révoltes. Ajoutez à cela que la vie en commun a disparu, sur le fonds collectif on a vu naître des parts individuelles, celles de l'abbé et des officiers de monastère. Peu à peu aussi les monastères ont été envahis par les cadets de famille. Offices et dignités passent entre leurs mains et même entre celles de séculiers. L'anarchie s'introduit peu à peu. Les moines ne restent plus dans leurs couvents, chacun veut vivre à sa guise. Mal nourris, mendiants et vagabonds, ils courent les champs et les tavernes.

Dans les monastères de femmes, c'est peut-être encore pire. Les conflits électoraux, les rivalités intérieures, l'absence de vocations éprouvées et libres, tout concourt à transformer ces asiles de prières en centres de dissipation et de désordre (2).

Ainsi un chapitre de Cluny en 1504 pouvait dire

1. Jacques d'Albret, évêque de Nevers en 1510, était abbé commendataire de Saint-Bazile, de Reims et de Noirlac.

2. Imbart la Tour. *Les Origines de la Réforme*, Paris, Hachette, 1909, t. II, p. 302.

que la ruine de l'état religieux allait s'aggravant de jour en jour (1). Et le pape Léon X écrivait en 1516, sans crainte d'être contredit : « L'absence de règles
« dans la plupart des monastères de ce royaume, la
« vie impudique des moines, sont arrivées à un tel
« point que nuls : rois, princes, fidèles, ne gardent
« plus le respect (2). »

Le Concordat de 1516 ne devait pas mettre un terme à ces désordres. A peine conclu, le Roi devient le maître de tous les évêchés et monastères. Il choisit parmi ses familiers, les serviteurs dévoués à sa politique. Il distribue les abbayes comme les évêchés à des hommes sûrs ou à des courtisans.

Sans souci des règles ecclésiastiques, les bénéfices sont peuplés de laïques, gens de guerre (3), favoris et favorites (4). Des ménages s'installèrent dans les évêchés, jusque dans les abbayes. Ce sera pour le

1. Imbart la Tour, p. 305.

2. Imbart la Tour, p. 305.

3. Gens de guerre, comme Pierre de Bourdeille, comme Bussy d'Amboise, comme Mouluc.

4. L'évêché de Grenoble est vendu 30.000 livres à une fille de la cour. L'évêché de Cornouailles est remis en dot à une jeune fille, d'autres confiés à des enfants de quinze ans, à :

Je ne sais quels muguets

Parfumez, découpés, courtisans amoureux

Veneurs et fauconniers.

(Ronsard, *Discours sur les misères de notre temps.*) Cité par Baudrillart, *op. cit.*

souverain un instrument de règne, un appât, une récompense destinée à s'assurer des dévouements et à asservir les volontés.

Sa puissance est énorme. Cent dix évêchés, près de 4.000 monastères à pourvoir, il recrute tout le gouvernement ecclésiastique du royaume et le confie à des partisans. A l'exemple des fonctions civiles, les fonctions religieuses dépendent de son bon vouloir.

Et cependant l'épiscopat n'abandonnait pas la foi comme en Angleterre ou en Allemagne. Quelques rares évêques comme Spifame à Nevers (1), Mouluc à Valence et le cardinal de Châtillon se détachaient seuls de l'Église. Mais l'épiscopat, s'il ne faisait pas défection, ne s'occupait ni de prêcher, ni de faire prêcher. Et le cardinal de Lorraine, lui-même, faisait passer bien souvent ses complaisances de courtisan avant ses devoirs de prince de l'Église.

A l'assemblée de Fontainebleau en 1560, où fut

1. Évêque de Nevers en 1548. On dit qu'en donnant la communion le jour de Pâques, dans sa cathédrale, il prononça ces paroles : « Accipe figuram corporis Christi. » Le doyen, ne pouvant contenir son indignation en entendant ce blasphème, lui donna un soufflet en l'apostrophant en ces termes : « Mentiris impudentissime » puis, lui ôtant le ciboire, il continua à donner la communion en disant : « Non figuram sed corpus domini nostri J.-Christi. »

Spifame se retira à Genève auprès de Calvin en 1559 pour y professer la religion prétendue réformée. Il y eut la tête tranchée en 1566.

décidée la réunion des États Généraux à Orléans, l'archevêque de Vienne, Charles de Marillac, que l'histoire nous représente comme « un personnage doué de dons et grâces singulières, employé dès longtemps ès ambassades d'importance, près et loin avec grande louange », demande qu'on réunisse un concile national pour arriver à une réforme devenue nécessaire et propose pour mesures provisoires : 1^o la résidence des prélats dans leurs diocèses ; 2^o de tenir la main à ce que rien dans l'Église ne se fasse par argent (1).

Aux Etats de 1560 la noblesse et le tiers état s'élèvent contre l'avarice et l'ignorance des clercs. L'orateur du clergé lui-même avoue que le besoin de réforme se fait sentir et il fallait, disait aussi le cahier du clergé, en revenir à la Pragmatique Sanction de Bourges.

Et voici ce que le pape lui-même, saint Pie V, écrivait à Charles IX : « La corruption et la dépravation
« du clergé déplaisent à tous ; les vices des prêtres ont
« été la première causé des hérésies ; ils ont fourni
« matière aux discours des hérétiques pour attirer
« sur l'Église haine et mépris, et discréditer sa doctrine. Le vulgaire ignorant considère moins ce
« que les prêtres enseignent que la manière dont ils

1. Dupin. *La Coutume de Nivernais*, Paris, Plon, 1864, p. 14, note.

« vivent ; il est plus touché de leur exemple que de
« leurs paroles et leurs mauvaises mœurs ôtent à ce
« qu'ils disent toute autorité..... Voulez-vous donc,
« cher fils, éteindre les hérésies dans votre Royaume,
« retranchez les vices des ecclésiastiques. Exhorte les
« évêques à résider dans leurs diocèses, à veiller
« plus attentivement au salut des âmes, et que les
« évêques s'acquittent du devoir de leur charge, ré-
« forment et corrigent le clergé. Ils le pourront avec
« votre royal concours, sans crainte de tumulte et
« de sédition. L'ordre ecclésiastique étant corrigé,
« les laïques deviendront meilleurs, les fauteurs d'hé-
« résies ne trouveront plus prétexte à leurs nouveau-
« tés, et de plus en plus chaque jour, on verra reve-
« nir à la vraie foi ceux que les vices des ecclésiastiques,
« autant que les mensonges des hérétiques, en avaient
« écartés... Voilà par quelle conduite, avec l'aide de
« Dieu, votre Majesté éteindra facilement l'hérésie,
« pacifiera et affermira son Royaume... Nous l'en
« supplions par les entrailles de la divine miséri-
« corde (1). »

L'action réformatrice devait pourtant échouer. Mais la responsabilité revient en partie au Parlement. Les légistes des cours souveraines désiraient bien la fin des abus, mais craignaient davantage encore les progrès des pouvoirs qualifiés pour y mettre or-

1. Rome, 20 juin 1566, cité par le vicomte de Meaux, *op. cit.*, p. 97.

dre. Hostiles à l'ingérence de Rome, surveillant ses actes, ils rendaient à peu près impossible l'intervention du pape dans la réforme ecclésiastique. Ils se proclamaient arbitres et juges des conflits soulevés par les exempts et ils réclamaient toutes les causes de réforme qui touchaient aux monastères privilégiés. La réforme religieuse devient une opération de police, d'intérieure et spirituelle qu'elle aurait dû être, et c'est la cause première de son insuffisance et de son échec.

Cœquille, qui s'intéressait si vivement aux questions de la religion, devait s'efforcer d'apporter un remède à tous ces maux. C'est dans ce but qu'il écrivit : « *Que les maux de la France venaient pendant la Ligue faute de réformation principalement de l'État ecclésiastique* » et le *Mémoire pour la Réformation de l'état ecclésiastique*.

D'après lui, les maux dont souffre la France proviennent de plusieurs causes. C'est d'abord l'abolition de la Pragmatique et la conclusion du Concordat suivant lequel les chefs de l'Église « n'étant pas appelés selon les anciens Décrets ny bien légitimement pour la plupart ont gouverné le troupeau comme mercenaires » (1).

Ce sont en second lieu les divisions des grands sous Henri II « qui étant bon Prince et facile, était

I. *Œuvres*, édition de 1703, t. I, p. 264.

gouverné et manié par trois personnes dont Brusquet prit occasion de dire en riant qu'il était logé en cour à l'enseigne des trois rois » (1) et sous François II.

Mais la vraie raison de nos maux, c'est « le grand dérèglement qui a été et est en l'Église », qui a été cause que « la justice a été profanée, la noblesse affaiblie et le peuple du tiers état opprimé en telle sorte que bien à peine lui reste le soupir pour se plaindre ». « Enfin, cette grande, violente et furieuse maladie de la division par guerre civile est saillie, qui a tellement travaillé et affaibli ce pauvre corps, qu'il semble être prêt de rendre les abbois (2). »

De tous ces maux, les ecclésiastiques sont responsables. Ils mènent une vie domestique des plus scandaleuses, se contentant de prêcher par paroles, alors que c'est l'« exemple de bonne vie qui est la vraie prédication » (3). Au lieu de s'occuper « des brebis de leur troupeau » et de leur administrer en personne la parole de Dieu et les sacrements, ils ont pour la plupart « seulement regardé au revenu ; en mettant des vicaires et commis qui sont pasteurs mercenaires ; et les brebis destituées de vray pasteur se sont égarées » (4).

1. Le connétable de Montmorency, le duc de Guise et Diane de Poitiers.

2. P. 264.

3. P. 265.

4. P. 265.

Ce qui empirait encore la situation, c'est que le Roi, mal conseillé, nommait « aux évêchés et prélatures plusieurs personnes indignes » multipliait les offices et vendait les états de judicature « dont est avvenu la vénalité et le contemnement de Justice ». Enfin du haut en bas de l'échelle sociale, ce n'étaient que désordres.

« L'état ecclésiastique ès mains duquel est la science comme il est dit que les lèvres du prêtre sont gardiennes de la science, devrait accourir le premier à annoncer le mal, à rechercher les remèdes à le guérir, et pour mieux guérir les autres, se guérir les premiers, et procurer toutes choses propres pour divertir le mal et l'évacuer (1). »

Mais ils n'ont pas proposé d'autre remède que le remède violent de la guerre, « alors que leur profession leur enseigne toute mansuétude » et « qu'il est mal séant à celui qui est exempt du péril de la guerre de semondre, les autres à un fardeau qu'il ne voudrait aider du bout du doigt à supporter ».

Il est vrai que les ecclésiastiques ont déclaré qu'ils contribueraient de leurs biens. Mais « leurs biens sont les biens des pauvres et si, de longtemps ils les eussent employés à leur droit usage, ils n'eussent vécu en si grande aise de corps et leur esprit eût été plus prompt à exercer leurs charges spirituelles et

tant d'âmes ne se fussent dévoyées et perdues. »

Peut-être dira-t-on qu'un tel langage convient à un hérétique, Coquille ne veut pas qu'on l'en accuse et il s'explique. « Par ce propos je n'entends approuver l'hérétique ny l'hérésie ; je crois qu'il serait très expédient qu'ils fussent exterminés. » Mais « ne serait-ce pas plus expédient d'endurer ce cancer qu'en le voulant guérir l'irriter et chasser la vie hors du corps ? Ne serait-ce pas encore beaucoup plus expédient aux gens d'Église de se réformer à bon escient et se rendre lumineux pour retirer à la lumière ceux qui sont en ténèbres (1) ? » Et c'est bien en effet par l'exemple que l'on peut faire le plus de conversions.

II

Le Mémoire pour la Réformation de l'état ecclésiastique.

L'éditeur de 1703, en parlant du *Mémoire pour la Réformation de l'état ecclésiastique* (2), dit qu'il dut être dressé à la demande du duc de Nivernais, en vue d'un concile national qu'on disait très prochain.

Dans cet ouvrage, Coquille se montre profondément instruit de l'histoire de l'Église, de sa hiérarchie, de ses lois propres... Traitant de sa discipline dans

1. P. 268.

2. *Œuvres*, t. I, p. 1 à 70.

ses rapports avec le gouvernement temporel de l'Etat, il entre dans le détail des principaux abus, et sur chacun il indique les moyens qu'il croit les plus propres à les faire disparaître.

Il commence à déclarer que le pape est chef de l'Eglise : « Il faut un chef pour éviter le désordre et la confusion qui serait s'il y avait plusieurs chefs (1). » Ce chef est l'évêque de Rome, même depuis que Rome n'est plus capitale du monde.

Mais dès qu'il s'agit de déterminer la puissance de ce chef, la théorie gallicane apparaît. « Ce que nous disons le Pape de Rome être Primat et chef de l'Eglise, n'est pas entendu pour le figurer en la spiritualité comme chef monarque pour pouvoir tout lui seul, pour mettre la main et commander par tout absolument en première instance et quand il voudra ainsi que sont les Roys et Monarques en la temporalité : n'est pas aussi pour croire que la puissance, dignité et autorité de tous les autres évêques sont attribués par le Pape seul ainsi qu'on dit en ce royaume que le Roy seul établit les Officiers Généraux de la Couronne, fait les loix et ordonne de tous autres affaires lui seul, n'étant sujet d'appeler conseil s'il ne veut, et pouvant y appeler tel qu'il veut. Mais soit le Pape reconnu chef comme en un gouvernement aristocratique, composé des Patriarches, Primats, Archevêques

1. P. 2.

et Evêques de la Chrétienté, qui est l'ancienne Hiérarchie dépendante de l'établissement comme se voit és actes des Apôtres, où saint Pierre n'ordonne pas seul, ains lui et les autres Apôtres ensemblement (1) .» Le Roi est donc monarque absolu, le Pape n'est que le chef élu d'un gouvernement aristocratique.

Et voici une autre idée maîtresse que nous retrouverons dans tous les écrits du jurisconsulte nivernais : « Doncques semblerait bien à propos de rapporter la police de l'Eglise au tems des Apôtres et au tems que le ministère de l'Eglise a flory en sainteté de vie et pureté de doctrine, au tems des Martyrs et des saints Confesseurs, Evêques et Docteurs (2). »

Et c'est parce que les Papes ne se sont pas contentés d'être chefs d'un gouvernement aristocratique et depuis cinq cents ans ont exercé une puissance absolue, que tant de désordres et de dérèglements sont survenus, « et ja ont perdu en grande partie de la Germanie, en grande partie de Suisse et de Pologne et en toute l'Angleterre et l'Écosse : la France semble branler, l'Italie est infectée d'Athéisme et l'Espagne de Maranisme et de Judaïsme (3) ».

Le remède existe. C'est « un concile œcuménique et universel de toute l'Eglise chrétienne, ayant puissance et autorité émanée immédiatement de Dieu » ce qui

1. P. 4.

2. P. 5.

3. P. 6.

est conforme au concile de Constance à l'encontre de l'opinion « que les Canonistes et autres Théologiens ont tenue que le Pape est par-dessus le concile et non sujet à icelui (1) ».

Ce concile aura à résoudre bien des questions. En premier lieu, il sera nécessaire que des gens doctes de l'Église de France fassent des remontrances « très humbles » à Sa Sainteté pour que « ceux qui seraient reçus aux charges ecclésiastiques fussent choisis personnages doctes et de bonne vie, et lui faire protestation que le projet et désir de ce concile n'est pas à l'égard de la doctrine chrétienne évangélique et apostolique » mais « pour la réformation et rétablissement de la police de l'Église et du ministère ecclésiastique en son ancienne dignité et splendeur » (2). Ils demanderont aussi un nombre égal de cardinaux par nation et quant aux chefs des ordres monastiques, ils n'auront pas voix délibérative, car ils sont sujets aux évêques diocésains.

Si le concile œcuménique n'a pas lieu, un concile national se réunira en France. On n'y touchera pas au fait de la doctrine mais seulement à ce qui concerne la réformation et la police ecclésiastique. Ce concile assemblé sans l'autorité du Pape ne peut être schismatique car « d'ancienneté les conciles tant œcu-

1. P. 6.

2. P. 7.

méniques que nationaux étaient assembles par le commandement et sous l'autorité des Empereurs (1). » En France, ce concile a d'autant plus sa raison d'être que le Roi et les Parlements ont des droits qui n'existent pas chez les autres nations.

Quels sont les pouvoirs des Papes vis-à-vis de l'autorité civile ? Ils « prétendent commandemens sur les Empereurs et Souverains, se fondant sur la donation de Constantin » (2) et sur le sacre de Charlemagne, empereur d'Occident. Mais ces arguments ne signifient rien et « il semble que l'Évangile, les anciens décrets et conciles sont contraires ». Loin de là la pensée de dépouiller l'Église de ses biens, mais il en faut « régler l'administration, car même en ce siècle si corrompu la grande abondance fait plus de mal que de bien » (3) « d'ancienneté ni les Papes, ni les autres Prélats de l'Église ne dédaignaient d'obéir aux Empereurs et Rois, tant s'en faut qu'ils entreprissent d'être supérieurs par-dessus eux ».

Donc « au fait de la doctrine chrétienne et conscience les seuls ecclésiastiques en doivent ordonner, et en ce qui concerne les mœurs et la police extérieure et les biens temporels de l'Église, les Empereurs et Rois souverains en puissent ordonner, car l'état de l'Église est un des membres du corps poli-

1. P. 10.

2. P. 17.

3. P. 20.

tique duquel le souverain seigneur est le chef(1). »

A propos de l'origine souvent humble des Papes, Coquille trouve bon de dire qu'il « est bien périlleux que les affaires des Empires et Royaumes soient maniées et commandées par personnes venues de petit lieu de peur que, ou l'insuffisance du naturel, ou faute d'expérience, ou désir d'avancer leurs parents pauvres, ou l'ambition, qui bien souvent est intolérable en ceux qui de bas sont venus en haut,...ne les conduisent à des desseins et entreprises qui ne tomberaient ès cerveaux et cœurs des personnes nées en grandeur. » (2)

Coquille proteste contre les réservations, les préventions et les annates. Ces dernières sont d'après lui à la fois iniques, car le Pape n'a aucun droit sur le revenu des bénéfices, et scandaleuses puisque le Pape ayant aboli les élections par la réservation, nul ne peut plus être pourvu qu'en payant l'annate. Il faut interdire aussi les grâces expectatives, car « Dieu a défendu de convoiter et par mauvaise pensée désirer avoir le bien d'autrui » les mandats, les résignations *in favorem*, les commandes perpétuelles.

Les ordres religieux qui, par suite d'exemption, relèvent directement du siège apostolique, ne dépendant plus que d'un supérieur éloigné, « se sont plus facilement abandonnés à mal faire à cause de l'impu-

1. P. 20.

2. P. 21.

nité ». Il faut donc qu'ils reviennent « en la sujétion et commandement des Évêques diocésains ». (1)

« L'Église de France a toujours été comme la chandelle sur le chandelier éclairant aux autres Églises (2). » Il faut rétablir les élections.

La question des biens de l'Église avait soulevé déjà de véhémentes protestations. L'Église a à cette époque des domaines immenses qu'elle a acquis ou qui lui ont été donnés, car depuis la fin du xv^e siècle le Roi, le clergé, les laïques, nobles, praticiens, bourgeois, simples artisans ont, dans le partage de leurs biens, fait la part de l'Église. Ainsi sa fortune a toujours crû, les revenus des évêchés et des abbayes ont augmenté d'année en année et à la veille de la Réforme, en 1502, le procureur général au Parlement déclare que « de présent l'Église a les trois quarts du temporel ». C'est certainement exagéré. Mais si on s'en réfère aux chiffres du décime de 1516, en y voyant tout au plus un quinzième du revenu total, on peut estimer à 5 millions de livres environ le revenu ecclésiastique. Or, à la même époque le domaine rapporte net 220.000 livres, la recette générale du royaume, déduction faite des charges acquittées dans le bailliage, dépasse à peine 5 millions. Le budget de l'Église équivaut donc presque à celui de l'État (3).

1. P. 28.

2. P. 31.

3. Imbart la Tour, t. I, p. 361.

Cette immense richesse avait été funeste à l'Église. Tout le monde à peu près le reconnaissait et Guy Coquille énumère les maux qui en ont résulté : « Les grands biens de l'Église ont été cause du grand, intolérable et presque irréparable abus qui se voit aujourd'hui au ministère de l'Église... ont été cause qu'ès élections et collations ont été commises plusieurs simonies, pactions et menées indignes de l'intégrité qui y doit être... ont été cause quand les élections avaient lieu, que la brigue ou menée y était... en octroïant au Roy la nomination des Prélatures électives, sont venus d'autres maux car ceux qui ont fait services aux Roys pour les affaires temporelles, et quelquefois pour leurs voluptez dissolues, ont reçu ces récompenses spirituelles qui est un moïen aussi dèshonnête ou plus que la simonie. Ont été cause que ceux qui étaient pourvus avec peu de peine, et sans aucune charge, se sont abandonnez à leurs voluptez, plaisirs et passions désordonnées... et enfin tout ce saint ministère a été perverti, dérégulé et mis en confusion (1). »

« Se trouve écrit d'aucuns Docteurs que quand Constantin mit les grands biens et la grande domination temporelle en l'Église, fut ouïe une voix du Ciel disant que ce même jour avait été semé en l'Église le venin des aspics. » Les citations des saints Doc-

1. P. 37 fin et 38.

teurs se suivent. Saint Jérôme dit que « c'est blâme et ignominie à l'homme d'Église d'être soigneux d'amasser des biens ». Saint Ambroise, que « les Prêtres et Évêques étaient d'or, quand les crosses des Évêques étaient de bois, et depuis, quand les crosses furent faites d'or, les Évêques devinrent de bois(1). »

Toutefois Coquille n'est pas d'avis, comme un grand nombre de ses contemporains, de dépouiller l'Église : « car ce semblerait être sacrilège puisque les dits biens ont été donnés et voués à choses saintes » (2); mais il faut les administrer de façon que l'Évêque seul n'ait pas tout et que les clercs et les pauvres en toucheront une part. De même pour les abbayes et les prieurés.

Coquille indique un remède à la misère des curés. C'est de réunir plusieurs églises paroissiales voisines, jusqu'à ce qu'on obtienne ainsi un revenu suffisant. Cette situation misérable où se trouvaient les curés vient en partie de ce que les Papes « ont octroyé aux maisons monastiques amples privilèges aux dépens des curés, en leur attribuant des églises paroissiales avec les dîmes tant anciennes que novales — et aux vrais curez aiant toute la charge, n'est demeuré que le reste des moines et ce qui était de moindre valeur (3). »

1. P. 39.

2. P. 39.

3. P. 42.

Sur la question des impôts Coquille dit qu'il est juste que l'Église paye les décimes « car les Églises à cause de leur domaine temporel doivent tribut au souverain comme dit saint Ambroise » (1).

Pour un grand nombre de questions moins importantes, dispenses de mariage, union d'évêchés, etc..., il ne sera plus nécessaire de s'adresser à Rome. Dans chaque nation, il y aura un Primat général chargé de résoudre ces questions, et « qui puisse sçavoir, connaître et juger ce qui est de besoin à la nation ou en particulier à chacun... et selon que le concile national lui aura permis » (2).

Coquille demande en outre que « le droit de régale soit conservé au Roi ». Son origine date « de l'octroi fait à Charlemagne, Roi de France, par le Pape Adrien au synode de 153 Abbés et Évêques » (3).

Il demande aussi qu'il soit dressé un manuel en français contenant les Évangiles.

Les excommunications ne doivent être « jettées » qu'avec ménagement : « L'Évêque doit se faire aimer et non pas craindre » (4).

De même il faut abolir complètement l'usage des interdits car on ne doit trouver « bonne la division et l'exaspération de peur d'enfreindre la paix. Aussi

1. P. 44.

2. P. 50.

3. P. 59.

4. P. 62.

que selon la règle du droit divin et naturel, nul ne doit porter la peine du péché d'autrui (1) ».

Coquille demande que dans chaque ville épiscopale soit établi un collège pour l'institution des jeunes enfants en la doctrine chrétienne, ès bonnes mœurs et ès sciences humaines. C'est l'évêque, le chapitre et le corps de ville qui l'entretiendraient.

Il s'élève contre le luxe des ecclésiastiques. Il voudrait que le concile ordonne « que nulle personne ecclésiastique ne soit vêtue de soye si ce n'est en l'église... que les Évêques doivent avoir meubles et tables de petits frais (2). »

Le souverain temporel seul et non le Pape déclare la guerre. « Le glaive est attribué aux seigneurs temporels, les armes des Évêques sont les larmes, jeûnes et oraisons (3). » Malheureusement les Papes n'ont pas toujours compris leur rôle et ils ont déclaré la guerre dans le but d'accroître leur domination temporelle et celle de leurs parents. « Mais le succès a fait connaître que le bien de l'Église n'en augmente point, j'entens le bien de l'Église, la direction des consciences à bien croire et à bien faire, à exercer par chacun sa religion, non seulement par le service de Dieu en l'Église mais aussi par œuvres charitables

1. P. 63.

2. P. 65.

3. P. 66.

avec réformation des mœurs (1). » C'est là le vrai moyen d'exterminer l'hérésie. Coquille y reviendra souvent et dans les traités suivants cette même idée apparaît continuellement.

III

Les traités des libertés de l'Eglise de France.

La composition des *Mémoires pour la Réformation de l'État ecclésiastique* donna peut-être l'idée à notre grand jurisconsulte de faire un traité sur les libertés de l'Eglise de France dont « il esumait la confirmation comme le bouclier de tout l'État Français, tant Ecclésiastique que Séculier ». Cette question était alors à l'ordre du jour. Sous Henri II, Jean du Tillet avait écrit en 1551 ses *Mémoires et advis*, où il déclarait qu'aux Rois « appartenait la Police publique de laquelle la première part est la protection garde et conservation de l'ordre et discipline de l'état ecclésiastique. » Après lui, M^e Baptiste de Mesnil, conseiller et avocat du roi Charles IX, avait écrit l'Instruction envoyée au Pape, pour le Roy concernant les privilèges de l'Eglise gallicane. Le roi avait fait dresser ce mémoire « pour montrer que les Rois de France pour eux et leur Eglise ont toujours retenu et conservé par-dessus tous Monarques la franchise et liberté ancienne telle qu'elle est portée par la Loy

1. P. 67.

de Dieu et les Conciles généraux et universels de l'Eglise... et toujours a esté mémorable et recogneue la franchise et liberté de ce Royaume de France et de l'Eglise d'iceluy. » Et du Mesnil énumérait ces « libertés » : « en premier lieu ont les Roys de France obtenu ce point que les Papes se sont déportés d'entreprendre aucune chose sur la Temporalité du Royaume, tant en chef que membres soit en reconnaissance de souveraineté, soit en juridiction, en second lieu les Papes n'ont entrepris la disposition des bénéfices soit des premières, soit des inférieures dignités... en tiers lieu se sont les Rois constitués protecteurs généraux de l'Eglise... en quatrième lieu n'ont permis que pour les causes spirituelles et ecclésiastiques leurs subjects de quelque qualité qu'ils fussent allassent plaider à Rome, en dernier lieu n'ont été receus en France Légats apostoliques n'y ont eu lieu les rescrits et mandemens du Pape...sinon qu'il y ait attache des lettres du Roy. »

Mais ce qui amena surtout Coquille à écrire sur ces libertés, c'est que malgré les ouvrages qui les avaient exposées, beaucoup croyaient que c'étaient des chimères et dans son *Histoire du Nivernais* il rapporte qu'un Député qui était aux États de Blois de 1588 en parla de la sorte. C'est pourquoi il réunit avec le plus grand soin d'importantes remarques à ce sujet : « *accuratissimas de Gallicanæ Ecclesiæ juri bus, observationes colligerat* », dit de Thou.

Remarquons d'abord le titre que l'auteur donnait à cet ouvrage important : *Traité des Libertez de l'Église de France et des droits et autorité que la Couronne de France a ès affaires concernant la police de l'Église dudit Royaume, par bonne et sainte union avec icelle Église* (1). Ainsi Coquille, en soutenant les prétentions du Roy, ne manquait pas de conserver à l'Église Romaine et à celle de France ce qui leur appartient par les Lois de l'Église universelle.

Dans l'édition de 1703, il y a deux traités des libertés de l'Église gallicane. Le deuxième est de beaucoup le plus important, mais il ne fut connu que très tard, et pendant longtemps on crut qu'il avait été dérobé. C'est ce qui explique que, quand on imprima, en 1609, le *Recueil des Traités de divers auteurs sur les Libertés de l'Église gallicane*, il n'y parut point et même en 1612 on ne fit paraître que le *Discours de Maître Guy Coquille, des droits ecclésiastiques et Libertés de l'Église gallicane et les raisons et moyens d'abus contre les Bulles décernées par le Pape Grégoire XIII*. Ce n'est qu'en 1656 que par hasard on finit par découvrir le traité égaré.

Pour établir d'une façon suffisamment nette en quoi consistaient les libertés de l'Église gallicane, je n'analyserai pas chacun des deux traités séparément : car ce serait s'exposer à des redites. Il est préférable de les réunir, de les fondre, et d'en extraire

1 *OEuvres*, pages 75 à 172.

les principes qu'il importe maintenant de faire connaître.

D'abord y a-t-il une définition de ces libertés ? Coquille en donne une vue d'ensemble et comme un résumé. « Les libertés de l'Église de France ne sont pas privilèges, mais à parler proprement ce sont vraies libertés en ce que l'Église de France n'a pas reçu indifféremment toutes constitutions et rescrits venant de Rome, ains s'est retenue en l'obéissance et observation des anciens décrets faits auparavant que les Papes entreprissent de se dire ordinaires des ordinaires qui emporte de disposer et ordonner partout en première instance, et auparavant que l'on pratiquât les exemptions, réservations, dispenses, préventions, mandats, indults, expectatives, commandes perpétuelles, résignations *in favorem*, pensions, et autre moyens que les bons et saints Prélats et Docteurs de l'Église de France ont estimé encore apporter beaucoup occasion de dérèglement en l'Église (1). »

La raison de ces libertés, c'est que « le Royaume de France a toujours été défenseur de toute la Chrétienté ». Charles-Martel, Pépin, Charlemagne, les croisades en sont une preuve éclatante et Innocent III n'a-t-il pas dit « que les prospérités et grandeurs du Royaume de France, est la sublimation du Siège

1. P. 112,

apostolique et que ce Royaume béni de Dieu a toujours été obéissant au dit S. Siège (1). »

Avant d'étudier par le détail en quoi consistent ces fameuses libertés, il faut faire une distinction capitale. D'un côté, il faut considérer « la Police ecclésiastique, tant au fait des mœurs que des biens de l'Église » et la Doctrine Chrétienne. « Audit fait de la Police, aucunes constitutions sont utiles à une nation selon les mœurs et tempérament d'icelle, qui seraient scandaleuses ou inutiles à une autre (2). » La Doctrine Chrétienne, au contraire, est « seule, non muable et non sujette à changement ».

En ce qui concerne la doctrine chrétienne, l'Église de France reconnaît sans doute « que le Pape de Rome est vrai successeur de saint Pierre » mais sa puissance n'est pas absolue. C'est simplement « un chef aristocratique ». « Il est homme et peut faiblir (3). » Au-dessus de lui, il y a le concile général. Il représente « l'Église militante et tient sa puissance immédiatement de Jésus-Christ ». A ses décrets doivent obéir « tous, de quelque dignité qu'ils soient, même le Pape, en ce qui appartient à la Foi et réformation générale de l'Église de Dieu, tant aux chefs qu'aux membres (4). » Ce que le concile de Cons-

1. P. 109.

2. P. 112.

3. P. 113.

4. P. 114.

tance a ainsi décrété, le concile de Bâle l'a répété et la Pragmatique de Bourges l'a reconnu (1).

Quant à ce qui concerne la discipline et le temporel, ce que Coquille appelle « la Police » de l'Église, ce sont les évêques de France assemblés en concile qui par le commandement du Roi « délibèrent et font statuts sur ce sujet » (2). Et c'est là la première liberté de l'Église gallicane. Une autre liberté « est que ladite Église n'est tenue d'obéir aux Constitutions privilèges ou dispenses qui sont octroyés par les Papes pour déroger aux conciles œcuméniques et à l'ancien établissement de l'Église (3). » C'est la conséquence logique de la sujétion dans laquelle Guy Coquille place le Pape à l'égard du concile général.

Ainsi le Pape ne pourra plus accorder d'exemp-

1. Le concile du Vatican a tranché définitivement la question : « Nous enseignons et définissons *sacro approbante concilio* que c'est un dogme divinement révélé : que le Pontife romain lorsqu'il parle *ex cathedra*, c'est-à-dire lorsque, remplissant la charge de pasteur et docteur de tous les chrétiens, en vertu de sa suprême autorité apostolique, il définit qu'une doctrine sur la foi ou les mœurs doit être tenue par l'Église universelle, jouit pleinement par l'assistance divine qui lui a été promise dans la personne du bienheureux Pierre, de cette Infaillibilité dont le divin Rédempteur a voulu que son Église fût pourvue, en définissant sa doctrine touchant la foi ou les mœurs et par conséquent que de telles définitions du Pontife romain sont irréfornables par elles mêmes, et non en vertu du consentement de l'Église. » Constitution *Pastor æternus*, 18 juillet 1870.

1. P. 79.

2. P. 80.

tions. « Tous monastères, collèges, églises et personnes ecclésiastiques doivent être sujets à l'évêque diocésain pour le spirituel et la Police ecclésiastique (1). » « Les évêques, chacun en son diocèse, disposent et ordonnent de tout ce qui se présentera à faire, soit ès crimes et cas de conscience, pour excommunier, lier et absoudre, soit ès cas de juridiction contentieuse dont la connaissance appartient à l'Église soit en collation de bénéfices et ordination de prêtres (2). » Les conciles d'Orléans et de Chalcédoine l'ont ainsi décidé.

Le Pape ne pouvant légiférer sur la discipline et le temporel de l'Église gallicane, il s'ensuit que cette Église n'est pas obligée d'obéir aux mandats apostoliques, que les réservations des bénéfices et grâces expectatives ont été bannies en France, et que les annates doivent être condamnées. L'Église de France n'est soumise aux constitutions papales qu'autant qu'elle a trouvé bon de les recevoir. Au sujet des dîmes: « En France on ne paye guère que les dîmes de blé, ce qui est contraire aux constitutions » qui les appliquaient à tous les fruits de la terre. Mais en France on tient l'opinion de saint Thomas se basant sur ce que l'Église ne s'est pas contentée du même droit que les lévites ; « ains possède plusieurs seigneuries et biens

4. P. 122.

1. P. 81.

patrimoniaux » et d'après laquelle on doit observer la coutume (1). »

Naturellement, le Pape n'a aucun pouvoir sur les affaires temporelles du Royaume. Il n'a pu donner l'empire à Charlemagne parce qu'il n'était pas en sa puissance. Il ne peut exempter les sujets du Roy du serment de fidélité qu'ils lui doivent.

Telle est la situation de l'Église de France vis-à-vis de la Papauté.

On voit qu'elle est parfaitement indépendante. Il reste à examiner quelle est à son tour sa situation vis-à-vis du Prince.

Si on peut dire que, pour la discipline et le temporel, le Pape a une autorité très limitée sur l'Église de France, il est facile de prouver maintenant que le roi, quant à la discipline et au temporel, a une autorité considérable sur l'Église gallicane.

« L'une des principales libertés de l'Église de France, dit Coquille, est de l'union qui est entre les Rois de France et tout le peuple français... laquelle union fait que la France est un seul corps politique duquel le Roi est chef, l'Église le principal et plus excellent membre (2). »

Certes le Roi n'a rien à voir au fait de la doctrine chrétienne et au fait des consciences et autres choses spirituelles, le principe de la distinction des pou-

1. P. 154.

2. P. 92.

voirs s'y oppose. Mais il est « protecteur des droits, dignités, biens et personnes de l'Église ».

Ce patronage va lui donner bien des pouvoirs. D'abord « l'Église doit subvenir aux charges de l'État » (1). Les impôts, les décimes, voilà une des premières conséquences de ce qu'elle appartient à un corps unique dont le roi est le chef. Une autre concerne la justice. Sauf ès affaires pures personnelles, le juge laïc seul en connaît, car « ce que le Prêlat d'Église ne peut faire par la doctrine, le Magistrat séculier le fera par terreur de correction » (2).

« Aux seuls juges royaux appartient de connaître et juger des matières et causes possessoires, tant des bénéfices et dîmes que de tous autres droits spirituels (3). »

« De même les juges ecclésiastiques ne peuvent connaître d'aucune action réelle quand les conclusions sont par moyens réels (4). » Il en est de même pour les actions mobilières, s'il y a une revendication ou hypothèque.

Ce n'est pas tout. Les conciles nationaux ne peuvent s'assembler que par le commandement du Roi.

En outre le Roi a le droit de Régale. Il remonte au droit d'investiture des évêques accordé à Charle-

1. P. 93.

2. P. 93

3. P. 97.

4. P. 97.

magne par le pape Adrian et ressemble au droit que le suzerain possède, en cas de mutation de fief.

La série des « libertés » n'est pas close. Le roi a un droit de garde gardienne sur les églises du Royaume. Il a le droit d'amortissement qui s'applique aux églises et corps qui ne meurent point et sont appelés gens de mainmorte. Ces corps « ne peuvent acquérir, accepter ny retenir seigneuries, héritages et autres biens temporels, sans la permission du Roy parce que, comme dit a été cy-devant, tous biens temporels du Royaume sont sujets à l'entretienement de l'État, soit pour faire service en personne (comme les nobles, ou faire service par la bourse comme les roturiers. Les ecclésiastiques, selon leurs privilèges, ne sont sujets au service personnel et sont exempts des contributions qui se font en deniers, en espèces qu'on appelle subsides (1). »

Même en matières spirituelles, enfin, « nul n'est tenu d'aller plaider hors le détroit du Parlement auquel il est sujet » (2).

A accorder tant de droits au Roi, on devait fatalement arriver à la suprématie du pouvoir civil sur le pouvoir religieux. Guy Coquille s'en rendit compte sans doute puisqu'il supplia le roi de quitter son droit de nomination « aux évêchés, abbayes et prélatures où on rétablira l'élection ». Il voulait ainsi revenir

1. P. 149.

2. P. 150.

aux principes de la Pragmatique et « observer l'ancien ordre pour la provision et collation des bénéfices ».

De même, il met au nombre des libertés l'abolition des commendes perpétuelles des bénéfices.

Pour que ces libertés fameuses fussent bien observées, il y avait une sanction : « L'un des droits du Roi, comme protecteur de tout son peuple, auquel sont compris les ecclésiastiques, est que les Cours de Parlement par la voye des appellations comme d'abus et les juges royaux par la voye des appellations et défenses après la cause sommairement connue, empêchent et réforment les entreprises que font les prélats et juges ecclésiastiques sur la juridiction laïque, ou contre les saints décrets reçus en France, ou au préjudice des droits du Roi et des jugements donnés es Cours souveraines, étiam qu'il y ait rescrit ou provision du Siège apostolique (1). »

Telles sont les libertés de l'Église gallicane.

Les traités de Guy Coquille sont un des ouvrages les plus complets qui existent sur cette matière. Mais tandis que son œuvre n'était publiée que soixante ans après sa mort, par suite des circonstances que nous avons exposées, d'autres paraissaient plus tôt, donnant la célébrité à leur auteur. En 1594 Pierre Pithou réduisit à la forme d'un code les libertés de l'Église gallicane, en les ramenant à 83 règles ou maximes.

1. P. 151.

Le recueil acquit immédiatement une immense autorité, si bien qu'au xviii^e siècle on le citait comme une loi. Et cependant ce livre n'a rien qui le doive faire préférer à celui de Guy Coquille.

IV

Des entreprises du Pape et du légat qui était en France pour la Ligue. — Discours des droits ecclésiastiques et libertés de l'Église gallicane, et les raisons ou moyens d'abus contre les bulles décernées par le Pape Grégoire XIV contre la France. — Discours présenté à M^{me} Henriette de Clèves, duchesse de Nivernais.

Après la mort d'Henri III, la Ligue restait face à face avec Henri de Navarre. Mais il fallait trouver un roi et ce n'était pas chose facile.

Les ligueurs reconnurent le plus proche parent, l'oncle de Henri IV, un prince catholique qui ne pouvait d'ailleurs faire souche de rois puisqu'il était évêque, le cardinal de Bourbon (1). C'était donc ajourner la question, non la résoudre, car le cardinal de Bourbon mort, cette question se dressait plus redoutable que jamais. La France catholique réclamait un roi.

Et quel roi lui donner à défaut de Henri IV ? si l'on cherchait ailleurs, le roi, quel qu'il fût, que la

1. Charles de Bourbon, qui avait été évêque de Nevers en 1539.

France aurait eu, n'aurait régné que sous le patronage du roi d'Espagne. Au xvr^e siècle comme au xv^e, en face des Espagnols comme en face des Anglais, avec Henri IV comme avec Charles VII, l'indépendance nationale était liée au maintien de la loi salique (1)!

Aussi entre les réformistes et les ligueurs, peu à peu un parti s'était formé. Il était composé d'hommes modérés qui, tout en proclamant leur foi catholique, reconnaissaient Henri IV dans la confiance qu'il se convertirait. Envers et contre tous, ils persévéraient à croire possible ce qu'ils savaient nécessaire pour le bien de leur patrie.

De ce parti était Guy Coquille. Il se prononça ouvertement pour Henri IV.

Avant la mort de Charles X, il écrivit : « *Des entreprises des Papes et du légat* (2) *qui était en France pour la Ligue* » (3). C'est pour lui une nouvelle occasion de défendre les libertés de l'Église gallicane, contre toutes ces « inventions qui ont affaibli le nerf de la discipline ecclésiastique et n'avaient d'autre but que pour remplir les coffres de la Chambre apostolique (4). » Le Pape ne peut exercer aucune autorité

1. Vicomte de Meaux (*Luttes religieuses*), p. 222.

2. Ce légat devait être Caietano (Batiffol, *Le Siècle de la Renaissance*, p. 292).

3. *Œuvres*, pages 258 à 263.

4. P. 259.

dans ce royaume en ce qui est de la police des mœurs et du gouvernement extérieur de l'Église de France et « le légat quoiqu'il soit *a latere* ne peut exercer sa légation sans qu'elle soit reçue par le Roy » (1).

Est-ce que les Français ont été sujets des Romains ? et les Papes ne leur doivent-ils pas plutôt une grande reconnaissance pour tous les services qu'ils leur ont rendus ?

Quant aux ligueurs, ils sont les « exterminateurs et non les conservateurs de l'État » (2). Ils déchaînent la guerre civile et « une guerre civile ne peut produire autre effet que de ruine ».

« Pendant vingt-sept ans on a essayé par les armes de vaincre les hérétiques et on n'a rien su y faire. » Ils ont, il est vrai, raison de dire qu'il vaut « mieux mourir avec toutes les misères que se départir de la Religion catholique », mais « nul ne les y force ».

Aussi « nous trouverons avoir meilleur compte d'avoir notre recours à Dieu, nous humilier devant sa justice, reconnaître nos fautes et nous amander... pour appaiser l'yre de Dieu... sans nous départir des moyens humains qui peuvent être de supplier Monseigneur le Cardinal de Bourbon qui déjà est bien vieil de s'accomoder avec son neveu le Roy de Navarre et traiter avec luy » (3) pour que la Religion

1. P. 260.

2. P. 262.

3. P. 263 fin.

catholique continue à être vénérée et observée en France. Et ainsi la guerre sera évitée.

La paix cependant paraissait bien éloignée encore. Sixte-Quint, en excommuniant Henri de Bourbon et le déclarant déchu de ses droits à la couronne, n'avait pas agi sans fondements ni motifs. Sa sentence s'appuyait sur les traditions françaises, sur l'ancienne coutume que depuis Clovis tous les rois de France avaient été catholiques. Et quand, à son tour, Grégoire XIV, successeur de Sixte V, avait par un bref de février 1591 mandé à son légat Segar qu'il interdisait aux évêques français de reconnaître Henri IV et sommé les catholiques partisans du prince de retirer leurs adhésions à sa cause sous peine d'excommunication, beaucoup lui donnèrent raison.

Coquille considéra que cette intrusion du Saint-Siège dans les affaires politiques de la France était funeste et il protesta. Déjà une assemblée du clergé s'était tenue à Chartres et avait déclaré nulles et injustes ces bulles parce que, disait-on, « nous sommes instruits d'obéir à nos Roys bons ou mauvais qu'ils soient sous peine d'être punis comme réfractaires aux commandemens de Dieu. » Mais cette assemblée ne pouvait exercer une grande influence, n'étant composée que de neuf archevêques ou évêques, et le clergé de France demeurait très troublé et incertain.

Quelles raisons donne Guy Coquille pour s'opposer

à la validité des bulles de Grégoire XIV dans son *Discours des droits ecclésiastiques et libertés de l'Église gallicane, et les raisons en moyens d'abus contre les Bulles décernées par le Pape Grégoire XIV contre la France* (1) ? »

Les Papes ont abusé de leur pouvoir, non seulement « ès affaires de spiritualité » « mais aussi ès affaires de temporalité en se disant avoir puissance de déposer et destituer les Empereurs et les Rois et disposer de leurs Empires et Royaumes. » Et Coquille raconte les querelles entre les Papes et les Empereurs de Germanie. Ceux-ci, comme successeurs de Charlemagne, prétendaient jouir du droit qui lui avait été octroyé sous le Pape Adrien « qui est qu'à l'Empereur appartient l'ordination, la nomination et élection du Pape de Rome, et a le droit d'investir et approuver tous les évêques des provinces de sa domination en telle sorte que nul évêque ne peut être consacré s'il n'est agréé par l'Empereur... qui est la source du droit de Régale que les Rois de France successeurs de Charlemagne ont en leur royaume (2). » De leur côté, les Papes, non contents d'excommunier les Empereurs, prétendaient qu'ils leur étaient supérieurs, puisqu'ils les couronnaient, « jaoît que la couronnement de l'Empereur n'appartient au Pape par droit de supériorité temporelle, mais par la seule raison de la spiri-

1. *Œuvres*, p. 173 à 191.

2. P. 177.

tualité, en tant que la grâce de Dieu est infuse par le ministère des personnes ecclésiastiques (1). »

Usant de leur puissance absolue, les Papes mirent la main sur les bénéfices, ou par précaution ou par concurrence avec les évêques et collateurs ordinaires, et même parfois se réservant complètement certains bénéfices. Ils créèrent les commendes et les pensions sur bénéfices, exemptèrent les religieux de l'autorité des évêques, instituèrent les annates. Il en résulta que les pasteurs « ont laissé la porte ouverte aux loups hérétiques qui sont entrez en la bergerie et porté le grand dommage que nous y voyons aujourd'hui (2). »

A l'entendre dénoncer avec tant de véhémence les empiétements de la Papauté, on aurait pu croire que Coquille se serait facilement laissé entraîner aux erreurs des hérétiques. Il n'en est rien. Il n'abandonne point la foi catholique. « Je proteste devant Dieu qui est le témoin du secret de ma pensée et juge de ma conscience que ce que j'ay dit cy-dessus n'est pour aucunement déroger à la dignité du Saint-Siège Apostolique Romain auquel je dois porter et porte volontiers tout hommage et obéissance : mais pour me confirmer en l'opinion que chaque chrétien doit avoir, que le vice du ministre ne défigure et n'ôte l'efficace du ministère et que pour

1. P. 178.

2. P. 181.

cause de mauvais pasteurs, l'Eglise ne laisse pas d'être l'épouse immaculée de Jésus-Christ, sans tache ny ride ; qui ne perd pas sa beauté pour avoir acquis quelque noirceur sur les beaux traits de son visage... je croy que ce n'est pas péché de reconnaître et dire être mal ce qui est mal et de le détester... Notre-Seigneur Jésus-Christ avait choisi douze apôtres et l'un d'eux prévariqua (1). »

Hé bien ! le Pape vient encore d'abuser de sa puissance en commandant, sous peine d'excommunication, aux catholiques, d'abandonner le parti de Henri IV. Or, « il faut entendre les parties avant de les condamner », ainsi le veut la justice que le Pape semble méconnaître.

D'autre part, le Pape a agi contrairement aux anciens décrets, d'après lesquels il ne peut même en matières spirituelles juger les sujets de la France en première instance.

Et ce n'est pas parce que le Pape Sixte a déclaré Henri de Bourbon hérétique, relaps, que le Pape doit croire qu'il n'est plus Roy. Car ce n'est pas au Pape, mais aux États de France à juger quand la couronne est vacante ou qu'il y a conflit à son sujet.

Ainsi « le Pape veut introduire en ce royaume deux factions contraires comme ses prédécesseurs firent en Italie avec les Guelphes et les Gibelins par le moyen desquelles plus de cent mille personnes

1. P. 181.

sont mortes avec violence, et peut-être plus de la moitié des âmes perdues (1). » Le parti du roy est puissant et « si nous voulons lui résister, il faut prendre les armes en main et nous mettre en péril d'être exterminés et rendus misérables : car en fait d'état la règle est qu'il faut être de l'un des deux partis et qui se rend neutre est ennemi des deux. » « Quand les factions sont une fois mises sus, elles vont toujours en aigrissant jusqu'à ce que tout soit ruiné ou l'une des deux factions soit du tout abatuë, ce qui ne peut être sans grande effusion de sang, sans faire beaucoup de femmes veuves, d'enfants orphelins et beaucoup d'honnêtes familles ruinées, et le plat païs désolé et désert, et qui pis est le péril de la subversion de l'État, dont l'étranger aurait bon marché, après que nous par nous-mêmes, nous nous serions ruinés, comme il avint quand les Anglais-Saxons conquirent la Bretagne qui d'eux fut dite Angleterre, et quand les Turcs conquirent l'Empire d'Orient (2). »

Voilà ce que présage cette bulle. Car il ne faut pas croire qu'elle suffira à déraciner le mal, « en telles maladies les violents remèdes sont très périlleux et mettent quelquefois la vie hors du corps malade aussitôt que la maladie. » Saint Augustin dit « qu'il ne faut pas délaïsser les bons à cause des mauvais, mais

1. P. 184.

2. P. 184.

qu'il faut à cause des bons endurer les mauvais. » Et l'expérience n'est-elle pas là pour prouver « qu'au fait de la Religion, les aigreurs ont été cause de distraire de l'Église aucuns Royaumes et Nations entières (1). » Et Coquille nous parle de Luther qui en ayant appelé au futur concile universel, fut excommunié ; mais « autain et superbe (il) secoua du tout le joug et l'obéissance de l'Église et presque toute l'Allemagne fut imbuë de sa doctrine. » De même Henri VIII en Angleterre, parce qu'il ne put obtenir l'annulation de son mariage avec Catherine d'Espagne. Et aux Pays-Bas, des troubles éclatèrent parce que le Roi d'Espagne voulait y introduire l'Inquisition.

Le Pape ne doit pas traiter le Roy comme il traiterait le reste du peuple, « les cœurs des Rois ne sont pas faciles à être changés par rudesse, ils en sont plutôt aigris et exaspérés » (2). Et Notre-Seigneur Jésus-Christ n'a-t-il pas dit « qu'il faut pardonner jusqu'à septante fois sept fois » ?

C'est ici que Coquille nous fait le portrait d'Henri IV et expose les raisons qui l'ont décidé à le reconnaître comme roi de France. « Notre Roy a en lui toutes les qualités propres à un grand Roy ; il est nay en grande Maison, du Sang Royal de France, qui sans contredit est la première et plus ancienne maison en Royauté qui soit en Chrétienté... il y a un cœur géné-

1. P. 185.

2. P. 186.

reux aimant toutes choses vertueuses et grandes, il a un esprit gentil, prompt et judicieux, il est débonnaire et doux envers ceux qui s'humilient, grand guerrier et rude joueur contre ceux qui font les mauvais, exact observateur de ses promesses, amateur de son peuple... On essaye de faire croire que ce Roy n'est pas habile à succéder parce qu'il tient du feu Roy par ligne masculine à plus du dizième degré de lignage selon la computation du droit civil ; à quoi y a réponse en deux sortes : l'une que notre France n'est sujette au droit romain et par l'ancien établissement la Couronne est due aux mâles venant de mâles de la lignée de Hugues Capet et y fut vouée et destinée par les États de France, lors de la légitime vocation dudit Hugues. Aussi les Rois de cette lignée ont été si vertueux, si valeureux, si amateurs de leur peuple, que cette expérience nous a fait connaître que la lignée avait été bien choisie, et si c'était de présent à élire, nous ne devrions élire un Roi d'autre lignée : aussi les Rois ne succèdent pas à la Couronne comme héritiers du dernier Roy qui fait que l'attinence prochaine n'est pas à considérer, ains succèdent en vertu de cette attribution faite à la lignée masculine de cette race tant généreuse... Quant à sa religion, il est plus à plaindre qu'à blâmer, et feraient mieux ses adversaires de prier Dieu pour lui que de le détester : car cette persuasion lui a été instillée avec le lait de la nourrice. Saint Augustin

dit que ceux ne doivent être réputés hérétiques qui soutiennent leur opinion à moins qu'elle soit fausse et perverse, quand ce n'est pas par pertinace animosité, mèmement quand d'eux mêmes en grand âge ils n'ont pas embrassé cette persuasion avec présomption audacieuse, mais y ont été nourris et élevés par leurs pères et mères mal sentant de la foi... il n'ose se hâter de juger si un catholique qui ait de méchantes mœurs doit être préféré à un hérétique. On y peut ajouter cette raison qu'à une âme gentille et débonnaire, il faut toujours espérer de l'amendement parce que Dieu l'ayant créée telle, l'aime vraisemblablement ; nous avons et devons avoir tant plus d'espoir en ce Roy, qu'il est fils descendant en droite ligne du bon Roi saint Louis qui, étant bien heureux en Paradis, prie Dieu pour son lignage, et ses prières sont bien agréables à Dieu (1). »

Ainsi les qualités personnelles du Roy, son nom et ses droits certains à la Couronne avaient attaché d'une façon très étroite notre grand Nivernais à Henri IV. Il ne comprenait pas que le Pape n'eût pas essayé tous moyens autres qu'une bulle d'excommunication pour le réduire.

Son patriotisme lui faisait prévoir d'autres maux, si l'on ne se ralliait au roi de Navarre. Les censeurs ecclésiastiques ne tendaient à rien moins qu'à démem-

brer le Royaume au profit du Roi d'Espagne et autres princes. Ce n'était du reste pas l'intérêt du monde chrétien. Ce n'était pas l'intérêt du Roi d'Espagne lui-même ; car les Turcs n'ayant plus devant eux les armées de la France, envahiront sans peine les domaines du Roy d'Espagne. Ce n'est pas l'intérêt de l'Italie, car le Roi d'Espagne dont la puissance s'accroîtra par suite du démembrement de la France, deviendrait seigneur de l'Italie. Que le Pape enfin y prenne garde ! si la France n'existe plus comme nation, « le Roi d'Espagne le dépouillera sans retard de la temporalité et ne lui laissera que le spirituel tout nu, ce qui lui serait d'autant plus facile que de bons docteurs ont dit qu'il n'était pas expédient pour le bien spirituel que le Pape fût si grand seigneur terrien (1). »

Le Pape, du reste, n'a rien à gagner à être rigoureux, et Coquille le prévient que s'il exerce ses rigueurs, il doit craindre que la France n'élise un Patriarche « par le moyen duquel on n'aura plus que faire à Rome pour les affaires ordinaires ».

Enfin c'est une injustice de juger hérétiques les partisans du Roy, s'ils ne lui font pas la guerre, car « au débat qui est aujourd'hui il n'y va de la Religion, mais seulement de l'État. » Les Princes du Sang, Pairs de France, Officiers généraux de la Couronne

et les Seigneurs catholiques qui sont auprès du Roy n'inclinent pas à l'hérésie. Non, « ils sont de ce party par vrai zèle françois, pour soutenir les droits de la Couronne qu'on veut empêcher. Et nous... si le Roy ou autre nous commandait d'abandonner notre Religion, nous ne serions pas tenus d'y obéir, mais au contraire, nous soumettre plutôt à la mort, ou abandonner ce Royaume que de quitter notre Religion (1). »

Après cette profession de foi, Coquille résume ainsi son discours :

« La question si aucun est hérétique, appartient au jugement de l'Église ; mais la question si l'hérésie rend inhabile et indigne de la Couronne, celui qui par naissance et par les anciennes lois du Royaume y est appelé, est à décider par les Etats de France (2). »

La duchesse de Nevers, Henriette de Clèves, avait été troublée par la bulle monitoriale de Grégoire XIV. Elle et le duc de Nevers s'étaient en effet ralliés à Henri IV, aussitôt après la mort de Henri III, et Lodovico de Gonzague était accouru après Ivry avec 500 gentilshommes de son duché. La duchesse avait la plus grande confiance en son procureur général. Elle s'adressa à lui pour être éclairée sur cette matière et le seigneur de Romenay fit alors le *Discours présenté à Madame Henriette de Clèves Duchesse du*

1. P. 191.

2. P. 191.

Nisernais qui avait désiré être éclaircie sur le fait des Bulles monitoriales de Grégoire XIV et de la célèbre assemblée tenue à Chartres au sujet d'icelles le 21 sept. 1591 (1).

Les arguments y sont à peu de chose près les mêmes que dans le discours précédent.

L'auteur part de ce principe déjà connu que le Pape ne peut décider seul, et qu'en tant qu'homme il est faillible. Pour qu'une bulle s'impose à tous, il faut qu'elle émane du concile universel, le consentement des seuls cardinaux ne saurait suffire à lui donner ce caractère d'obligation. Entre tous les Royaumes chrétiens, celui de France a le plus de privilèges d'autant que le Roy de France a été et est le premier fils de l'Eglise. « De là est arrivé que quand les Papes, oubliant les plaisirs et bons offices reçus des Rois de France, se sont ingérés de diminuer leurs droits ou pour cause légère ou par passion les excommunier, on a procédé par déclaration de nullité contre leurs Rescripts, sans toutefois se distraire de l'amitié de la sainte Église ni du pasteur légitimement ordonné (2). » C'est ce qui eut lieu sous Charles le Chauve, sous Carloman, Gontran, sous Philippe le Bel, sous Charles VI, etc.

Et il conclut ainsi : « Les raisons et sentences de

1. *Œuvres*, p. 192 à 196.

2. P. 195.

l'Écriture, les saints décrets et canons de la sainte Église, les exemples de l'histoire, tant ancienne que moderne, doivent suffire pour démontrer qu'en certains cas on peut déclarer nulle la bulle du Pape en une assemblée saintement convoquée ; et quand il y a un éminent péril de la perte d'une province, de tout un État et d'un Royaume, on peut facilement se dispenser du Synode général, comme le médecin ou le chirurgien, lequel se voyant pressé de la violence de la maladie coupe à bon heure le membre pourry ou par médicaments propres prévient le poison de la maladie et garnit de bonne heure d'antidotes contraires les parties nobles de crainte qu'attendant plus longtemps la maladie gagnât le dessus (1). »

Le petit écrit intitulé : *Pour proposer à Sa Sainteté les inconvénients qui peuvent arriver si elle se rend trop rigoureuse à la réconciliation du Roy et à composer les affaires de France* » (2), a été composé dans le même but.

Coquille énumère encore une fois les libertés de l'Église gallicane qui « ne sont pas, répète-t-il, privilèges comme disent les peu intelligens de leurs droits, ains ce sont les anciens décrets et usance de l'Église au fait de la police d'icelle tels qu'ils étaient aupa-

1. P. 196.

2. *Œuvres*, p. 212 et 213.

ravant quatre ou cinq cens ans. » Et il réclame la convocation d'un concile, composé des évêques en nombre égal des quatre grandes nations catholiques, l'Italie, l'Allemagne, la France et l'Espagne, qui élimineraient le Pape.

« Si ces conditions ne plaisent pas à Sa Sainteté, elle sera suppliée de ne trouver mauvais si sous l'autorité d'un Roy vrai catholique en France, est convoqué un concile national, ... non pas pour audit concile déterminer les points qui sont de la doctrine chrétienne et foy catholique ; mais seulement de la police de l'Église, tant aux personnes que droits et biens ecclésiastiques (1). »

V

Du concile de Trente et de la réception d'iceluy Traité sur les bénéfices.

Une des plus graves questions portées devant les États de Blois de 1576 était relative au concile de Trente.

Dès l'apparition de l'hérésie, toute la chrétienté l'avait réclamé. Mais quand il fut décidé, les princes l'entravèrent. Il avait été annoncé pour 1536, il fut retardé jusqu'en 1545 et interrompu deux fois, notamment pendant dix ans.

1. P. 213.

Convoqué depuis vingt-deux ans, ouvert depuis dix-huit, il n'avait pas en réalité délibéré plus de quatre ans, lorsqu'il se termina en 1563, tant la politique troublée de l'Europe avait traversé sa carrière.

Sans avoir rétabli l'unité religieuse, il avait néanmoins promulgué des réformes qui devaient rendre au clergé son influence et sa dignité.

Aussi les prélats réunis à Blois sollicitèrent-ils la réception en France et la promulgation comme loi du Royaume du corps des décisions prises par le concile. Ces décisions étaient de deux sortes : les unes portaient sur le dogme et étaient destinées à extirper les hérésies, les autres portaient sur les questions de discipline et avaient pour but de réformer l'Église et les mœurs. Or si les premières étaient acceptées des princes catholiques, les deuxièmes ne devaient pas toutes leur plaire. C'est ainsi que le concile prohiba, malgré l'opposition du pouvoir civil, l'appel comme d'abus, supprima la commende et le droit de patronage laïque sur les Églises, et conserva aux juridictions ecclésiastiques le droit de prononcer des peines temporelles.

La question de la réception du concile souleva de grandes difficultés en France. Les évêques et la Sorbonne la réclamaient pure et simple ; la Sorbonne déclarait même que « ceux-là étaient schismatiques qui tenaient que le concile de Trente devait être publié avec modification ». Le clergé inférieur distinguait

entre la partie concernant la foi et la partie relative à la discipline, et demandait la réception du concile, sauf quelques dispositions de discipline qu'il exceptait. Quant aux parlementaires et légistes, ils s'attaquaient aussi aux décrets de discipline, mais voulaient que la réception n'eût pas lieu ou, si elle devait avoir lieu, qu'elle se limitât à des articles déterminés (1).

Toujours est-il que sous Henri III comme sous le règne d'Henri IV, le concile de Trente ne fut pas publié. Le chancelier de L'hospital avait demandé une consultation sur le concile à Charles Dumoulin; mais ce dernier, au lieu d'apporter un mémoire simplement gallican, avait combattu les décrets du concile en hérétique, méritant le reproche que lui fit un jour Guy Coquille qu'il « adhérait aux nouvelles opinions de Luther ».

Coquille eut, sur ce point, le mérite de soutenir son opinion au sein même des États. Dans son écrit intitulé: *Du Concile de Trente et de la réception et publication d'icelui* (2), il rend compte de ses motifs d'opposition et de la lutte qu'il eut à soutenir à ce sujet dans l'assemblée du clergé, vers laquelle il fut envoyé comme membre de la Commission du tiers état chargée de soutenir cette discussion (3).

1. Chénou. *Les rapports de l'Église et de l'État du I^{er} au XX^e siècle*, pages 135 et 136. Paris, 1904.

2. *Œuvres*, pages, 253 à 257.

3. Dupin. *La coutume de Nivernais*, page 41.

Dès le début, il fait une distinction capitale qui lui permettra de trouver une solution. Pour tout ce qui est de la foi, on doit admettre sans réserve les décrets du concile. Mais pour ce qui concerne la discipline et la police ecclésiastique, « il n'est pas mal séant de faire réserve par les Églises des nations en corps et par les Monarchies et Républiques qui y peuvent avoir intérêt, non pas pour y contredire précisément et expressément, mais pour se retenir és anciens décrets (1). » C'est ce qui eut lieu pour la Pragmatique de Bourges ; tous les articles du concile de Bâle n'y avaient pas été inscrits parce que « selon les temps, les régions et les autres occasions, ce qui est bon pour une nation n'est pas bon pour l'autre » (2).

Cela posé, il examine les divers articles et prouve, sur un grand nombre d'entre eux, que si on les admettait inconsidérément, on blesserait les prérogatives de la puissance royale qui « sont de deux sortes au fait de la police de l'Église : l'un est pour la Régale, l'autre pour la juridiction temporelle et séculière » (3). On porterait atteinte également aux libertés de l'Église gallicane, par la prévention, les annates, les réserves, les mandats, etc. Ainsi, on devra rejeter « ces nouvelles inventions qui sont plus pécuniaires que politiques et de bonnes mœurs » (4).

1. P. 253.

2. P. 253.

3. P. 254.

4. P. 256.

Coquille composa aussi un traité sur *les bénéfices de l'Église*. Il ne contient rien de nouveau puisque dans tous les traités dont nous avons parlé, il s'étend largement sur la collation des bénéfices et sur les empiétements du Pape à ce sujet.

Néanmoins ce traité est intéressant à consulter pour quiconque veut étudier cette partie du droit ecclésiastique. Il occupe 10 pages de l'édition de 1703 dans le tome I (de la page 243 à 253) et a le mérite d'être lu facilement, des notes marginales résumant les idées principales comme en autant de chapitres.

VI

Pamphlets de Guy Coquille sur la Ligue gallicanisme de Guy Coquille.

La Ligue, d'association de légitime défense, devint, quand Henri IV eut abjuré, une entreprise révolutionnaire. Les agents de désordre et les partisans de l'Espagne furent les seuls à lui rester fidèles. Mais, depuis longtemps, Coquille s'était rallié à Henri IV.

Pour ramener l'opinion publique à ce sentiment, il composa son *Dialogue sur les causes des Misères de la France* (1), où il apparaît pamphlétaire de talent, montrant sous une forme pittoresque les intri-

1. *Œuvres*, p. 214 à 239.

gues et les passions du jour et s'élevant contre les abus. Et tour à tour répondant à ses interlocuteurs, l'un catholique zélé, c'est-à-dire ligueur; l'autre palatin, c'est-à-dire homme de cour, il arrive à cette conclusion sous le nom de catholique ancien que l'unique remède aux malheurs publics était de se débarrasser des intrigues de la Ligue et de l'influence des étrangers, et de se rallier à Henri IV.

Il commence par cette constatation: « Nous venons tous trois de la messe et avons accoutumé de communiquer aux sacrements de notre sainte mère l'Eglise par les mains d'un même curé: et toutefois nous ne convenons pas en même opinion sur les difficultez qui se présentent aujourd'hui au faict de la religion. »

Tous désirent l'extermination des hérésies, mais leurs moyens sont différents. Le *catholique zélé* demande qu'on y parvienne par la voie des armes et déclare que, « quand il y va du fait de la Religion qui serait en péril d'être exterminée en France, les Rois et supérieurs temporels peuvent être délaissés et abandonnés. Car il est écrit qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. »

La cause des catholiques est juste; et remarque-t-il, « ils sont en nombre plus grand que quadruple que ne sont ceux du parti contraire » (1).

1. A dire vrai, on ne sait pas au juste si ces chiffres sont exacts. Selon Castelnau, il y avait alors en France cent catholiques pour un

Il allait jusqu'à dire que beaucoup « aimaient mieux estre Espagnols catholiques, que Français hérétiques ». Aussi accepte-t-il tous les articles du concile de Trente sans distinction aucune. Le Pape du reste ne peut faillir et il est chef de l'Église comme un monarque l'est dans son royaume. Il est partisan des moyens violents : « ès guerres civiles la pacification ne guérit jamais le mal. C'est une cure palliative et comme une emplâtre de beurre qui ne sert que d'adoucir pour quelque temps... il faut sanglantes batailles, et que les chefs de l'un des partis soient abattus (1). » De là à approuver l'assassinat de Henri III, il n'y a qu'un pas : « si le dernier Roy a été tué, c'est parce qu'il avait abandonné la protection de l'Église et s'était rangé au parti contraire... et cette grande faute méritait une punition nouvelle et inouïe (2). »

Le catholique zélé ne reconnaîtra donc jamais Henri IV. Les raisons qu'il en donne sont celles que donnaient alors tous les ligueurs.

protestant. Coligny par contre disait que 2 millions d'entre eux étaient prêts à combattre. Ces deux chiffres sont évidemment exagérés dans un sens ou dans l'autre. M. de Meaux est d'avis que la France comptait vers 1560 de 2 à 3 millions de protestants, soit le dixième de la population totale. Sans vouloir évaluer d'une façon ferme, on peut dire toutefois que le chiffre du quart donné par Coquille, et qui se retrouve du reste dans une lettre de Catherine de Médicis au Pape, était exagéré.

1. P. 229.

2. P. 235.

Henri de Bourbon n'est pas catholique. Or, « depuis Clovis, tous les rois le furent, et jamais l'amitié ni l'obéissance ne furent bien entre personnes qui sont de diverses et contraires religions (1). »

Ce serait contraire à la loi fondamentale du Royaume du 15 octobre 1588 d'après laquelle « nul ne peut prendre titre de Roy en France s'il n'est de la Religion catholique, apostolique et romaine ».

De plus il serait à craindre que « s'il était roy, il essaierait par tous moyens de nous réduire tous à sa religion » (2). La foi était-elle donc en péril sous un roi protestant ? Il était difficile de ne pas le redouter. Dans tous les États de l'Europe, peuple et prince avaient alors même foi ; dans tous les États protestants, la foi du peuple avait changé avec celle du prince. L'exemple de l'Angleterre surtout, naguère catholique sous Marie Tudor et maintenant protestante avec Élisabeth, qui avait persécuté ses sujets de la façon la plus violente et la plus cruelle, saisissait les imaginations. C'est pourquoi le catholique zélé conclut que « nous devons tout faire..... pour empêcher que la couronne ne vienne en la puissance d'un qui n'est pas catholique. »

Le *Palatin* est l'homme de cour. Il reconnaît que les guerres n'ont servi à rien, et que tout est à re-

1. P., 238.

2. P., 238.

commencer. Comme le catholique ancien le dira à son tour, il déclare que, d'après la loi de la succession à la couronne par la ligne masculine, le roy existe, et qu'il faut lui obéir. Et c'est grand danger « d'appeler à notre aide l'Espagnol, car autant de princes voisins, autant de princes ennemis ; et un souverain, plus il a de païs, plus il en désire. Un bon et friand morceau fait bien rompre le jeûne voué et saintement promis,... et l'Espagnol fera payer son concours (1). » La royauté doit être en France héréditaire, et en donnant trop de pouvoirs aux États Généraux on constitue une démocratie. Il ne cache pas que c'est la « sorte de gouvernement la plus périlleuse des trois ». L'élection d'un roi serait « une vraie source et continuation de guerres civiles, et à chacune mutation nous serions aux couteaux car le plus fort l'emporte et le plus fort n'est pas le meilleur (2). »

Il s'élève avec force contre le meurtre de Henri III.

« Quand bien un Roy serait le plus vicieux et le plus abandonné à l'oppression de son peuple, si n'est-il loisible à aucun de ses sujets d'élever la main contre luy pour le tuer et l'offenser. Il est oingt et sacré et en sa personne la dignité royale doit être respectée avec toute piété, humilité et dévotion de

1. P. 220.

2. P. 231.

ses subjects. Car les Roys n'ont autre supérieur ny correcteur de leurs fautes que Dieu (1). » Et après avoir déclaré que « les tragédies qui sont arrivées depuis trois ou quatre ans » ont été causées par les ecclésiastiques qui n'ont pas voulu se réformer, il déclare qu'il reconnaît pour roi véritable Henri de Bourbon, prince « bien né, généreux et magnanime » appartenant à une maison « qui est un vray séminaire de princes vertueux et magnanimes », grand capitaine, ce qui lui fait mieux aimer ses sujets, parce qu'il les voit courir les mêmes dangers que lui et il conjure le peuple de lui faire « instances et supplication très humble d'embrasser la religion catholique » (2).

Le catholique ancien expose les causes des troubles et misères de son temps. « La religion n'est pas la vraie cause de ces guerres..... mais il y a un mélange de l'intérêt des grands, de l'intérêt des ecclésiastiques pour leurs aises et commoditez et de l'intérêt du peuple, auquel la patience est échappée, après avoir enduré tant de maux, et si indignement, et peut-être aussi qu'il y a quelque chose de meslé des princes étrangers (3)..... » Il y remarque que le mot « huguenot » est un nom de faction comme pour

1. P. 235.

2. P. 238.

3. P. 217 et 218.

représenter que l'un des partis soutenait le droit que la lignée de Hugues Capet avait à la couronne et pour opposer à l'autre parti que l'on disait soutenir que Hugues Capet était usurpateur de la couronne, et que de droit elle appartenait aux successeurs de Charlemagne (1). » C'est l'inimitié entre les grands qui causa la guerre civile. Et il dévoile les hontes du règne de Henri III, les désordres des gens de guerre, la vénalité des offices et leur trop grande multiplication « qui est devenue comme un commerce et trafic ». « Et les récompenses qui devaient être une source d'émulation et de bons services et ont été elles-mêmes avilies. L'ordre de saint Michel a été profané, ayant été conféré à plus de six cents personnes, en moins de deux ans, sans avoir mérité du public ou servi dans les armes. »

Les ecclésiastiques ont été la seconde cause de ces troubles, en soutenant les prétentions inadmissibles des Papes et en se refusant à réformer leurs mœurs. « Et ont dit que les mauvais prélats ont fait par leur négligence et leur mauvaise vie plus de mal à l'Église que les hérétiques (2). » « Et l'on peut douter que ce n'est pas le vrai zèle de la Religion qui les semond, mais pour conserver les biens, autorités et droits temporels de l'Église (3). » La preuve en est

1. Les ducs de Lorraine prétendaient descendre de Charlemagne.

2. P. 227.

3. P. 228.

que, aux États de 1576, ils demandèrent l'inaliénabilité des biens de l'Eglise.

Enfin le peuple perdit patience. Les impôts qui avaient dû être votés par les États Généraux devenaient excessifs. Le roi, entouré de mauvais conseillers, oubliait que si c'est un devoir pour le peuple de « l'honorer, lui obéir et le secourir de leurs personnes, et de leurs biens quand il en est besoin », il avait de son côté le devoir « réciproque » « d'être le protecteur de son peuple, le garder d'oppression et l'aimer en son cœur (1). » « On a cherché tous les moyens pour rendre le peuple nud et languissant » (2) : vénalité des offices, constitutions de rentes sur les décimes, aides, gabelles au profit de gens « mangeant le pain qu'ils ne gagnent pas » (3). Et toutes sortes de moyens de « tirer comme dans un abysme et fondrière ce qu'il y avait de finances et deniers ». Tous ces maux indignent le catholique ancien dont l'amour pour ses semblables est le mobile de toutes ses actions. Il en exprime la vivacité par une charmante périphrase d'un vers célèbre de Térence :

« Je suis homme, dit-il, et tout ce qui appartient aux hommes semblables à moy me touche et me perce le cœur comme si je le sentais en ma propre personne. Comme il y a un seul Dieu tout juste et tout

1. P. 230.

2. P. 233.

3. P. 233.

bon... il y a mêmes commandements de bien faire aux grands, aux moyens et aux petits (1). » Les grands et les rois doivent donc se réformer et avoir « une vie domestique, réglée selon les commandements de Dieu ». « S'il y a des rois qui déguisent toutes leurs actions... qui n'aiment point en leur cœur les hommes vraiment vertueux, magnanimes et généreux, et ne leur font aucun bien, mais font leurs grâces à des personnes de peu de valeur et indignes qui servent à leurs volontés déréglées et à leurs sales voluptez... qui n'ont aucune pitié pour leur pauvre peuple » (2), ceux-là le catholique ancien se refuse à leur donner le titre de bons chrétiens. Ce n'est du reste pas une raison pour les faire périr comme il est arrivé pour Henri III, car le Roy « ne pouvait être jugé, sinon par un supérieur », et le meurtrier « est condamnable et coupable d'homicide devant Dieu, car le commandement de Dieu est de ne tuer. »

Mais puisque le débat porte sur le choix d'un roy et qu'il lui faut se prononcer, le catholique ancien déclare qu'il s'en rapporte aux États, sauf si on lui commande chose contraire à la Foi et à la Doctrine catholique, « auquel cas je voudray plutôt mourir ou abandonner ce royaume que d'obéir » (3). Et il conclut en disant qu'il y a un prince très juste et très

1. P. 234.

2. P. 234.

3. P. 239.

bon, très sage et très valeureux, et qu'il faut prier Dieu qu'il soit reconnu par tous.

Ce dialogue composé en 1590 fut immédiatement remis, est-il dit dans la préface de l'édition de 1650, au duc de Nevers, qui le fit valoir et contribua à le répandre. Il ressemble à la *Satyre Ménippée*, mais il est moins véhément et moins sarcastique et, à coup sûr, beaucoup moins grossier que ce célèbre pamphlet, dont j'excepte cependant la harangue superbe du prévôt des marchands.

A l'occasion des États de la ligue en 1593, Coquille voulut éclairer encore ses concitoyens. Il eut recours une fois de plus au dialogue. C'est le « *devis entre un citoyen de Nevers y demeurant et un citoyen de Paris retiré à Nevers* » (1).

Le citoyen de Nevers est, on le devine, l'auteur lui-même. Il s'élève contre les prédications, qui « sont pour éloigner les uns des autres, pour haïr, pour faire la guerre sanglante et ne chercher aucun moyen de nous reconcilier, ce qui est directement et diamétralement contraire à la religion chrétienne (2). » Sans doute il n'a pas « moins de dévotion et de respect envers le siège apostolique » que son interlocuteur qui partage les idées des ligueurs, mais il ne peut s'empêcher de reconnaître que les fautes et vices de

1. *Œuvres*, p. 199 à 211.

2. P. 201.

certaines Papes ont ouvert le chemin à tous les « dérèglements » d'aujourd'hui.

Puis il s'élève contre la vanité du légat qui se fait appeler illustrissime, alors que comme successeur des Apôtres il devrait fuir ces fumées d'honneur et se reconnaître humble serviteur de Dieu. Il s'élève contre ses prétentions de présider les États comme représentant du Pape et contre ses affirmations à l'égard des catholiques, députés pour s'entendre avec le Roy. Le légat fait office de mauvais pasteur en prétendant qu'au lieu d'essayer de convertir le roi de Navarre, les députés ont essayé au contraire de « tirer à leur erreur les autres catholiques pour reconnaître un hérétique comme Roy ». Le citoyen de Nevers proteste donc contre ces accusations faites contre « des gens d'honneur », et avec saint Augustin il dit que « le jugement téméraire ne nuit à celui duquel on juge, mais que la témérité doit nuire et retourner à honte à celui qui a jugé (1). » Ce qui vaudrait bien mieux, c'est faire disparaître les abus de la Cour de Rome et des ministres ecclésiastiques. Mais on fait appel au Roi d'Espagne qui n'épargne pas « les pistollets d'or » pour que les prédicateurs assurent que « c'est un grand mérite de piller, tuer, violer ceux qui tiennent le party du Roy ». Le devoir du légat est de prêcher le calme au lieu d'envenimer les choses. Quant au

1. P. 203.

Roi, « il doit se réconcilier à l'Église par le ministère ou du Pape ou d'un évêque », car la puissance de lier et délier a été donnée à tous les apôtres « et doit rendre témoignage public de sa conversion en présence de l'Église, des Princes, et des Officiers de la Couronne, afin que comme publiquement il a été connu qu'il était dévoyé de la Foy, que publiquement il soit connu que de bon cœur et sans fiction il désire de retourner et retourne au giron de l'Église(1). »

Il devra aussi se faire sacrer; car « la cérémonie du sacre est nécessaire pour obliger le Roy envers son peuple, et le peuple envers son Roy. »

Mais en attendant cette conversion, on ne peut nier que le Roy soit légitime, étant légitime successeur de Hugues Capet, et nous devons prier Dieu de « lui faire la grâce d'une bonne, sainte et non feinte conversion pour laquelle si nous sommes bons Français, si nous sommes bons chrétiens, si nous sommes bons sujets, nous devons prier Dieu (2). »

Pourquoi les étrangers s'ingèrent-ils « en une affaire qui n'est pas de leur charge » ? « Le Pape ny ses légats n'ont de pouvoir en ce qui est de l'état de cette couronne. » Le légat et le duc de Feria, en exhortant à élire un Roy, « commandent par là même une guerre

1. P. 207.

2. P. 210.

implacable qui ne peut profiter qu'aux Espagnols ».

Donc la protestation est pernicieuse, car « elle semble directement contraire à l'Évangile, aux saints décrets et à la paix de l'Église, et semble tendre à la subversion de cet état » (1) ; car il est bien certain que « tant que ces malheureux troubles dureront, nul ne s'amendera et l'administration des sacrements cessera en plusieurs lieux, même ès villages ».

Le citoyen de Nevers conclut par cette très belle déclaration : « La principale fonction d'un chrétien... est de nous aimer tous en vraie dilection de charité pour souhaiter et procurer tout bien les uns aux autres, endurer plutôt le mal que de le faire, ne rendre point le mal pour le mal, et surtout tempérer toutes nos actions de mansuétude et douceur (2). »

Cette affirmation que Coquille rejetait dans tous ses écrits que Henri IV était le roi légitime, beaucoup de ligueurs allaient l'accepter à leur tour. La proposition que fit Philippe II aux États d'appeler au trône sa fille, l'infante Isabelle, en qualité de petite fille de Henri II, même en offrant de la marier à un prince Français, devait soulever de nombreuses protestations. Le Parlement de Paris se considérait comme le gardien des lois. Il se réunit, et sur les conclusions du procureur général Molé, le président le Maistre

1. P. 210.

2. P. 210.

rendit l'arrêt célèbre qui consacrait la loi salique. Du même coup, il frappait l'Espagne et les princes lorrains.

La fidélité de Coquille au Roi légitime le rendait injuste pour la Ligue. Si Henri IV s'est fait catholique, c'est bien parce qu'il a vu qu'il ne pourrait jamais être roi de France autrement. Si, dans le siège de Paris on connaît les traits de fanatisme et les scènes de démagogie qui ont déparé cette opiniâtre résistance, on oublie que ce n'étaient pas seulement les forcenés, mais le peuple entier qui supportaient sans plainte et sans gémir toutes les extrémités d'un siège, et sans garnison, presque sans vivres, gardait la capitale inviolablement fermée à l'hérésie. Pendant plus de quatre mois, Paris avait été bloqué et affamé, ses remparts en ruines, ses faubourgs brûlés ; le blé manquait, 12.000 à 13.000 habitants étaient morts de faim, et Paris ne se rendait point. La ville n'ouvrira ses portes que d'elle-même, quand Henri IV sera devenu catholique. « Ces portefaix, ces manouvriers, ces goujats et ces femmelettes qui tenaient tête » (1) aux gentilshommes de Henri IV ont décidé de l'avenir de la France. C'est un honneur qu'on doit rendre à tous ces braves gens sans nom qui se sont levés et sont morts pour sauver la foi de leur patrie...

Cependant il ne faut pas être injuste non plus pour

1. De Thou, liv. XCIX.

Henri IV. Sa conversion ne fut pas uniquement un acte intéressé, le roi sentait aussi l'horrible misère du royaume et l'abîme de maux où il le plongeait s'il continuait la guerre pour régner quoique protestant : « Que veux-tu ? disait-il à un de ses amis, si je ne me fais catholique, demain il n'y a plus de France (1). »

Il en est de même des États de la Ligue. Presque tous les historiens les décrivent et peu d'assemblées ont été flétries comme celles-là. Un pamphlet fameux les a couverts de ridicule. La *Satyre Ménippée* passe auprès d'une foule de gens pour le récit exact de ces États. Elle n'en est qu'une caricature grossière ; c'est une œuvre de parti. Les députés, très dévoués à l'Église, refusèrent cependant d'admettre le légat du Pape à leurs délibérations. Très dignes dans leurs rapports avec l'ambassadeur d'Espagne, ils se conduisirent en patriotes. Ils ne voulurent jamais reconnaître pour prince un étranger, et n'admirent pas que le roi d'Espagne se réservât le choix de leur donner un roi. Enfin bien vite ils acceptèrent l'arrêt de la loi salique et répondirent au représentant de Philippe II qu'il serait périlleux pour la religion et l'État de créer un roi. Avec les conférences de Suresnes qu'ils avaient votées, c'était le triomphe définitif de Henri IV.

Telles étaient les idées de Coquille au point de vue

1. D'après Baudrillard, *op. cit.*, p. 194.

des rapports de l'Eglise et de l'Etat. Il était gallican comme la plupart de ses contemporains.

Le mauvais vouloir à l'égard du Saint-Siège semblait alors faire partie du patrimoine national que tout gouvernement devait défendre, et l'Eglise gallicane elle-même ne semblait pas moins jalouse que le pouvoir civil de ses franchises nationales. Elle avait en majorité pris parti pour Louis XII contre Jules II. Au plus beau moment de la ferveur catholique, pendant la Ligue, l'assemblée du clergé réunie en 1586 parle de supprimer une bulle du Pape, parce que l'intervention du nonce allait contre les privilèges de l'Eglise gallicane (1) ; aux États de 1588, le clergé reprochera au tiers d'accepter sans condition la publication du concile de Trente. Et en 1599, le clergé d'Auxerre réclamera, avec l'abolition du Concordat, le rétablissement des élections et la diminution des taxes payées à la Cour de Rome (2).

Il était à craindre que, en donnant au roi de si grands droits sur l'Eglise, on ne préparât ainsi une Eglise particulière, détachée du Pape. Le roi tendait à devenir le chef d'une Eglise nationale, plus maître de cette Eglise que le Pape, et les libertés de l'Eglise gallicane, si elles constituaient des libertés à l'égard

1. Lettres du nonce à Sixte-Quint, 3 et 4 mars 1586, citées par l'Epinois, *La Ligue et les Papes*, p. 41, notes 1 et 2.

2. Baudrillart, p. 148.

du Pape, étaient de véritables servitudes à l'égard du Roi (1).

En admettant cette doctrine que les Rois ne relèvent que de Dieu dans le gouvernement des choses de ce monde, on libérait complètement la puissance séculière de l'autorité morale et spirituelle de l'Église. Du gallicanisme au protestantisme, il n'y avait que peu de distance à franchir.

Mais l'Église de France ne voulait pas se passer de la papauté. Les reproches se voilaient de respect. « Pour chose qu'ils dient, déclarent les chanoines de Tours dans leur appel de 1492, ils n'entendent point venir contre l'auctorité de Nostre Saint Père le Pape ne contre ses droitz et prérogatives ;... mais en ce, le voudraient défendre, favoriser et supporter. » Et dix ans plus tard, les universitaires ne parlent pas autrement. « Ilz ont été tousiours et veulent demourer vraz enfans, subjects et obéissans de l'Église romaine (et) n'entendent aucunement... diminuer l'onneur et auctorité du Pape (2). »

Coquille avait ces sentiments de vénération et de respect pour l'autorité pontificale. Bien loin de lui l'idée de souscrire aux erreurs des hérétiques. Dans tous ses écrits il proteste de la sincérité de sa foi. Il proclame qu'il faut exterminer les hérésies, il appelle orgueilleux et hautains Luther et ses sectateurs et il

1. Chénon, *op. cit.*, p. 141.

2. Imbart la Tour, *op. cit.*, t. II, p. 177.

reconnait qu'on doit étouffer leur doctrine (1). Enfin comme le dit l'éditeur de ses *Œuvres* dans sa Préface, il n'était pas seulement ennemi des hérétiques mais ami de ceux qui faisaient profession de les combattre. Dans l'*Histoire du Nivernais*, il fait l'éloge des Jésuites et vante leurs vertus chrétiennes. C'est à eux qu'il confia son *Traité des Libertés de l'Église de France* et « ils ne l'ont pas supprimé, comme ils pouvaient le faire s'ils eussent été persuadés que la doctrine qui y est contenue eût été entachée d'erreur et d'hérésie. »

Très attaché à l'Église de son pays, il reste inséparablement lié au principe de l'unité romaine. Passionné pour sa patrie, il ne sépare pas l'amour de la France de celui de la religion.

1. « Que les maux de la France venaient faute de réformation », et au commencement du *Dialogue sur les causes et misères de la France*.

CHAPITRE IV

Guy Coquille et le Droit Coutumier.

I

L'Institution au droit des Français

Guy Coquille est plus connu par les ouvrages qu'il composa sur le droit séculier que par ses études sur le droit ecclésiastique. Et les historiens du droit n'hésitent pas à le citer comme un de nos plus grands jurisconsultes.

Ses œuvres ont toutes trait au droit coutumier.

La rédaction, ordonnée par Charles VII et ses successeurs, n'avait pas réussi à rendre ce droit parfait. Elle serait restée insuffisante, si des jurisconsultes ne s'étaient appliqués à le perfectionner et à en développer le sens. Des commentaires furent publiés sur les diverses coutumes rédigées, et Coquille fit alors le célèbre commentaire de la *Coutume de Nivernais*.

Mais le savant auteur comprit qu'il avait une tâche plus grande à remplir.

La trop grande multiplicité des coutumes était une source d'embarras. Il voulut essayer de tracer des règles communes, générales et uniformes. Préoccupé de cette unité législative, il contribua à préparer la rédaction d'un code unique, en publiant *les Questions, Réponses et méditations sur les coutumes de France et l'Institution au droit des François*.

M. Esmein, en parlant de *l'Institution au droit des François* (1), dit que c'est un « admirable petit livre où est résumé, dans ses principaux titres, tout le droit coutumier de l'ancienne France ».

Auparavant, l'éditeur de 1703 avait déclaré que c'est « un œuvre royal », comparable aux instituts de Justinien. Comme lui, nous pouvons dire que c'est « un abrégé de tout le droit du Royaume de France » et qu'il est d'autant plus nécessaire de le connaître que « qui le connaît bien et le possède est raisonnablement instruit de tout le droit de notre monarchie comme celui qui sait les Institutes de Justinien a beaucoup de lumière dans la science du Droit civil romain. »

Les premiers chapitres sont consacrés à ce qu'on pourrait appeler les « lois fondamentales » du royaume.

C'est d'abord l'éloge de la Monarchie, « le gouvernement le plus assuré tant par l'expérience du passé que par la comparaison et exemple des corps supé-

1. *Œuvres*, t. II, p. 1 à 123

rieurs entre lesquels est le soleil commandant à tous les autres et logé au milieu d'eux (1). » Cette Monarchie « a toujours été gouvernée par homme » et elle est héréditaire, ce qui fait sa force. Une monarchie élective donnerait lieu à des guerres civiles », à « menées et brigues » entre les divers candidats, et ce seraient « les plus fins, les plus forts, les plus riches et puissants » qui auraient « la faveur par-dessus les plus généreux et plus gens de bien ».

Coquille était donc profondément royaliste. Il l'était comme l'était alors le peuple de France. Comme l'a dit un remarquable historien (2), « la vigueur de la patrie était réputée inséparable de la force du pouvoir royal, les malheurs de l'une avaient semblé découler de l'abaissement de l'autre, et si durant sa splendeur, ce pouvoir a tout envahi ; durant son éclipse, il avait laissé un vide que rien ne parvenait à combler. » Les étrangers eux-mêmes observaient cette puissance fondée sur un respect et un amour qui allaient jusqu'à l'adoration. Parmi les contemporains, Bodin consacrait sa *République* à établir l'excellence de la Monarchie, à démontrer qu'entre le souverain et le peuple, il y avait « un incomparable échange de dévouement et d'amour ». La France avait besoin du Roi. C'est cette foi qui inspira l'arrêt du Parlement et cette page admirable de la *Satyre Mé-*

1. P. 1.

2. Vicomte de Meaux, *op. cit.*, p. 234 et s.

nippée où d'Aubray proclamait son amour pour son Roi.

Cette Monarchie est soumise à des lois, mais pour la plupart elles ne sont pas écrites « parce que les anciens François, grands guerriers et bons politiques s'adonnaient plus à faire et bien faire qu'à dire ni écrire (1). »

Cependant certaines sont inscrites dans les constitutions anciennes des rois de France et dans les livres coutumiers des provinces.

Quelles sont donc ces lois ?

Guy Coquille en donne cette énumération :

« Le Roi... n'a point de compagnon en Sa Majesté Royale (2). » Mais son pouvoir n'est pas absolu. « Il a des conseillers, les uns nés, les autres faits, sans l'assistance desquels il ne doit rien faire puisqu'en sa personne, il reconnaît toutes les infirmités des autres hommes. » Les conseillers nés sont les princes de son sang et les pairs de France... les conseillers faits sont les officiers généraux de la Couronne, les Parlements et les États Généraux.

Quels sont les pouvoirs du Roi ? C'est d'abord de « faire lois et ordonnances générales pour la police universelle de son Royaume » vérifiées et publiées au Parlement. Quand il s'agit d'ordonner « lois per-

. P. 1.

2. P. 1.

pétuelles, importantes à l'Etat du Royaume », un autre facteur intervient : ce sont les États. Ces lois sont « stables et permanentes » et ne peuvent être changées qu'en « pareille cérémonie » (1).

Le Roi rend la justice : « Auquel effet sont établies les Cours souveraines, même les Parlements.

Ceux-ci étaient souverains pour toutes causes, mais les Rois ont peu à peu attribué la connaissance de certaines causes à des Cours spéciales, Cours des aides, des comptes, grand Conseil, etc.

Le Roi « indit et commande la guerre » (2) et c'est un crime de prendre les armes et de s'assembler sans sa permission.

« L'autre droit royal est le domaine de la Couronne » aliénable en deux cas seulement : l'un pour l'apanage des enfants de France, l'autre pour les nécessités urgentes des guerres.

Au Roi appartient le droit d'investiture des évêques qui « prêtaient serment de fidélité (3) » dont la conséquence est que « quand un évêché vient à vaquer de fait ou de droit, le Roy prend en sa main et gagne tous les fruits et revenus de l'évêché, hormis les fruits purement spirituels » : c'est ce qu'on appelle la Régale dont le seul Parlement de Paris connaît et

1. P. 2.

2. P. 3.

3. P. 4.

juge. Depuis le Concordat, le roi a aussi obtenu le droit de nommer aux Prélatures électives.

Le roi est protecteur et conservateur des Églises de son Royaume, pour maintenir l'Église en ses droits et anciennes libertés.

« Fayre monnaye d'or et d'argent... est aussi droit de Royauté (1). » Autrefois certains seigneurs pouvaient battre monnaie, mais maintenant seul le roi en a le pouvoir.

« L'autre droit royal est que le Roy est juge en la cause qu'il a contre son sujet; ce qui est contre la règle commune. »

De même, est contraire au droit commun le droit qu'il a d'octroyer grâces et dispenses, d'amortir au profit des Églises, et de permettre au roturier de tenir fiefs nobles.

« Les juges royaux seuls, privativement à tous autres juges, connaissent des matières possessoires bénéficiales et possessoires décimales (2). »

Ils connaissent aussi par délégation des causes des personnes privilégiées.

Au Roi seul appartient encore de lever « deniers et espèces sur ses sujets ». Autrefois le Roy assemblait les États et demandait le consentement du peuple et « les dits subsides n'étaient ordinaires comme ils sont

1. P. 5.

2. P. 7.

de présent » ; « mais le peuple de France qui toujours a été bien obéissant, a facilement enduré la continuation, et les rois se sont avancés à mettre et à croître tous ces subsides selon qu'il leur a plu, et jusques à ce que le peuple accablé n'a plus moyen de fournir (1). »

Au Roi enfin appartient de mettre ès monastères un soldat invalide « pour être nourri comme religieux laïc ».

Après cet exposé des pouvoirs du Roi, Coquille parle des Pairs de France et de leurs fonctions : assister au sacre du Roi, recevoir son serment, lui promettre obéissance au nom du pays, l'assister et le conseiller quand il tient ses États Généraux ou quand il sied en Parlement tenant son lit de justice (2).

Après quelques explications sur les duchés et les comtés, héréditaires et patrimoniaux, et les droits de fisc et de justice dont jouissent les ducs et comtes, l'auteur développe les principes du droit privé.

Le premier chapitre concerne *les droits de justice en commun*.

Il y a trois sortes de seigneurs justiciers, n'ayant dignité de duché, comté, baronnie et châtellenie ; les hauts justiciers, les moyens justiciers, et les bas justiciers.

« A la haute justice appartient la connaissance,

1. P. 8.

2. P. 8.

jugement et punition des crimes, sujets à perte de vie naturelle, à perte de vie civile, comme est le bannissement perpétuel, ou condamnation aux œuvres publiques à toujours, le bannissement à temps, peine de mutilation de membres, ou affliction corporelle, ou peine exemplaire ou publique comme de foueter, essoriller, exposer à l'écheile, au pilory, au carcan en public, marque du corps par fer chaud, amende honorable qualifiée et publique (1). » A eux aussi appartiennent les biens vacants et sans maître.

Eux seuls enfin donnent assurément, ce qui a lieu « quand aucun doute d'être offensé par autrui ; après qu'il a juré le doute, le juge contraint celui duquel on se doute, de permettre toute sûreté à celui qui se doute (2). »

« La moyenne et la basse justice n'ont pas les règles certaines et communes comme à la haute justice hormis que presque toutes les coutumes attribuent au moyen justicier le droit de bailler et confirmer tuteurs et curateurs ; faire main-mises et saisies, sceller huis et coffres ; faire inventaires, faire subhastations, criées et adjudications par décret, faire émancipation (3). » Quelques coutumes attribuent au moyen justicier la connaissance de toutes causes civiles dont l'amende n'excède soixante sols. Quant aux causes

1. P. 10.

2. P. 13.

3. P. 15.

criminelles, certaines coutumes attribuent au moyen justicier la connaissance des crimes, autres que capitaux et qui ne sont commis par « insidiation ».

De même, les coutumes varient au fait de la basse justice. Presque toutes cependant « octroyent aux moyens et bas justiciers de prendre les délinquants même en flagrant délit et l'en reserrer », non pour les juger, si le crime excède leur pouvoir, mais pour les remettre aux mains de hauts justiciers dans les vingt-quatre heures.

Le chapitre II parle des *fiefs*.

Leur « institution » provient de ce que « plusieurs droits royaux ont été octroyés aux seigneurs inférieurs ; non pas pour les exercer en souveraineté de leur propre droit ; mais utilement pour en recevoir le profit... ces droits royaux étant octroyés aux seigneurs héréditairement, les dits seigneurs commencèrent à mouvoir et faire guerre les uns aux autres pour la conservation de leurs droits, et à cet effet baillèrent des seigneuries ou domaines en fiefs, ou bien à prix d'argent, ou par autre composition... pour être servis par leurs vassaux en leurs guerres (1). »

De ce contrat entre les vassaux et les suzerains, résultent pour le vassal diverses obligations. Il doit prêter le serment de fidélité, « si exactement personnel qu'il doit être renouvelé à chacune mutation de

1. P. 16.

personne ». Le défaut de foi et d'hommage entraîne pour lui la perte du fief. Voici, d'après Coquille, comment a lieu ce serment. Le vassal « nue tête » met « un genouil en terre », ôte « son épée et ses éperons », et en cet état déclare et reconnaît qu'à cause de tel fief, il est vassal dudit seigneur, lui en fait hommage, jure et promet lui être fidèle, « et d'accomplir tout ce à quoi la nature de son fief est tenu » (1). Quand il n'y a pas de profit de bourse pour le seigneur, le vassal n'offre que « la bouche et les mains » ; alors le seigneur l'honore du baiser en signe d'amitié et prend ses mains entre les siennes.

Il y a trois cas de saisie : faute de foi et hommage, droits et devoirs non payés, dénombrement non baillé dans les quarante jours après la foi et hommage.

Autrefois, tout le monde ne pouvait être vassal, et le roturier ne pouvait prêter serment de fidélité, parce qu'il ne pouvait tenir fiefs (2).

Mais maintenant le Roi et le Roi seul peut permettre aux roturiers de tenir fiefs, en leur faisant

1. P. 17.

2. L'origine des fiefs, d'après Coquille, bien mal inspiré sur ce point, vient de la coutume des empereurs romains de distribuer les terres des vaincus à leurs vieux soldats, qui les transmettaient à leurs héritiers, à la condition qu'ils fussent gens de guerre. D'où l'usage en France que nul roturier ne peut tenir fiefs ! (Coquille. *Hist. du Nivernais*, chap. des Comtes et Ducs de Nevers.)

payer un droit de finance appelé francs-fiefs et nouveaux acquêts. Un arrêt de 1260 a cependant déclaré que le vassal chevalier n'est tenu de faire hommage au seigneur féodal roturier, qui avait acquis le fief dominant.

De même autrefois, les fiefs ne pouvaient être tenus que par « les mâles qui peuvent faire service de guerre ».

Coquille parle ensuite des droits que touchent les seigneurs en cas de vente du fief ; droit de quint (1) et requint ; en cas d'aliénation à titre gratuit : droit de relief ou rachat (2).

Plusieurs droits sont attachés à la possession d'un fief. Ainsi en est-il du *droit d'ainesse*. Certaines coutumes ne l'admettent qu'entre nobles. C'est ce qui a lieu en Nivernais et la coutume ajoute cette condition « si la chevance du défunt vaut 100 livres de revenu » (3). En général, appartient à l'aîné, en préci-

1. « Afin de se rédimer du droit de commise qui était quand le vassal vendait sans congé du seigneur et sans l'en faire, le premier refusant. » (Coquille, *Institution*, p. 22.)

2. *Rachat* « dépend de la très ancienne usance des fiefs selon laquelle les fiefs en plusieurs cas retournaient au seigneur féodal ; comme si le vassal mourait sans enfant, ou s'il aliénait sans congé » du seigneur féodal. Et pour racheter cette réversion, fut accordé aux seigneurs le revenu d'un an... en aucuns lieux on l'appelle *droit de relief* comme si de nouveau on reprenait le fief, et qu'on relevât le fief étant tombé en caducité par la réversion (Coquille, *Institution*, p. 24).

3. P. 27.

put et hors part, « le châtel ou manoir principal avec tout ce qui est clos de murailles et fossés, compris lesdits fossés. Et outre lui appartient le vol du chapon qu'aucunes coutumes disent être un arpens de terre, les autres une seitérée, les autres 40 toises...

« En outre, l'ainé par plusieurs coutumes doit avoir le nom, le cri et les armes pleines de la maison... La coutume de Nivernais ajoute au préciput de l'ainé le meilleur fief mouvant de la seigneurie et le meilleur homme de condition servile. »

Le droit d'aînesse n'a pas été établi sans motif. « Les principales raisons du grand avantage des aînés sont à l'égard des nobles pour la conservation de la dignité des maisons, car la noblesse est bien souvent abaissée par pauvreté, et quand il faut partir également, la part de chacun est bien petite. Les puînés qui n'ont point d'attendue aux grands biens de leurs maisons pourchassent de s'avancer aux armes ou autrement, et souvent advient qu'ils deviennent plus valeureux et leurs maisons durent davantage (1). »

Quand il n'y a que filles venant à la succession, le droit d'aînesse n'existe pas ; toutes succèdent également, « la masculinité est spécialement et directement considérée au droit d'aînesse, à cause du nom et des armes ce qui défaut ès filles ».

De même en succession collatérale, ce droit n'existe pas.

1. P. 28.

En cas de félonie (1), ont lieu la commise et la réversion de fief. Parce que la première concession du fief est considérée comme une donation et la donation est révoquée par l'ingratitude du donataire. Mais de même que le vassal doit service, honneur, fidélité à son seigneur, celui-ci a des devoirs d'amitié et de protection envers son vassal. S'il lui fait injure, il perd l'hommage du fief qui est dévolu (2) au seigneur supérieur.

La commise a lieu aussi en cas de faux aveu ou désaveu (3).

Le chapitre III est intitulé : *Des Cens, bordelages, et autres redevances qui emportent seigneurie directe.*

La différence capitale qui existe entre les fiefs et les censives, c'est que le fief donne naissance à des devoirs nobles, tandis que le cens consiste en prestation de deniers, grains et autres espèces estimables en denier, et ce devoir est roturier (4).

Quand l'héritage tenu à titre de cens est vendu,

1. *Félonie*, « quand le vassal par mal talent met la main à son seigneur... ou machine la mort et destruction de son seigneur, ou pourchasse son déshonneur, ou expulse son seigneur de son fief... ou abandonne son seigneur au combat... ou forfait à la femme ou fille de son seigneur. » (Coquille. *Institution*, p. 31.)

2. *Faux aveu*, « quand à son écient il avoue autre seigneur féodal », p. 31.

3. *Désaveu*, « quand le vassal nie tenir son fief de tel seigneur », p. 31.

4. P. 33.

l'acheteur doit au seigneur censier « lods et ventes ».

Est-ce au seigneur à prouver son titre sur tel héritage, ou au contraire l'héritage est-il présumé relever du seigneur au territoire duquel il se trouve ? La réponse diffère suivant les coutumes.

En Nivernais « tous héritages sont présumés allodiaux » (1). Quant à l'Église, selon les anciens décrets, elle ne doit avoir que « son principal manoir et tènement qui soit exempt des charges foncières » et « le reste est sujet aux charges foncières envers les seigneurs temporels ». Coquille se montre partisan de la maxime : *nulle terre sans seigneur*, « selon mon avis, si la coutume n'y résiste, la présomption doit être pour le seigneur par cette raison que chacun doit service au public, ou de sa personne, comme font les nobles, à cause de leurs fiefs, ou de sa bourse comme les roturiers ; car les tailles et autres subsides ne sont ordinaires, ni fort anciennes. Et selon cette grande ancienneté, quand les tailles n'étaient point, les Cens et autres redevances foncières étaient payées au Roi, ou à ceux qui tiennent en fief du Roi qui doivent service personnel au Roi, à cause de leurs Fiefs, qui était l'aide que chacun faisait au Roi pour supporter l'entretienement de son État (2). »

Coquille cite ensuite une redevance particulière au Nivernais, le bordelage.

1. P. 38.

2. P. 38.

Dans le chapitre IV, il parle des francs-alleux.

Dans le chapitre V, il traite du *droit d'amortissement* spécial aux gens de mainmorte et de certains *droits seigneuriaux*, tels que le droit de moulins, fours et pressoirs banaux, de la nécessité de demander l'autorisation du seigneur pour édifier un colombier « parce que les pigeons peuvent manger le grain quand il est nouvellement semé, ou quand il est en épy avec la maturité » (1). Le seigneur haut justicier a aussi le droit de « dilater » l'eau de son étang sur les héritages d'autrui, à la charge de payer une indemnité au propriétaire. « Celui qui chasse en garenne d'autrui... ou pêche en étang est puni de furt. »

Après quelques mots sur les dîmes qui « ne sont dues à l'Église sinon en la forme que d'ancienneté on a accoutumé », l'auteur nous expose le droit des seigneurs justiciers de tailler leurs sujets en quatre cas (2).

Les seigneurs ont aussi droit de guet, de ban à vin (3), de péage, et de barrage.

Le titre du chapitre VI est : *Des servitudes per-*

1. P. 43.

2. « Quand le seigneur va outre mer visiter la Terre-Sainte, quand il est prisonnier de guerre, quand il marie sa fille, quand il est fait chevalier (ou son fils aîné) », p. 44. Il est bon de faire observer qu'à l'époque de Guy Coquille, trois de ces cas sont tombés en désuétude; il ne reste plus que le mariage de la fille.

3. D'après lequel en certaines saisons « nul en dedans le territoire de certains seigneurs ne peut vendre vin ».

sonnelles et mainmortes (1). Le serf ne peut être comparé à l'esclave que les Romains traitaient comme « animaux brutes ». En Nivernais « nul n'est serf sinon par naissance ».

Le seigneur peut tailler ses serfs, et comme « ils font portion du fonds », ils peuvent être poursuivis pour leur taille en quelque lieu qu'ils aillent demeurer. Car ils « portent avec eux leur servitude attachée à leurs os, qui ne peut tomber pour secouer » (2).

Ils sont mainmortables, et, s'ils décèdent sans hoirs communs, tous leurs biens appartiennent à leur seigneur.

Le chapitre VII est consacré aux servitudes réelles, de vue, de passage, de champart, de vaine pâture, etc.

Il est parlé des « *bois et usages* » dans le chapitre VIII : « La coutume du Nivernais met trois sortes de bois, et cette distinction est presque générale en France, les uns sont bois de garenne, les autres gros bois, ou de haute futaye ; les autres bois taillis. » Le commun droit d'usage est de prendre bois mort et mort-bois (3) tant pour chauffer que pour autres nécessités, comme pour boucher ses héritages.

Au chapitre suivant (IX), Coquille parle des *com-*

1. P. 45.

2. P. 46.

3. « Mort-bois est bois vif non portant fruit. Bois mort est bois abattu et chu ou qui est sec debout, qui ne peut servir qu'à brûler », p. 57.

munautés et sociétés. « Selon la coutume de Nivernais, communauté n'est acquise tacitement par demeurence qu'aucunes personnes font ensemble, s'il n'y a convenance expresse (1). » D'autres coutumes sont plus favorables à la formation des communautés. Suivant elles, les communautés existent « quand aucunes personnes majeures de 25 ans usant de leurs droits vivent ensemble, à commun pot, sel et dépense, faisant communication de leurs gains et profits par an et jour » (2), à moins toutefois que « ce fût par familiarité, ou amitié ou si c'étaient parens, serviteurs et autres personnes nourries par affection au service. »

Mais il faut observer qu'il n'est parlé dans la *Coutume de Nivernais* que de demeurence ensemble et non communication de gains et profits. Cette communication est le plus fort argument de communauté et société, car on considère qu'elle est dissoute quand les associés commencent à faire chacun leurs affaires.

Que comprend la communauté? suivant la coutume de Nivernais, elle comprend « les meubles faits auparavant et durant icelle et les conquêts faits durant icelle ». Les immeubles qui échéent par succession à l'un des communs parsonniers, sont communs à tous les autres, mais les immeubles lui restent en propre.

Le chef de la communauté la représente, sans qu'il

1. P. 58.

2. P. 58.

soit besoin d'une procuration de ses communs et il peut agir « et être convenu en action personnelle et possessoires pour le fait de la communauté » (1).

Le droit des gens mariés est traité au chapitre suivant (X). Il y est dit que, « après les paroles de présent et solennisation du mariage en face de l'Eglise », la femme mariée ne dépend plus de son père, mais de son mari. Elle ne peut contracter et ester en jugement sans son autorité, sauf en trois cas : « si elle est appelée en jugement pour injures ou autre délit, si elle est marchande publique au sçu et avec la permission de son mari, si elle est séparée de biens (2). »

Le douaire assure contre de tristes éventualités la subsistance de la femme et des enfants issus du mariage ; « les coutumes de France ont attribué aux femmes veuves le douaire qui est la jouissance, leur vie durant, après le décès de leurs maris, de la moitié ou du tiers ou autre portion des immeubles de leurs maris comme pour conserver la mémoire de la dignité et honneur de leurs dits maris (3). »

En parlant des *donations*, Coquille rappelle la règle que donner et retenir ne vaut : « Ce qui précède, dit-il, comme il est vraisemblable du naturel des vrais François qui est de faire franchement et à cœur ouvert, sans retenir à couvert. »

1. P. 59.

2. P. 61.

3. P. 72.

Et voici un passage qui mérite d'être cité en entier. C'est au sujet de la défense faite par certaines coutumes aux parents d'avantager un de leurs enfants sous prétexte d'éviter les mécontentements et les discordes. « C'est une grande servitude et misère aux pères et mères de n'avoir pas la liberté de leurs biens, et n'avoir moyen de récompenser les services et officiosités de leurs enfants et de tenir en sujection et crainte de ceux qui ne sont pas obséquieux. Avoir la liberté de disposer de ses biens envers un étranger et ne l'avoir pas envers ses enfants qui doivent toute subjection et obéissance » (1), naturellement il ne faut pas toucher à la portion légitime des autres enfants.

Le chapitre suivant (XI) parle de l'Estat des Personnes, des droits des enfants mariés âgés de moins de 25 ans, de la qualité que donne la naissance de l'enfant : « l'enfant procréé en mariage de père noble est noble, jaçoit que la mère soit roturière » ou le mariage : « la femme roturière femme du noble ou veuve est noble » « la femme noble mariée à roturier est roturière durant le mariage » (2).

Un droit propre au droit coutumier est le droit de *retrait lignager*. La conservation des biens dans la famille est une sorte de religion parmi ses membres. On garde la maison paternelle tant qu'on peut, et

1. P. 83.

2. P. 86.

les retraits lignagers appartiennent à cet ordre de sentiments en prévenant le démembrement ou la distraction des patrimoines.

« Le droit de retrait lignager est propre des François, qui ont eu recommandation de conserver en la famille et lignage les biens immeubles; et ce qui plus y a aidé est que les nobles et autres qui ont quelques seigneuries, sont soigneux d'être appellez du nom de leurs seigneuries et les enfans descendus des fils de France, par ancienne observation prennent le surnom du principal appanage qui leur est donné, et ne retiennent le nom du lignage. Comme Anjou, Bourgogne, Orléans, Valois (1). »

Donc « si aucun a vendu hors la ligne l'héritage, qui lui est propre et veuve par lignage, le parent de

1. P. 89. Dupin cite dans la *Coutume de Nivernais*, page 373, une note que le roi Louis-Philippe lui avait adressée à ce sujet : « Jusqu'aux Croisades il n'y eut ni noms de famille, ni armoiries. De là vient l'usage que les fils et filles de Rois de France prenaient le nom de France, et que les descendants de chacun des fils de France transmettaient à leurs descendants, c'est-à-dire à la branche dont ils étaient la souche, le nom du premier fief dont ils étaient investis et qu'ils portaient comme titre et qui devenait nom de famille pour toute la branche... De là l'embarras de la Convention nationale voulant désigner Louis XVI par son nom de famille, tandis qu'il n'en avait pas. De là les noms ridicules de Capet et Égalité pour éviter les titres féodaux... Capet, surnom donné à Hugues Capet en raison de la grosseur de sa tête, n'était pas un nom de famille puisqu'il n'y en avait pas alors, puisqu'il n'y en eut que 150 ou 200 ans après l'accession de sa famille au trône de France. »

la ligne du vendeur et de la chose vendue pourra retirer pour le même prix, qu'il a été vendu (plus les loyaux coûts du contrat) (1). » Ce droit est limité par certaines coutumes; celle du Nivernais par exemple le limite au sixième degré.

Le retrait lignager est préféré au retrait féodal ou censuel du seigneur féodal ou censier, il ne peut être cédé à un étranger et ne s'applique pas à l'échange, ni à des donations faites en récompense de services signalés.

Enfin il ne s'applique pas à des gens de condition servile ou en bordelage.

A la différence du droit romain, dans le droit coutumier, ce n'est pas l'homme, mais Dieu qui fait l'héritier. On y tient pour maxime que institution d'héritier n'a lieu, mais avec une énergie de style particulière: « Selon la coutume générale de France, le mort saisit le vif; qui est à dire que l'héritier par voye d'intestat est saisi de l'hérédité du défunt, ores qu'il n'ait appréhendé de fait (2). »

L'ordre naturel des *successions* ressemble à celui que le Code civil a admis, mais le principe d'égalité entre les enfants n'est pas toujours observé. « Par anciennes coutumes, les filles qui sont mariées par père et mère ou l'un d'eux et dotées », même si elles

1. P. 89.

2. P. 100.

n'ont « qu'un chappel de roses » comme dans la coutume de Troyes, « ne viennent à succession des dits père et mère qui ont doté ou de l'un d'eux, tant qu'il y aura hoir mâle ou hoir descendant de mâle, soit mâle, soit femelle (1). » Une autre exception concerne les moines et religieux profès qui ne succèdent à leurs parents, ni le monastère pour eux. « Les biens de ceux qui font profession de religion appartiennent à l'instant de leur profession à leurs plus proches habiles à succéder comme si lors, ils mouraient par mort naturelle (2). »

Les chapitres suivants parlent des prescriptions, des contrats, des exécutions de biens, de bâtards et aubains, de la saisine. Le dernier est intitulé des châtels de bestes, matière importante en Nivernais où « le principal ménage des champs est en nourriture de bétail » (3).

Il eût été intéressant de rechercher l'influence qu'un traité aussi parfait que l'*Institution au droit des François* a pu exercer sur les juristes qui ont suivi Guy Coquille mais je n'ai voulu dans cette modeste étude que faire connaître au point de vue du droit public les écrits de ce grand jurisconsulte et me borner à tracer une analyse sommaire de l'*Institu-*

1. P. 100.

2. P. 104.

3. P. 123.

tion au droit des François et des questions et réponses sur les coutumes de France.

II

*Les « Questions, réponses et méditations
sur les articles des coutumes »*

On ne sait pas à quelle époque furent écrites les « Questions, réponses et méditations sur les articles des coutumes » (1). Cet ouvrage très intéressant concerne surtout la coutume de Nivernais, mais il explique d'autres coutumes de la façon la plus judicieuse et par là Coquille mérite l'éloge de l'historien de Thou qui le loue d'avoir excellé dans la connaissance du droit coutumier, et d'avoir éclairé le droit tout entier en paraissant n'avoir expliqué que le droit de sa province. « Jus consuetudinarium cujus cognitione præcipue excellebat dum jus municipale proprium interpretatur maxime illustravit. » (De Thou, *Hist. Lib. CXXIX*, ad. an. 1603.)

Guy Coquille, on le sait, avait une estime toute particulière pour le droit coutumier français. Il le considérait comme le droit civil propre à chaque province et il en donne la raison en tête des « Questions et réponses ».

1. *Œuvres*, p. 125 et 336.

« Nos prédécesseurs français n'ont pas transféré aux Rois indistinctement et incommutablement tout pouvoir : dont nous apercevons aujourd'hui quelque ombre demeurée du reste... en ce que le peuple de chacune province a le droit d'établir loi sur soi : qui sont les Coutumes et droit non écrit. Car nos prédécesseurs plus adonnés à faire et bien faire qu'à écrire et dire, n'ont fait leur loi par écrit ; mais par long usage les ont admises et reçues pour régler toutes leurs actions. Le Roi Charles VII, voyant que la preuve à faire par turbes apportait beaucoup de perplexités, incommodités et frais, ordonna que par l'avis des États de chacune Province de son Royaume, les Coutumes fussent arrêtées et rédigées par écrit... ainsi les Commissaires ordonnez par le Roi, pour présider en ces assemblées d'État, les ont autorisées, en y inspirant la puissance de la loi. Mais en effet c'est le peuple qui fait la loi : qui est une marque de l'ancien établissement de cette République Française, mêlée de Démocratie, Aristocratie et Monarchie, car faire la loi est droit de souveraineté, qui n'est pas pour déroger à l'autorité et Majesté du Roi, auquel le peuple Français a toujours mieux obéi que nul autre nation du monde : mais le peuple obéit plus volontiers à la loi que lui-même a eu agréable.

« Puis chacune Province a ses mœurs et humeurs diverses ; et partout les lois convenables ne sont semblables aussi doivent elles être faites selon le goût

et sens de chacun peuple... Donc nos Coutumes sont notre vray droit civil (1). »

Il en conclut qu'à la différence de l'Italie où le droit romain est regardé comme le droit commun et les coutumes réputées simples statuts, en France le droit civil romain n'est pas notre droit commun, mais doit être allégué seulement « quand nos lois particulières nous défont » et cela malgré l'opinion de certains docteurs français « par la trop grande facilité qui est en plusieurs de nous d'admirer ce qui est étranger ».

Et c'est pourquoi à Paris la faculté et étude du droit civil romain n'a jamais été admise « qu'aucuns ont dit être en faveur de l'étude de théologie... mais la vraie raison est pour ne reconnaître en la ville capitale aucun respect de supériorité et autorité des loix comme loix (2). »

De même que le droit des Romains peut être invoqué et observé en cas d'insuffisance des coutumes « me semblerait être assez à propos que les coutumes nouvelles de Paris... fussent ainsi alléguées par nous

1. P. 125.

2. M. ESMEIN prétend au contraire que c'est le pape Honorius III qui défendit absolument d'enseigner le droit romain à l'Université de Paris, parce qu'il voyait en lui une concurrence redoutable à l'étude de la théologie.

(*Cours élémentaire d'histoire du droit français*. Larose, 1901, p. 338.)

Cfr sur la question : E. CHÉNON, *Le droit romain à la Curia regis*, dans les *Mélanges Fitting*, 1907 (tirage à part, p. 4 et suiv.).

pour la raison ès cas esquels la coutume ne dispose... non pas pour recommander que la dite ville de Paris ni le peuple d'icelle ait aucune supériorité sur nous... mais parce qu'en la ville de Paris est le Parlement et y sont gens doctes de grand sens et expérience en grand nombre (1). »

En France, il y a des lois générales qui sont contenues dans chaque coutume comme celle du mort saisit le vif, du retrait lignager, du droit des seigneurs justiciers sur les épaves, etc. D'autres ont leur source dans les constitutions et édits des Rois, et beaucoup ne sont pas complètes. « Pourquoi serait grand profit aux jeunes hommes, qui sont employez au fait de judicature, s'il plaisait au Roi leur mander et bailler autorité à aucuns scavans personnages, de bon âge et de grande expérience acquise ès Cours de Parlement gens de bien et craignant Dieu pour recueillir et mettre en ordre les loix de vos Rois qui sont en usage, et autres lois qui de tous temps sont observées par tout ce Royaume qui peuvent être dites *jus non scriptum* (2). »

Quant aux lois romaines auxquelles on a recours en cas d'insuffisance ou d'obscurité, il faut observer surtout celles qui ont été faites avant la translation de l'Empire à Constantinople, et il ne faut pas trop

1. P. 126.

2. P. 127.

en abuser, car « la subtilité et acuité d'esprit qui s'est trouvée ès docteurs italiens.., a fait un amas si excessif comme une mer Océane, qu'il se peut dire que trois vies ne suffirent pas pour se rendre résolu ès questions qu'ils ont agitées. Et nous bienheureux en nos lois courtes et substantieuses de nos coutumes qui ne sont sujettes à tant d'anxiétés et d'incertitudes (1). »

Dans l'*avis pour la forme d'enseigner le droit ès Universités qui sont en France*, il fait entendre de sages observations : « La bonne institution de la jeunesse, et la direction d'icelle fait partie du règlement d'une République... en quoi est grandement à plaindre le long, bigarré et mal ordonné étude qu'ils sont contraints de faire, quand après avoir employé bonne partie de leurs temps ès Universitez des loix et quand il leur semble être bien scavans docteurs, ils se trouvent tous apprentifs et novices, non seulement en la pratique judiciaire, mais aussi en l'intelligence des loix de notre France... Pourquoi je désirerais qu'ès Universitez esquelles on lit le droit civil des Romains et le droit canonique, fussent préposés docteurs, personnages scavans tant esdits droits qu'en notre droit français (2). » Mais pour attirer les savants docteurs, il faudrait augmenter les gages.

1. P. 128.

2. P. 128.

Cela se pourrait faire en y appliquant une partie du revenu de quelques abbayes, « j'entends le revenu qui resterait après les moines nourris et entretenus, aumônes ordinaires faites et réparation de bâtiments. »

Coquille est partisan très convaincu du principe de *l'hérédité*. C'est ce principe qui a rendu la Monarchie française si forte, c'est lui aussi qui, appliqué aux grandeurs et au droit d'exercer justice, a concouru à rendre la lignée de Hugues Capet aussi prospère, « aucuns ont estimé que c'était chose pernicieuse en une Monarchie qu'il y eut si grand nombre de grands seigneurs... mais tant que les Rois ont été bons Rois, bons justiciers et amateurs du peuple, ces grandeurs leur ont servi d'aide pour dompter les méchants et vaincre leurs ennemis. Et au contraire quand les dites grandeurs ont été supprimées, les Rois ont pris plaisir d'élever aucun de bas lieux aux grands États... mais comme il n'arrive pas toujours que ceux qui s'insinuent aux bonnes grâces des Rois soient les plus vertueux, ni qu'ils y parviennent pour actes généreux; aussi tels serviteurs ne font pas les services avec cœur héroïque parce qu'ils ne sont pas nés ni appris. Et au contraire le cœur généreux, l'âme haïssant tout ce qui est de vilté et lâcheté, l'amour de la noblesse et du peuple, est ordinairement et héréditairement es personnes de grands nés et élevez en grandeurs, qui outre leur bon sens naturel, sont stimulez par l'exemple de leurs

prédécesseurs et honnête crainte de mal faire et défigurer leur réputation, « *splendor natalium, non mediocre calcar ad virtutem* », dit Cicéron (1).

De même, les Rois de la famille de Hugues^e Capet ont su conserver leur autorité parce qu'ils se sont plus communiqués à leur peuple par assemblée des États sans lesquels les Rois ne peuvent lever aucun subside. Et « l'honneur, l'obéissance et l'amitié du peuple envers le roi étaient plus grands ».

Si les seigneurs se sont vu concéder certains droits héréditairement comme les péages, le droit de battre monnaie, de confisquer, de s'emparer des biens vacants, d'établir des juges et magistrats, etc., ils n'ont cependant que « l'utilité et commodité » ; car ces droits sont vrais droits royaux, et le souverain ne peut concéder « le droit en soi et de par soi ». Ces droits sont inaliénables et inséparables de la Couronne. Aussi ceux qui en perçoivent « les profits en font le fief au Roi de leurs personnes en l'arrière-ban qui est la prestation qui se fait au Roi pour reconnaissance de supériorité (2). » De même pour la justice ils reconnaissent la supériorité du Roi, car les Parlements et les juges royaux jugent par appel les causes traitées par les juges seigneuriaux. Cependant les gens du Roi ne doivent pas empiéter

1. P. 130.

2. P. 131.

sur les *droits des seigneurs*, ils doivent leur laisser l'exercice de ce droit.

Plus loin Coquille donne des explications sur les *épaves*. « Selon le droit des Romains, toutes choses qui n'avaient point de seigneur... appartiennent au premier qui les peut appréhender et occuper, pourvu que ce soient choses qui de leur nature et constitution puissent être en la propriété des particuliers... mais selon le droit des Français, telles choses appartiennent au seigneur haut justicier... après que les proclamations en ont été faites en public, si les propriétaires ne les viennent reconnaître (1). »

Coquille parle aussi de la *chartre* en prison perpétuelle que les Romains n'admettaient pas, parce que la prison n'était pas établie comme peine, mais pour empêcher les condamnés de s'évader.

Les constitutions des Papes ont au contraire permis la chartre perpétuelle « quand le délit est grandement atroce, comme en fausseté de respect apostolique ou hérésie... où se dit que tels condamnés doivent être substantés en la prison avec le pain de douleur et l'eau d'angoisse (2). »

Toutes les questions sur lesquelles Coquille a donné « réponses » ne peuvent paraître ici. Il suffit d'en signaler quelques-unes pour montrer l'utilité de l'ouvrage.

1. P. 132.

2. P. 141.

Voici par exemple ce qu'il dit du *champart* :
« Nos majeurs aimant le bien public et la police, parce qu'ils voyaient le peuple des villages plus adonné à la nourriture du bétail, selon le naturel du pays qu'au labourage, avec grande raison ont introduit la coutume par laquelle il est permis à chacun laboureur de labourer terre d'autrui non labourée sans le congé du propriétaire à la charge de païer le champart audit propriétaire (1). »

Sur la *Dîme* : « Nos prédécesseurs, bonnes gens craignant Dieu et aimant ses serviteurs et ministres de l'Église parce que lors ils faisaient leurs pleins devoirs envers leurs paroissiens, se sont rendus sujets à payer dîme du profit qui leur venait du labourage de leurs bœufs, parce que les anciens décrets disent que des dîmes sont dues de toutes négociations, profit et gain qu'aucun fait (2). » Toutes les terres sont soumises à cet impôt, même celles « réduites de nouvel à la culture qui de mémoire d'homme ni par apparence extérieur n'avaient jamais été labourées », et qui sont les rompeis et novalés.

Les observations de Coquille à propos des *servitudes réelles* sont si intéressantes qu'elles méritent d'être citées.

« L'exercice de notre volonté est sujette aux lois

1. P. 177.

2. P. 177.

civiles qui approuvent aucunes de nos actions et en réprouvent d'autres.

« La nécessité requiert qu'ainsi soit pour la conservation de la société des hommes. Car selon que nous sommes nais, autant de têtes autant d'opinions, et naturellement chacun de nous est adonné de prendre avis contraire à celui d'autrui... et pour faire qu'un corps mistique et politique compose de plusieurs personnes se trouve d'un accord et consens en tous ses membres, il est nécessaire qu'une et semblable loi commande aux volontés de tous pour les faire pareilles l'une à l'autre. Doncques cette liberté qui est à chacun de nous doit être enserrée et coarctée pour obéir au bien public... et il est raisonnable que nul ne fasse en sa maison et ès espaces à lui appartenans choses qui puissent nuire à son voisin, si tant est qu'autrement il s'en puisse passer ; car tous citoyens doivent vivre en union et amitié. » La coutume de Paris qui établit des règles pour que chacun ne puisse indistinctement ouvrir son mur pour avoir vue sur son voisin est donc raisonnable. Tandis que la coutume du Nivernais étant trop libérale « donne occasion d'animositez et fâcheries des voisins l'un contre l'autre » (1).

Plus loin Coquille revient sur l'idée qu'il a déjà exprimée *qu'il est expédient en une République*

1. P. 329.

que les Grandeurs soient héréditaires, même ès Monarchies. Et à ce propos il déclare que les Français sont une « nation généreuse » « obéissante à ses supérieurs, même à ses rois ». Cette obéissance n'est pas servilité, ni faiblesse de cœur, mais « produite de débonnaireté et mansuétude » et c'est le respect et l'amitié qui dictent son attachement à ses Rois. Aussi les Rois et grands seigneurs doivent-ils de leur côté « aimer et gracieusement traiter leur peuple et leurs sujets » sinon Dieu qui est « juste, patient et tardif en ses jugements et vengeances » exercera sa justice sur eux. Les grandeurs héréditaires ont donné les meilleurs résultats, car ceux qui sont nés « en maison grande » ont le cœur plus généreux, « sont soigneux par le seul mouvement à faire bon et loïal service à leurs Rois, et ne se souillent jamais de cette vilaine tache d'avarice, sont rigoureux aux méchants, rompent la tête aux rebelles, ont pitié des pauvres oppressez qui est cause qu'ils aiment le peuple (1). »

D'ailleurs *les grands seigneurs sont sujets de leurs sujets.* « Tous hommes, en ce qui est de nature et naissance, sont de pareille condition. Les enfants des Rois et autres grands naissent avec douleur de la mère, avec besoin d'aide d'autrui jusques à ce qu'ils soient grands et avec les autres incommoditez auxquelles les enfants des hommes sont sujets autant des

riches que des pauvres, desquels l'infirmité à cet égard est plus grande que tous autres animaux, dont les petits s'aident eux-mêmes incontinent. »

Ainsi tous les hommes ont besoin les uns des autres et il est nécessaire « qu'il y ait société et amitié » entre eux. La grandeur des Rois et des Grands dépend donc du respect et de l'aide que leurs sujets leur portent. Le Roi ou autre prince devra « caresser et récompenser ceux qu'il veut attirer et entretenir à son service (1). » Plus il est grand, plus il doit contenter de ses serviteurs ; et c'est pourquoi il est plus sujet que pas un de ses serviteurs dont le soin perpétuel est de plaire à son roi et de lui être agréable.

Si honnête et si droit, il n'est pas étonnant que Coquille en vienne à s'indigner de certains marchés auxquels donnait trop souvent lieu le *mariage*.

« Par la loi divine il se connaît que le premier et principal lien du mariage est l'amitié. » Le deuxième est « pour avoir lignée ». Ce qui exclut la vénalité et le commerce « car l'amitié prend sa source aux deux premières et principales fonctions qui sont en l'homme, à sçavoir l'intellect et la volonté : l'intellect juge et discerne quelle personne doit être aimée et désirée, et le juge par raison : parce qu'en la personne qu'on se propose d'aimer, on y connaît du bien, de la vertu et autres choses qui méritent d'être

1. P. 332.

aimées. Après que l'intellect a jugé cette personne digne d'être aimée, la volonté s'accommode à l'aimer et à désirer d'en jouir, à en avoir la fruition et s'étudie à tous honnêtes exercices pour être aimé de celui ou celle qu'il veut aimer. » Aussi les femmes qui ne cherchent en se mariant qu'à s'enrichir, doivent mériter le mépris de tous les honnêtes gens. Coquille n'hésite pas à dire qu'elles font un « maquignonnage » et les compare aux « meretrices » des Latins (1).

Quant à l'homme qui épouse « femme beaucoup plus riche ou de plus grand bien qu'il n'est », lui aussi mérite d'être blâmé. C'était chose courante à l'époque où Coquille écrivait et il le dit lui-même : « Cette proposition est vrai paradoxe en ce temps auquel la vertu et l'honneur sont en peu de compte. Car ce qu'on appelle aujourd'hui honneur en plusieurs endroits n'est que fumée. » Y a-t-il cependant chose plus importante à l'homme que son mariage « soit pour se perpétuer et rendre immortel en ce monde par subrogation de ses enfants, qui sont un autre lui-même, soit pour son contentement durant sa vie, afin qu'ayant une aide semblable à lui, il puisse en cette société se réjouir du bien qu'il lui avient, et être consolé et secouru en l'affliction qui lui peut échouer..... » Mais si les fortunes sont par

1. P. 333.

trop dissemblables, il est à craindre que l'affection sans laquelle deux époux ne peuvent être heureux disparaisse, car la femme estimera être mal mariée, et le mari, « si ce n'est un cœur de laine », ne pourra aimer celle qui le méprise (1).

C'est le dernier chapitre des *Questions et réponses sur les articles des Coutumes*. Les idées si sages qu'il contient font apparaître une fois de plus le caractère de cet homme de bien qu'était Coquille, de « cette belle âme frappée à l'antique marque ».

III

Le Commentaire sur la Coutume de Nivernais

Le célèbre *Commentaire sur la Coutume de Nivernais* (2) a dû suivre de près l'*Institution au droit françois*. Après avoir composé un ouvrage qui était l'abrégé de tout le droit du Royaume, le savant jurisconsulte s'appliqua particulièrement à l'éclaircissement du droit municipal et coutumier de sa province. Ce commentaire est universellement estimé et il n'a pas été invoqué seulement pour expliquer la coutume de Nivernais, mais aussi plusieurs coutumes de

1. P. 335.

2. *Œuvres*, p. 1 à 388.

France. Et M^e Antoine Loisel inscrivit ces vers sur l'exemplaire qu'il possédait :

Cedite Romani scriptores, cedite Galli.

La *Coutume de Nivernais* est une des plus générales et des plus complètes. Elle se rapproche, en beaucoup de points, de celle de Paris, et elle reproduit avec exactitude le véritable esprit de ce qui a constitué en France le droit coutumier. Sa lecture est des plus captivantes, car elle apprend l'histoire et les mœurs d'une époque que nous connaissons encore trop peu, elle est l'enregistrement fidèle du passé.

Elle fut rédigée par deux fois en 1490 et en 1534. Mais la première rédaction qui fut faite par l'autorité du duc Jean de Bourgogne, comte de Nevers, ne peut avoir la valeur de la deuxième, parce que les États du pays n'y donnèrent pas leur entier assentiment. Et en effet Guy Coquille ne tient pour vraie coutume que celle de 1534, « de l'avis et consentement des États du pays dûment convoqués par autorité du roi ».

Cette rédaction fut faite à la demande de la comtesse de Nevers, Marie d'Albret.

Après l'autorisation du Roi et la désignation des commissaires, les trois États du Nivernais furent convoqués avec la plus grande publicité. Tous les intéressés sont appelés à venir à l'assemblée ou à s'y

faire représenter. Le cahier dressé à une réunion préalable est lu et examiné dans des bureaux, les articles sont discutés et s'il s'élève des difficultés que l'on ne peut résoudre, on en réfère au Parlement. Ainsi toutes les précautions sont prises, pour que la rédaction soit faite avec le plus grand soin.

Avant d'aborder le texte de la Coutume, Guy Coquille fait précéder son commentaire d'une préface. Il y expose le caractère des coutumes qui sont le « *vray droit civil et commun* » des provinces de France, en remarquant que, en cas d'obscurité, on peut faire appel au droit romain et aux coutumes des autres provinces.

En tous cas « *il faut examiner la vraie et foncière raison des textes* » et ne recourir qu'aux docteurs qui « *selon les communes opinions* » ont eu « *la lumière d'entendement plus nette* ».

« *L'intelligence et la pratique de nos coutumes doit être traitée simplement sans grand appareil, sans y appliquer ces fanfares de distinctions, limitations, fallences et autres discours, qui sont plus de fond que de substance (1).* »

La coutume de Nivernais s'applique à tout le pays et duché de Nivernais, sans en excepter les enclaves comme Saint-Pierre-le-Moutier qui se disent exemptes de la juridiction et ressort du Duché et Pairie de

Nivernais, car tout le peuple d'une province « et le Nivernais a été de tout temps pais et province ayant son peuple et ses mœurs (1) » vit sous la même coutume.

Je ne veux pas examiner article par article le *Commentaire de la Coutume de Nivernais*. Ce travail a déjà été fait d'une façon très complète par M. Dupin, Nivernais comme Guy Coquille, procureur général à la Cour de cassation et député de la Nièvre (2). Je me bornerai simplement à en exposer les caractères distinctifs et particuliers.

Les coutumes pouvaient se diviser en deux groupes. Dans les unes, plus imprégnées d'esprit féodal, règne la maxime : *Nulle terre sans seigneur*. La servitude est le droit commun, la preuve est toute faite en faveur du seigneur, toute terre et par conséquent tout possesseur est obligé de reconnaître un supérieur. Dans les autres provinces, au contraire, régnait la maxime : *Nul seigneur sans titre*. La liberté est présumée de droit et la servitude doit être prouvée par celui qui l'allègue.

La coutume de Nivernais appartient à ce second groupe.

L'article 1^{er} du chapitre VII dit en effet : « Tous héritages sont censés et présumés francs et allodiaux

1. P. 6.

2. *La Coutume de Nivernais*, chez Plon, 1864.

qui ne montre du contraire (1). » C'est une coutume allodiale.

Un autre caractère de la coutume de Nivernais est de s'occuper beaucoup de la terre et de ce que Coquille appelle « le ménage des champs ». « Nulle autre coutume, dit-il dans ses annotations sur l'article 3 chapitre 3, n'a, à la moitié près, tant de chapitres et articles que la nôtre pour régler le ménage des champs (2). »

Quoi d'étonnant en un pays si fertile et où la grande majorité des habitants s'occupent d'agriculture et surtout de l'élevage du bétail ?

Une particularité intéressante consistait dans le droit qu'avait chacun d'envoyer son bétail pacager en héritage d'autrui quand l'héritage n'était pas dit « de défense » et qu'il n'était ni clos, ni fermé. Ce droit, portant atteinte certaine au droit de propriété, dépendait, dit Coquille, « de l'ancienne loi politique non écrite par laquelle, pour le profit public, il était loisible à chacun de faire pacager son bétail en héritage d'autrui, pour le temps qu'il n'est de garde. »

Mais bientôt les seigneurs justiciers s'attribuèrent le profit exclusif de ce droit et touchèrent une redevance pour la permission qu'ils en donnèrent.

Ce droit est le droit de *blairie*, ainsi appelé parce que le paiement se fait en blé, ou parce que le pa-

1. P. 119.

2. P. 37.

cage a lieu « ès païs de bleds après les terres dépouillées » (1).

Le droit de bordelage dont il est parlé ensuite est presque spécial au Nivernais. Coquille devait avec succès s'employer à le faire disparaître.

Le chapitre XIII s'occupe des vignes, le chapitre XIV des prés et revivres, le chapitre XV des prises de bêtes non gardées, le chapitre XVI des eaux, rivières et étangs, le chapitre XVII des *bois et forêts*. Ce dernier avait grandement sa raison d'être dans un pays aussi boisé que le Nivernais qui, trois siècles après Coquille, en 1860, malgré de grands défrichements, possédait plus de bois que tout autre département (2). Autrefois, comme les bois n'étaient guère exploités, les seigneurs n'en tiraient aucun parti, si ce n'est pour le pacage désordonné des porcs et des bestiaux, et ce fut de cette époque que datent les concessions de droits d'usage qu'ils firent aux habitants, droits de pacage, de panage et de glandée.

1. P. 38.

2. Sur une superficie de 682.830 hectares, il y a dans la Nièvre 200.476 hectares de bois, dont 14.671 à l'État, 23.717 aux départements et aux communes et 162,038 aux particuliers (*Dictionnaire géographique et administratif de la France*, de P. Joanne-Hachette, 1899).

Par suite de l'invention du flottage en train par Jean Rouvet en 1549, l'exploitation des bois a pris de vastes proportions. Sur 700.000 à 800.000 voies de bois de moule que consomme annuellement Paris, la Nièvre en fournit plus des 3/5, plus les bois de charpente (Dupin, *op. cit.*, p. 272).

Le chapitre XVIII parle des banalités, fours et moulins banaux, le chapitre XXI des chaptels ou cheptels de bêtes.

Une institution dans les campagnes contribuait à l'entretien de l'esprit de famille, c'étaient les *communautés taisibles* résultant du fait de la cohabitation entre parents exploitant le même domaine. Beaucoup de familles vivaient dans une communauté de fait, « régie par un seul, qui se nomme Maître de Communauté, élu à cette charge par les autres, lequel commande à tous les autres, va aux affaires qui se présentent ès ville ou ès foires et ailleurs ; a pouvoir d'obliger ses parsonniers en choses mobilières, qui concernent le fait de la communauté et lui seul est nommé ès rôles des tailles et subsides... ces communautés sont vraies familles et collèges qui... par fraternité, amitié et liaison économique font un seul corps... En ces communautés on fait compte des enfants qui ne savent encore rien faire, par espérance qu'on a qu'à l'avenir ils feront ; on fait compte de ceux qui sont en vigueur d'âge, parce qu'ils font ; on fait compte des vieux, et pour le conseil, et pour la souvenance qu'on a qu'ils ont bien fait. Et ainsi de tous âges et de toutes façons, ils s'entretiennent comme un corps politique qui par subrogation doit durer toujours.

« Or, parce que la vraie et certaine ruine de ces maisons de village est quand elles se partagent et se

séparent, par les anciennes lois de ce païs, tant ès ménages et familles de gens serfs, qu'ès ménages dont les héritages sont tenus à bordelage, a été constitué, pour les retenir en communauté, que ceux qui ne seraient en la communauté, ne succéderaient aux autres, et on ne leur succéderait aussi. Les articles de la servitude personnelle déclarent plus politiquement cette communauté à sçavoir, quand tous vivent d'un pain et sel (1). » Les serfs de corps, on le sait, ne pouvaient transmettre à cause de mort, ils n'avaient pas de successeur *ab intestat* ; et à leur mort, tous leurs biens revenaient au seigneur. Mais on partit de cette constitution de communauté, pour écarter la mainmorte du seigneur. Si, l'un d'eux mort, la vie commune continuait entre les survivants, la communauté n'était pas dissoute ; elle subsistait, et la part du prédécédé restait confondue dans la masse. Ainsi on ouvrait la succession aux serfs, mais il y avait une condition à remplir, c'est que les héritiers devaient avoir vécu en communauté de biens jusqu'au décès du parsonnier. Le départ d'un seul causait donc la dissolution de la communauté : « un parti tout est parti ». On admit cependant que si la séparation avait une juste cause, comme le mariage d'une fille, ou l'établissement d'un fils, ou encore le mauvais caractère d'un des associés « qui est homme mal gisant et

1. Coquille, 58^e Question sur les coutumes, p. 165.

fascheux », ceux qui restaient communs conservaient entre eux leur droit de succession.

Le Nivernais contenait beaucoup de ces communautés, mais la plupart n'existent plus. La plus célèbre était celle des Jault dans la commune de Saint-Benin-des-Bois. Malgré toutes les lois et les suggestions des praticiens, soutenue par l'esprit de famille et la force des traditions, elle était très prospère encore quand Dupin la visita en 1840. Mais aujourd'hui elle n'existe plus. Ses membres n'ont pu résister à l'exemple contagieux des voisins ; et ils se sont partagé les biens que pendant de longs siècles, ils avaient mis tant de soins à garder communs.

Pour obvier au morcellement excessif et funeste causé par les partages, l'esprit de famille avait introduit en Nivernais un autre usage : c'étaient les *marriages par échange*. Ils avaient lieu entre « gens francs ». Les patrimoines des deux familles n'étaient pas divisés. La femme n'apportait point une partie de la fortune de son père à un mari qui de son côté n'avait aussi qu'une partie de celle de ses parents. Les chefs de famille changeaient fille et garçon pour vivre en état d'adoption chacun dans sa nouvelle famille, et y succéder.

Les *serfs* ne devaient disparaître que très tard en Nivernais. Ce n'étaient plus sans doute les esclaves des Romains, mais leur attachement rigoureux à la terre leur faisait une situation des plus déplorables.

Ils ne devenaient pas, comme en Bourgogne, serfs du fait qu'ils tenaient par an et jour, feu et lieu en terre mainmortable, mais ils l'étaient par naissance, et s'ils quittaient leur seigneur, ils n'en étaient pas pour cette raison affranchis. C'étaient des serfs de corps et de poursuite. Et cette idée que la naissance les rendait serfs était exagérée à ce point qu'il suffisait qu'un des deux auteurs fût serf pour que l'enfant le devint. Coquille admet un tempérament à cette situation si rigoureuse « non seulement au tems de la conception l'enfant prend et tient de la mère ; mais aussi en tout le temps que l'enfant est au ventre,...pourquoi s'il avient que la mère soit affranchie (si le père l'est déjà) avant qu'elle accouche de l'enfant, l'enfant sera franc. » Mais cette concession était minime. Pendant de longs siècles, le sort des serfs nivernais devait rester lamentable. Ils étaient taillables « raisonnablement », c'est vrai, et non « à merci », corvéables et mainmortables. La dignité épiscopale même n'effaçait pas le servage puisque Jean Germain qui fut évêque de Nevers au xv^e siècle fut manumis par le seigneur du fief auquel, comme serf, il était attaché (1).

1. Cependant je lis dans *le Prieuré de Faye-les-Nevers*, par Pierre Trameçon (Nevers, Vallière, 1909) :

« Le jeudi après l'Ascension (5 juin) 1348, Jean Emery et Girard, frères, fils bâtards d'Alayson, fille de feu Regnault Balles, de Dracy (Tracy) et Pasquette fille de feu Pierre de Lande, femme dudit Jean,

CHAPITRE V

Guy Coquille et le Nivernais

I

GUY COQUILLE ÉCHEVIN DE NEVERS ET PROCUREUR
GÉNÉRAL DU DUCHÉ DE NIVERNAIS

La vertu autant que la science de Guy Coquille devait lui attirer l'estime de la Cour royale. Le chancelier de L'hospital avait voulu lui confier un poste important dans la magistrature, et le roi Henri IV l'avait prié de prendre place dans son conseil. Mais ces honneurs qu'il méritait à tant de titres, sa modestie les lui fit refuser. Il préféra continuer à résider en

déclarent « être hommes libres et avoir vécu librement jusqu'ici sans liens de servitude et n'avoir jamais eu de seigneur temporel », mais voulant et désirant à l'avenir « avouer un ou des seigneurs temporels, être sous leur pouvoir, juridiction, protection et garde, vivre pacifiquement et, par lesdits seigneurs, à perpétuité, estre protégés et défendus » ils confessent en droit, eux et leurs héritiers à perpétuité, « avoir donné et quitté à l'avenir à religieuse personne le prieur et couvent de Faye comme hommes serfs et de condition servile, de mainmorte et abonnement » moyennant cinq sols pour chacun desdits frères et Pasquette.

Nivernais, comme il n'avait cessé de le faire jusque-là

C'est cet amour du pays natal, qui lui avait fait quitter de bonne heure le séjour de Paris. Jusqu'à la fin de sa vie, il consacra toutes ses forces au bien de sa province et au soulagement de ses compatriotes. Dans toutes les situations qu'il occupa comme échevin, comme procureur général du Duché, comme avocat, dans sa vie publique, comme dans sa vie privée, il mérite la reconnaissance de ses concitoyens.

La ville de Nevers était gouvernée alors par quatre échevins, nommés par l'assemblée des vingt-quatre conseillers, six par quartier. Coquille fut élu le premier des quatre en 1568.

Dans ces temps troublés, nul choix ne pouvait être meilleur. Il fallait un homme assez énergique pour réprimer toute tentative de rébellion, assez sage cependant pour être facilement écouté de tous les partis. Coquille fut l'un et l'autre.

Le Calvinisme avait, dès le début, trouvé des adeptes en Nivernais. En 1543, des gens de Corbigny sont condamnés pour hérésie. En 1553 le Parlement confirme un jugement du bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier qui condamne au feu un artisan de Sancerre et un autre de Guérigny, pour blasphèmes et crime d'hérésie. Enfin l'évêque de Nevers, lui-même, Jean-Paul Spifame, se retirait à Genève en 1557. L'année 1560 marque les progrès des calvinistes. La Charité tombe entre leurs mains et devient, en quelque sorte, la

capitale de la Réforme en Nivernais. L'abbaye de Bellevaux est prise, détruite, et les religieux égorgés.

La lecture des *Archives communales de Nevers* (1) nous montre l'aspect de cette époque troublée. Elle est d'autant plus intéressante pour nous que, dès 1560, Guy Coquille figure parmi les conseillers. Le 21 octobre 1561, l'assemblée se plaint de l'audace des réformés qui ont commencé par tenir « assemblées et conventicules par nuit avec armes, longs boys, pistolles et pistoletts », puis, s'étant enhardis « commencent à les faire de jour, et se vantent qu'ils les feront faire publiquement ». Ils ne tiennent aucun compte des défenses du Roi et du duc, et injurient les officiers de ce dernier. Aussi « le commun peuple murmure et on a peur que à l'advenir s'en ensuive grande sédition ».

En 1562, les deux partis sont encore aux prises. L'assemblée décide que les quatre principales portes de la ville (26 avril) seront gardées. Elle fait appel aux seigneurs du voisinage pour les défendre contre les « ennemys de la religion du Roy ».

Le 8 mai, comme « il est notoire que les troubles de cette dite ville provient pour raison de la religion », l'assemblée décide que « les gens de la religion nouvelle » mettront en lieu où il sera advisé leurs armes, parce qu'ils sont cause impulsive des sédi-

1. Liasses BB 18 et BB 19.

cions ». Et elle prie les catholiques « de n'offenser ny molester ceux de la dite religion nouvelle sur les peines de l'Édict ». Puis on visite les portes et les tours de la ville et on décide de les munir d'artillerie, de poudre, et de munitions. A ce moment le roi Charles IX envoie à Nevers le sire de la Fayette avec 120 à 140 chevaux. Le chapitre offre de vendre les joyaux et trésors de l'église « et de mettre les deniers en la maison de ville pour la garde, tuicion et deffiance de cette ville ». On fait provision de farine, on fond les cloches des églises pour avoir de l'artillerie (24 juin), on achète des « corcellets et des moursions ».

Les habitants sont répartis en dizaines. On abat les constructions qui gênent autour des murailles, et on cherche à s'allier avec les villes voisines. L'assemblée demande aux particuliers de lui prêter de l'argent, et au Roi de prendre l'argenterie des églises pour pouvoir s'acquitter des dettes et emprunts.

Aux maux causés par la guerre civile vient s'ajouter la peste à la fin de 1563.

C'est le 1^{er} octobre 1568 que Guy Coquille entre en fonctions comme premier échevin. Il prend des précautions contre les séditeux dont la présence continue à être une cause de trouble. Tous les citoyens doivent contribuer à la défense de la cité; les ecclésiastiques en supporteront leur part et les « curez de la ville ne seront excusés de la garde, leur exemp-

tion serait de mauvaise conséquence et ferait murmurer le peuple ».

Coquille resta deux ans échevin et tout le temps qu'il exerça cette charge « s'attisa le feu de la guerre « et l'ennemi par le fer et la flamme épouvanta les « cités d'alentour ». Mais le prudent échevin s'appliqua si bien à prévenir les querelles et à maintenir l'union entre ses administrés que la cité qui lui était confiée fut préservée de tout malheur. Nevers avait eu le bonheur de n'avoir jamais été aux mains des Anglais. Elle eut aussi la faveur de rester fidèle à sa foi et dans ses vers, Coquille en rend grâces à Dieu dont « la souveraine bonté nous garda de ce fléau » (1).

C'est après ces deux ans, où il s'était fait si bien remarquer par la Sagesse de son administration, que le duc de Nevers nomma Coquille procureur général du duché. Cette charge lui attribuait l'administration du pays tout entier, la surveillance de tout ce qui pouvait intéresser la province.

C'était un honneur inattendu pour lui qui n'avait rien recherché, et la reconnaissance qu'il en eut à son prince fut très vive. Il semble que c'est à partir de ce moment qu'il eut l'idée d'écrire l'*Histoire du Nivernais*, et d'y parler, en même temps que de la province, des alliances et de la famille du duc et de la duchesse et de leurs droits en Nivernais.

1. « Sed nos summa dei bonitas servavit ab illa. »

(*Guidonis Conchylii Poemata*, p. 115.)

Mais de graves événements se préparaient. A Paris, le tocsin de Saint-Germain-l'Auxerrois avait donné le signal du massacre des protestants. Nevers n'allait-elle pas suivre le même exemple ? Le duché avait été saccagé en grande partie par les bandes protestantes ; des monastères, des églises avaient été livrés aux flammes, des villes prises et les pires atrocités commises (1). Les catholiques n'allaient-ils pas crier vengeance et les excès des réformés ne devaient-ils pas amener une réédition de la Saint-Barthélemy ? On devait tout craindre de la surexcitation des esprits ; mais la sagesse et la fermeté du procureur fiscal préservèrent la ville de ces horreurs. Ses efforts et ceux du duc « guérèrent les esprits et conservèrent la ville pure de cette tache odieuse » ; et presque seule, Nevers aux douces mœurs

1. En mai 1569, les calvinistes et les lansquenets du duc de Deux-Ponts s'emparent de la Charité ; les catholiques sont pendus ou passés au fil de l'épée, ou précipités du haut des maisons. On les attache aussi par douzaines à de longues perches et on les jette à la Loire. Quelques-uns furent écorchés vifs, d'autres enterrés jusqu'au cou et on joua aux quilles avec leurs têtes. Les morts eux-mêmes ne furent point respectés, on fouilla dans leurs tombeaux, on dispersa leurs cendres. Pendant trois jours la Charité offrit un horrible spectacle. On élève jusqu'à neuf cents le nombre des personnes qui périrent dans ce massacre : il faut espérer qu'il y a de l'exagération dans ce chiffre.

(*Le Nivernais*, Morellet, Barat et Bussière, Nevers, Bussière, 1840, t. II, p. 35-36-37)

s'abstint de ce déplorable et barbare massacre de ses enfants (1). »

Ce duc dont il louait « la prudente piété » était le célèbre Lodovico de Gonzague, fils du duc de Mantoue ; il avait été naturalisé en 1550, et depuis il était attaché à la patrie qu'il s'était choisie par les liens les plus étroits. Quand il n'était pas encore duc de Nivernais, à la bataille de Saint-Quentin (1557) où il avait été fait prisonnier, il avait refusé d'abandonner le parti de la France : « La belle nourriture qu'il avait eue du roi de France, répondit-il, lui avait gravé la croix blanche trop avant dans le cœur. » En 1565, son mariage avec Henriette de Clèves le rendit duc de Nevers. Très catholique il était hostile au parti de Condé et de Coligny en qui il voyait des rebelles à l'autorité du roi. Aussi son zèle ardent l'a fait soupçonner d'avoir été un des auteurs de la Saint-Barthélemy. Voltaire a voulu flétrir son nom dans ces vers de *la Henriade* :

« Nevers, Gondy, Tavannes, un poignard à la main,
« Échauffaient les transports de leur zèle inhumain. »

La vérité est toute autre. M. de Sainte-Marie, dans

1. Sed sola fere urbs Nivernica clemens
 Abstinit miseri et crudeli cæde suorum. .
 Mansuetudo, piisque ducis prudentia, mentes
 Sanavit mundamque a labe hanc reddidit urbem.

(*Guid. Conch. Poem.* p. 118.)

ses *Recherches historiques sur Nevers*, venge cette grande mémoire si légèrement outragée. « Cette accusation, dit-il, n'est appuyée sur aucune preuve, il est constant au contraire, qu'il sauva la vie du prince de Condé, en s'opposant dans le conseil à l'avis du duc de Reiz et du chancelier de Birague qui voulaient le faire périr. Il est encore certain que le duc de Nevers, étant resté gouverneur de Paris, pendant le voyage de Charles IX en Lorraine, Henri d'Angoulême, fils naturel d'Henri II, imagina de renouveler le massacre ; deux de ses confidents vinrent sonder le duc et lui dirent que l'intention du roi était d'éteindre entièrement l'hérésie en exterminant le reste des Huguenots, mais il leur répondit qu'étant chargé par Sa Majesté du commandement de sa capitale, il devait être mieux instruit que personne de ses intentions ; et sur-le-champ il les fit conduire en prison, ce qui déjoua entièrement ce complot qui était déjà fort avancé (1). »

En somme Louis de Gonzague admettait qu'on s'assurât des chefs ; toutefois comme il le déclara plus tard dans une lettre rendue publique, il réprouvait les tueries de la capitale.

Mais quand il s'agissait du pouvoir royal, il le soutenait toujours contre les rebelles, et il reprenait les villes dont les calvinistes s'étaient emparé.

1. *Recherches historiques sur Nevers*, par Louis de Saintemarie. Nevers, Lefebvre, 1810, in-12, p. 202.

C'était le moment où se fondait la Ligue. Le duc y était entré avec enthousiasme, et aux États de 1576, il avait offert ses biens et sa vie pour le triomphe de la religion.

Mais bientôt l'influence de Guy Coquille se fait sentir. Le nouveau procureur général était pour le duc de Nevers plus qu'un officier ordinaire. Le duc avait en lui la plus grande confiance et la plus grande estime. Coquille n'aimait pas la Ligue, non seulement il n'avait jamais voulu en faire partie, mais il n'hésitait pas à la combattre. Les discours et les pamphlets qu'il composa en faveur d'Henri IV en sont la preuve indiscutable. Dès la formation de la Sainte-Union, bien avant la mort d'Henri III, son rôle apparaît décisif. Sur ses conseils, le duc de Nevers abandonna la Ligue. Il alla trouver le pape Sixte-Quint et lui demanda de le délier de son serment (1). Et il écrivait au cardinal de Bourbon le 15 août 1585 : « Je serai toute ma vie bon catholique et serai toujours prêt à répandre mon sang pour ma religion ; je l'ai dit, je l'ai écrit, mais je n'ai point d'autre prétention et ne servirai jamais quelque prince que ce soit qui en ait d'autres. On nous appelle ici tout haut séditeux et Espagnols : ces noms me font horreur, je les dés-

1. Turpin, *Histoire de Louis de Gonzague duc de Nevers*, pair de France, in-12, Paris, 1788, p. 260.

2. Saintemarie, *Recherches sur Nevers*, p. 207.

avoue et je les hais (2).» Enfin après les États de 1588, il composa un avertissement aux bourgeois de Paris où il dévoile les intrigues et les desseins des chefs de la Ligue et met en garde contre les entreprises du roi d'Espagne. Il exhorte les Français à ouvrir les yeux, à ne point souffrir le démembrement de la Monarchie, à reconnaître le roi de Navarre qu'il supplie de rentrer dans le sein de l'Église catholique (1).

Aussitôt après la mort d'Henri III, il suppliait le cardinal de Gonzague son parent de préparer le succès de la mission du duc de Luxembourg envoyé à Rome par Henri IV : « On ne pouvait, écrivait-il en 1590, rien espérer de bon, si ce n'est par la conversion du roi. Ce serait la véritable voie et la plus courte et la plus sûre pour mettre le royaume en paix et rétablir la religion catholique (2). »

Mais, quoiqu'il lui eût prêté 33.000 écus d'or (3), il hésitait encore à prendre parti ouvertement pour Henri IV. Catholique fervent, il attendait que le roi de Navarre se fût converti pour combattre pour lui. Pressé par Guy Coquille, il rejoignit enfin le roi après Ivry. Pour sa part il allait contribuer à la reconquête du Royaume.

1. Turpin, *op. cit.*, p. 325.

2. H. de L'Epinois. *La ligue et les papes*, p. 427.

3. Turpin, *op. cit.*, p. 340. En 1590 il vendit la vicomté de Châteaumeillant et la châtellenie de la Fougerolle pour verser le produit de cette vente dans le trésor royal (Turpin).

Il restait très attaché au Saint-Siège. Quand, après la conversion du roi en 1593, le Parlement représenta à Henri IV que le projet d'envoyer un ambassadeur à Rome compromettrait son autorité et qu'il fut question d'établir en France un patriarche et une discipline indépendante de Rome, il protesta contre ce projet et fit rejeter l'idée de créer un patriarche comme une nouveauté dangereuse (1). Et c'est lui que le roi choisit pour obtenir du pape Clément VIII l'absolution qu'il sollicitait. Malheureusement, malgré ses plus vives prières, sa mission n'aboutit pas.

Le duc de Nevers avait donc appelé de ses vœux les plus ardents le rétablissement de la paix si nécessaire au Royaume. En cela il était d'accord avec l'assemblée de Nevers qui « priait Dieu qu'il luy plaise apaiser son ire envers nous et nous donner la paix au repos de l'Eglise et par tout le Royaulme » (1^{er} juillet 1585).

La province fut heureuse de son gouvernement, et les *Archives de Nevers* nous montrent combien les Nivernais lui étaient reconnaissants des diminutions d'impôts « des grands biens et faveurs que chaque jour ils recevaient de lui ». Aussi l'assemblée municipale décidait-elle souvent de prier Dieu pour le duc et la duchesse afin qu'ils fussent toujours en « bon portement » et « de supplier Messieurs de l'Eglise de

1. Turpin, p. 386.

faire tous les ans une procession le jour saint Loys, à laquelle les échevins et vingt-quatre conseillers et habitants assisteraient, et sera faite une aulmousue publique en commémoration et actions de grâces des bienfaits par nous reçus pour la conservation de cette ville et des libertez et franchises qui nous ont été obtenuez par noz prince et princesse (1). » (26 fév. 1581.) Lodovico de Gonzague aimait ses sujets et on a conservé le souvenir d'une fondation qu'il fit pour aider à se marier 60 filles pauvres de ses terres.

Comme il estimait les gens de mérite et qu'il les recherchait avec soin, il devait reconnaître en Guy Coquille l'homme le plus propre à remplir les fonctions importantes qu'il lui confiait.

Il avait compris avec quelle sollicitude, l'ancien député aux États Généraux s'acquitterait de sa tâche. Et en effet le nouveau procureur fit tous ses efforts pour obtenir que sa province fût moins maltraitée qu'auparavant.

C'est ainsi qu'il fit consentir le duc de Nevers à l'abolition du droit de *bordelage*. Ce mot, dit Coquille, vient de Borde. « Borde, en ancien langage français, est un domaine au champ destiné pour le ménage, labourage et culture... Quand un seigneur ou citoyen de ville baillait (à perpétuité) son domaine, ou héri-

1. Il avait reconnu les franchises et confirmé les privilèges de la ville de Nevers en 1566.

tage qu'il avait aux champs à un villageois pour le labourer sous la charge de prestation annuelle, la redevance s'est appelée bordelage, comme étant le revenu de la borde (1). » L'intention des seigneurs, en cédant leurs terres de cette manière, a été de se procurer des revenus en nature, des produits du sol. Aussi le bordelage consistait-il en « deniers, grains et plumes ou des trois les deux » (2). Ce droit devait s'appliquer uniquement aux terres labourables, mais les seigneurs l'appliquèrent bientôt à des maisons et convertirent les redevances en argent.

Les règles du bordelage étaient dures. Le tenancier devait « tenir, entretenir et délaissier, en bon et suffisant état ». Cette condition était une charge fort lourde et les tenanciers, qui avaient un revenu fort modique, ne pouvaient suffire à de tels sacrifices. Les habitations tombaient donc en ruine, faute d'entretien. Elles tombaient d'autant mieux en ruine que, pour succéder en bordelage, il fallait être héritier et commun avec le bordelier au moment de son décès « dont arrivent plusieurs inconvénients que les détenteurs sachant ou doutant que le seigneur leur doive succéder laissent les héritages en ruine et se tiennent en nonchaloir (3). » A la fin du xvi^e siècle,

1. *Coutume de Nivernais*, chap. VI, p. 102, t. II, édition de 1703.

2. Guy Coquille. *Coutume*, art. 3, p. 103.

3. Enfin, quoique le bail fût à perpétuité, le laboureur ne pouvait non plus modifier ou partager les terres. S'il les vendait, le seigneur

les campagnes du Nivernais étaient tombées dans l'indigence et le dépérissement. Le bordelage en était en partie la cause ; « on a amassé en ce bordelage toutes ces dures conditions qui sont ès autres tenures d'héritages, qui est une des causes pourquoy les voisins de ce pays craignent de prendre alliance par mariage et de trafiquer en icelui ; et, ce qui aide encore à le despeupler est que les gens de village voulant éviter ces reversions de leurs héritages à faute d'hoirs, marient leurs enfants fort jeunes, pensant s'avancer pour repeupler leur maison ; mais ces jeunes personnes trop tendres pour le fait du mariage, ne durent pas, et la lignée qui en vient est faible, aussi leur advient le contraire de ce qu'ils ont projeté (1). » Dans le plaidoyer fait au Conseil privé du Roy le 9 août 1554, à Compiègne, par Guillaume Rapine, lieutenant général du Nivernais (2), nous retrouvons indiqués les tristes effets de cette redevance « cruelle et inhumaine et vraiment barbare ». « On craint acheter les maisons et places étant en ladite ville et faux-bourgs, icelles embellir et édifier, et par ce ladite ville pour la plupart est champêtre et ruinée, plusieurs places en icelle, vacantes et sans aucun

prenait la moitié du prix convenu entre le vendeur et l'acheteur. Et si l'héritage retournait au seigneur, par exemple, au cas où le tenancier cessait de payer pendant trois ans, c'était franc, et déchargé de toutes hypothèques, même de la dot et douaire des femmes.

1. *Histoire du Nivernais*, t. I des *Œuvres*, page 430.

2. Imprimé dans les *Œuvres* de Coquille, t. I, p. 273 à 275.

profit et jardins sans culture à la très grande difformité du regard public et intérêt du bien commun de ladite ville et du païs (1). » Aussi, se basant sur le bien et l'intérêt public, les échevins de Nevers demandaient que le roi procédât à la conversion des bordelages en rentes foncières.

Le principal intéressé, le duc de Nivernais, consentit à l'extinction de ces droits onéreux. L'évêque de Nevers suivit son exemple. Seuls, le doyen et le chapitre de Saint-Cyr, l'abbé de Saint-Martin, les religieuses de Notre-Dame, le couvent de Saint-Étienne, le curé de Saint-Genest et deux avocats s'y opposèrent. La question fut définitivement tranchée par trois arrêts du Conseil privé du Roi consacrant la conversion des bordelages de la ville en cens et en rentes rachetables et n'entraînant aucune seigneurie directe (arrêts du 16 août 1577, du 14 mai 1578 et du 2 juillet 1579). La joie fut telle que le 26 février 1581 l'assemblée municipale décidait « de faire dresser aux lieux plus éminens de cette ville les armoiries de Monseigneur et madame avec l'inscription de leur nom et des bienfaits que nous avons receuz d'eulx par le passé, et notamment pour le rachat et exemption des tailles et suppression des bourdelages (2). »

1. P. 273.

2. M. de Lespinasse a écrit une notice sur les bordelages que tous ceux qui s'intéressent à cette question auront le plus grand profit à lire (Paris, Franck, 1868).

II

Traité sur les Pairs de France. Histoire du Nivernais.

On a trouvé parmi les papiers de Guy Coquille un *Traité sur les Pairs de France*(1). Ce traité n'est pas écrit de sa main, mais il est probable qu'il en est l'auteur et que c'est l'attachement qu'il avait pour le duc de Nevers, qui lui donna l'idée de le rédiger. Le droit de convocation des États était lié à l'ancienneté des Pairies. En même temps qu'il établissait les prérogatives des pairs de France, « la plus grande et supérieure dignité en ce Royaume après la Royale » (2) l'auteur rechercha et fit ressortir que la Duché-Pairie de Nivernais était une des plus anciennes, puisqu'elle venait seulement au troisième rang après celles de Vendôme (1514) et Guise (1527). Cette dignité avait en effet été accordée à Marie d'Albret et François de Clèves en 1528, tandis qu'elle n'avait été accordée que plus tard à la maison de Montpensier (1538), d'Aumale (1547), de Montmorency (1551), de Penthievre (1569), d'Uzès (1572), de Mayenne (1573), etc. (3).

1. *OEuvres*, t. I, p. 450 à 461.

2. P. 452.

3. De plus la duché-pairie de Rethelois avait été créée en 1581 pour Lodovico de Gonzague et Henriette de Clèves.

Pour mieux connaître les intérêts et les droits de son pays natal, Coquille en écrivit l'histoire. « L'histoire de la contrée, de la province, de la ville natale, a dit Augustin Thierry, est la seule où notre âme s'attache, par un intérêt patriotique; les autres peuvent nous sembler curieuses, instructives, dignes d'admiration, mais elles ne touchent point de cette manière. » Rien n'est plus vrai, c'est un intime besoin de l'homme que de fortifier dans son cœur l'amour du lieu où il est né.

C'est pour rappeler les actes vertueux de ses ancêtres que l'on aime à tracer l'histoire du pays qui les a vu naître et où leurs cendres sont pieusement conservées. Coquille ne pouvait faire précéder l'*Histoire du Nivernais* (1) d'une pensée plus noble: « Il est bien à propos que les successeurs prennent plaisir à se ramentevoir et avoir mémoire des actes vertueux de leurs prédécesseurs tant pour leur servir d'exemple et les semondre à bien ou mieux faire : comme aussi pour le contentement de chacun en son esprit quand il se sent procréé de bonne race, car il est certain qu'ès lignées, les esprits et mouvements généreux et héroïques se continuent par la bénédiction que Notre-Seigneur Dieu impartit à ceux qui l'aiment et craignent (2)... » De ces actes vertueux, de

1. *Œuvres*, t. I, p. 291 à 449.

2. P. 291.

ces actions d'éclat, il faut remercier Dieu : « les grands doivent donc bien remercier Dieu quand ils connaissent que la grandeur a duré en leurs maisons ; soit parce qu'ils doivent croire avoir prédécesseurs gens de vertu et de valeur, puisque Dieu en leur faveur a épandu ses bénédictions sur leur postérité et l'a conservée, soit pour se semondre eux-mêmes à bien faire comme leurs prédécesseurs ; ou mieux s'ils peuvent, afin d'entretenir la bienveillance de ce bon Dieu qui promet de récompenser ce qui a été bien fait en la milième génération : et penser aussi que N. S. ne continue ses enfants sinon autant de tems que le bien faire continue, duquel si aucun se relâche il en avient comme celui qui tire le bateau contremont la rivière et qui en cessant une heure perd son labeur de quatre heures (1). »

L'*Histoire du Nivernais* se compose de plusieurs parties reliées entre elles par la seule communauté du sujet. Souvent l'historien abandonne le Nivernais, et dans de longues digressions s'occupe des peuples anciens et des nations étrangères. Coquille le sait et, dans son Introduction, il prend soin de nous avertir que « ce discours mal poly pourra servir de matière grossière pour être œuvrée plus délicatement par quelque gentil esprit et y ay accomodé par occasion quelques histoires étrangères, qui selon

1. P. 294.

les humeurs des lecteurs pourront servir d'exemple, doctrine et délectation (1). »

Ce discours « malpoly » est des plus intéressants. Successivement Coquille fait l'historique de tous les évêques de Nevers, des monastères et des ordres religieux, et nous expose la vie et les actions d'éclat des comtes de Nevers.

Il vante le Nivernais, pays « de soy fort commode pour fournir aux habitants des villes et des champs tout ce qui leur est nécessaire, en bons bleds, bons vins, pascage pour le bétail tant au couvert des bois qu'ès prairies qui y sont abondantes (2). » Hélas ! la fertilité de cette province a été la cause de ses maux. Plus que toute autre, elle a été surchargée d'impôts. Les tailles sont mal proportionnées (et Guy Coquille fut chargé aux États de 1588 de dresser un article dans le cahier général du Tiers État pour y remédier). Aussi « ce pauvre peuple s'est grandement affaibli en moyens et facultés et en nombre de personnes... et aussi de cœur, voyant les pauvres gens que plus ils travaillaient, plus ils étaient chargés (3). » Coquille s'attriste de cette misère du Tiers État, qui est « une fièvre lente » pour les deux autres ordres, et les ruine peu à peu ; car c'est le Tiers « qui laboure les terres, qui nourrit le bestail, et qui fait la manufacture

1. P. 294.

2. P. 426.

3. P. 426.

et la marchandise qui sont les seules minières d'or et d'argent de la France, car n'y en ayant point ou peu de naturelles en France, par ces moyens l'or et l'argent de nos voisins est attiré (1). »

L'Histoire du Nivernais contient mille choses intéressantes. Coquille y parle de tout et de tous, des personnages principaux de la province, des diverses contrées qui y sont contenues, des villes et villages, des juridictions seigneuriales, tellement diminuées que « ce sont corps sans âme et sans sang » (2). A propos de l'entrée en religion de Guillaume III comte de Nevers, il vante la force de la religion catholique : « telle est la force de notre religion que quand aucun est touché bien avant du zèle d'icelle, il quitte ce qui est le plus précieux en lui qui est sa volonté pour la consigner et mettre en la puissance d'un autre sans rien en retenir, quitte ce qui est aux plus grands de plus grande difficulté, le désir d'être excellent, le désir d'être respecté et honoré, quitte les biens et richesses, par le moyen desquelles chacun a meilleur moyen de se maintenir en ses désirs (3). » Il examine les divisions administratives et financières, auxquelles appartient le Nivernais, les bailliages, généralités, greniers à sel, parle des coutumes, des pouvoirs

1. P. 429.

2. P. 437.

3. P. 351.

des États de la puissance de faire des loix qui « est originairement ès mains du peuple » (1).

III

GUY COQUILLE AVOCAT ET HOMME PRIVÉ

Guy Coquille s'était acquis une grande popularité. Sa profession d'avocat qu'il n'avait jamais délaissée lui permettait de rendre d'immenses services. Quoiqu'il fût recherché de tous, « ce néanmoins il n'en devint onques plus renchéri : ains plutôt tant plus il était importuné, tant plus il se rendait aimable. » Pénétré d'un grand amour pour ses semblables, il se faisait l'avocat gratuit des gens peu favorisés de la fortune ; « il embrassait charitablement les parties indigentes et plus cordialement que les opulentes, plaidant, écrivant et consultant pour elles, les recommandant aux procureurs et leur donnant de quoi lever leurs actes et sentences, s'évertuant de tous ses efforts à les relever quand il les apercevait indignement oppressées (2). »

Bien plus, il prélevait le dixième de ses honoraires pour les pauvres honteux. Et il se plaisait à marier de pauvres filles quand il les « jugeait propres à faire bon ménage ».

1. P. 445 fin.

2. Guillaume Joly, Préface du tome II de l'édition de 1703.

Sa charité se signala surtout en deux grandes occasions. Pendant la famine de 1572, où « les malheureux... traînaient sous le poids de leurs maux une vie languissante, plus semblables à des spectres qu'à des corps revêtus de chair », il donna des aliments à tous ces affamés, aidé de sa femme qui, se mêlant aux groupes de tous ces mourants, contracta la maladie qui sept jours après l'emportait (1). En 1584, au moment où la peste faisait d'affreux ravages, retenu par le soin des affaires publiques, il ne voulut pas quitter la ville que la plupart de ses habitants avaient abandonnée (2).

L'instruction publique fut une de ses plus grandes

1. Proximus huic annus passim ad jejunia plebem
Compulit, haud equidem ex voto : sed copia frugum
Non erat. Ex agris turba undique rustica in urbem
Confugiens, ægras nimio langore trahebant
Vix animas : potius larvæ quam carnea membra
Esse videbantur. Pietas sed sedula Cives
Commovit, tantæ ut facerent solatia cladi,
Et preberentur turbæ huic alimenta famenti ;
Matronasque virosque pii pia cura negoti
Incessit : nec quisquam opibusque operesque pepercit ;
Claudia sed conjux medii fervore diei
Dum sese turbis languentibus obvia miscat,
Distribuitque cibos, morbum contraxit acutum,
Cui septem Dies finem et finem attulit ævo...
2. At tribus his annis miseram grassata per urbem
Innumeros pestis cives prostravit ubique :
Cumque mihi hæreret tum publica cura, duobus
Hic annis constans permansi.

préoccupations. Il faisait étudier les jeunes gens « qu'il croyait propres aux lettres ». Aussi quand le duc Lodovico de Gonzague confia la direction du collège de Nevers aux Jésuites en 1572, il célèbre ce jour comme un jour de fête. Il les loue « d'enseigner la jeunesse en bonnes mœurs et ès premières lettres, avec toute piété : ils n'ont rien épargné, dit-il, ny leur travail, ny l'incommodité et indigence de toutes choses nécessaires à la vie de l'homme, ny leur propre vie ; mais avec patience ayant vaincu une infinité de difficultés ont fait faire un très grand accroissement en la religion (1). »

Et après la représentation d'une comédie jouée au collège de Nevers par les écoliers, il leur adressait ces simples et sages paroles : « Courage, mes enfants ! qu'une vertueuse émulation, qu'une noble pudeur stimule vos âmes. Que chacun garde qu'un autre ne lui ravisse ces honneurs et ces palmes. Combattez de toutes vos forces pour conquérir dans ces beaux combats une gloire sans tache. Voici d'un côté votre guide et votre maître qui excite votre ardeur, mais de l'autre vous avez les regards de vos pères, etc., (2). »

1. *Histoire de Nivernais*, p. 326.

2. Eia agite o pueri : stimulet vos cœmula virtus
Ingenuusque pudor nequis prior alter honorem
Occupet utque ferta palmam. Contendite totis
Viribus et pulcro integrum certamine tandem
Quærite, vos istinc ludi moderator alacres
Excitat ; ast illinc vultus atque ora parentum ;

Il passait ses vacances à Romenay (1), non loin de Decize, dans la riche plaine d'Anlezy, « contrée excellente pour le pacage du bétail en prez, prairies, en patureaux clos, et abondante en bois ». Et là, se délassant de ses travaux de l'esprit, il prenait plaisir à se retremper dans le spectacle du labeur des champs. Il étudiait les mœurs et les besoins de ce peuple dont, député aux États, il avait décrit les souffrances, aidait le laboureur de sa bourse et le protégeait de ses conseils, justifiant ainsi ces paroles de Guillaume Joly : « Par son affabilité », « par sa diligence », « par son intégrité », il se faisait « aimer de tout le peuple ».

Guy Coquille devait s'attirer l'estime des plus grands personnages de son temps. Il fut en correspondance très suivie avec la reine Marguerite, première femme de Henri IV et l'on assure que les mémoires de cette princesse furent dressés sur ceux qu'il avait fournis (2). Mais l'histoire du passé est difficile à recons-

Inde frequens plausu contestatura favorem
Concio promeritum : Certam sibi quisque future
Spem frugis præsumit, et hunc jam destinat altis
Consiliis procerum : ter sanctis hunc vovet aris

(*Guid. Conch. poem.*, p. 142.)

1. Guy Coquille avait acheté en 1584 la seigneurie de Beaudéduit, à côté de Champvert. Mais, tandis qu'à Romenay le château est encore assez bien conservé (Barat en a donné une reproduction dans son album du Nivernais) il ne reste plus que des ruines à Beaudéduit.

2. *Bulletin de la Société nivernaise des Lettres, Sciences et Arts* 3^e série, tome IV^e, XIV^e volume, 2^e fascicule 1891, page 160. Nevers-Mazeron.

tituer : ces lettres n'ont pas été retrouvées et leur publication qui eût été du plus haut intérêt doit être abandonnée.

Rien ou presque rien ne subsiste non plus des relations très suivies qu'il entretenait avec le duc de Nevers dont il était le conseiller si écouté. Les archives de Nevers ont contenu sans doute la correspondance de Guy Coquille et de Lodovico de Gonzague. Mais la tourmente révolutionnaire ne les a pas respectées : en 1793 Collot d'Herbois et Laplanche ont fait brûler tous les papiers de la chambre des comptes de Nevers. Et sous la Restauration elle-même un préfet a fait disparaître ce qui restait de ces témoins précieux du passé.

Nous savons cependant par les éloges que lui ont consacré Loysel, Pasquier, de Thou et d'Aguesseau combien les hommes célèbres qui approchaient Guy Coquille avaient d'estime pour son caractère et ses écrits.

Avocat, il ne dédaigna jamais de s'occuper de sa profession et il l'exerça toujours pour le bien de ses concitoyens.

Homme public, député aux États généraux, chez lui brille un grand dévouement au trône, un grand respect pour la majesté royale. Mais, ennemi de la flatterie, il a le courage de blâmer et de dénoncer les abus.

Gallican très combattif, il demande avec vivacité

qu'on réforme la discipline et les mœurs, mais il n'abandonne pas la foi de ses pères et demeure attaché à l'Église romaine. Sans cesse, il se confie à Dieu et dans les circonstances difficiles de sa vie, il s'abandonne à sa volonté.

Tolérant et indulgent pour ses semblables, il déteste les hérétiques, mais demande qu'on les convertisse et non qu'on les extermine.

Échevin de sa ville ou procureur général de sa province, il s'efforce avant tout de faire régner la concorde parmi ses compatriotes. Il rend service à tous, aux petits plus encore qu'aux grands et il conquiert leur affection.

Mais le trait saillant de son caractère est un vif amour de la patrie. Dans ces temps d'internationalisme où nous vivons, à une époque où nous nous ignorons nous-mêmes et où nous ne connaissons plus notre histoire, l'exemple d'un tel homme ne peut que nous reconforter. Le bien du pays est le seul guide de ses actes. La guerre civile lui fait horreur et les dangers que l'appui des étrangers fait courir à l'Etat lui ont vite dicté sa conduite. Il reconnaît Henri IV et par ses traités comme par ses pamphlets, il prépare son avènement.

Guy Coquille fait honneur à sa patrie, il fait honneur aussi à la province qu'il a illustrée. Le 23 sep-

tembre 1849, Decize, sa ville natale, érigeait une statue de bronze en son honneur.

La Nièvre ne pouvait moins faire que de rendre ainsi hommage à la mémoire d'un aussi noble et vertueux citoyen.

Vu : le Président de thèse,
CHÉNON

Vu le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

ANNEXES

Lettre de Guillaume Coquille au Roy Charles VII.

Sire,

Tant et si très humblement que faire puis me recommande à votre très notable grâce, Sire, il vous a plu moy écrire et commander par votre porsuivent porteur de cettes, de moi disposer pour aller par devers vôte très noble Majesté en votre service, touchant la réformation sur le fait de vos justices et finances en vôte Royaume, ens les fins et mètes de Monseigneur vôte Général Doriolle, lequel m'a aussi écrit de cette matière, dont, Sire, vous mercie très humblement de tout mon petit pouvoir. Et combien Sire que ne soye digne ne suffisant d'être appelé si avant à votre dit service, néanmoins pour vous obéir et faire ce qu'il appartient, suis délibéré aller par devers vous au plus brief que je pourray, pour vous remercier en personne du grand bien et honneur que me faites, et aussi pour obéir à vosdits commandemens comme faire je dois et tenu y suis. Sire, vous supplie oyr et

croire votre dit serviteur sur un peu d'estimation de ma personne par quoi prétement avec luy ne suis allé par devers vous : laquelle chose je feray, comme dit est, à l'aide de nostre Seigneur, qui par sa sainte grâce, Sire, vous doit accomplissement de vos très hauts et très nobles désirs. Ecrit à Nevers le 27 jour d'Octobre.

Votre très humble et petit sujet,

GUILLAUME COQUILLE.

Mon Très-Cher et Honoré Seigneur,

Je me recommande à vous tout humblement comme je puis : et vous plaise sçavoir que j'ay receu vos gracieuses lettres que m'avez écrites par le porsuivent du Roy nôtre Sire porteur de cestes, desquelles et du contenu en icelles vous mercie tant comme je puis. Monseigneur, vous supplie non être mal content et moy excuser envers le Roy nôtre Sire, auquel écris de ce que ne suis alé avec ledit porsuivent par devers le Roy et vous, pour la matière dont m'avez écrit, car à moy n'est pas possible y aller à cheval par terre, comme vous pourra dire cedit porteur. Mais vous requiers et supplie que le Roy et vous soyez contens de attendre qu'il soit sur la rivière de Loire en aucunes Villes ou à Paris : et incontinent me mettray sur l'eau et en chemin pour aller par delà et accomplir ses commandemens et votre ordonnance et cependant feray mes préparatoires. Cedit porteur ne m'a trouvé en mon hôtel et luy a convenu aller à Molins et retourner en cette ville pour m'y trouver. Mon très cher et ho-

noré Seigneur je vous recommande mon excuse, et prie à Dieu qu'il vous doint accomplissement de vos bons désirs.

Écrit à Nevers, le 27 jour d'octobre.

Le tout votre humble serviteur GUILLAUME COQUILLE,
Lieutenant général de Monsieur le Bailly de Saint-Pierre-le-Moustier.

(Citées dans la Préface du tome I^{er} des *Œuvres* de Coquille de l'édition de Bordeaux, 1703.)

Lettre de Jacques de Clèves (1) à Guy Coquille.

Monsieur de Romenay, comme par le décès et trépas de feu mon très honoré seigneur et père, plusieurs belles terres seigneuries et possessions me seraient advenues et eschues, auxquelles est besoing et nécessaire commettre et députer certains bons personnages pour eulx transporter sur les lieux et en prendre possession de par moi et en mon nom et faire toutes les inféodations et baulx que verront estre afférents pour mon service, estant bien et duement informé de votre fidélité et affection qu'avez toujours eue en mes affaires, je vous ai commis et député avec M. Gaspard Olivier, secrétaire de Monsieur mon frère, pour vous transporter en chacune de mes chastellenies, terres et seigneuries que j'ai en Berry et Bourbonnais, pour en prendre possession, faire toutes les

1. Jacques de Clèves était fils de François de Clèves et de Marguerite de Bourbon. Il mourut après un très court principat (1563-1564) et comme il n'avait pas d'enfants, le duché revint à sa sœur Henriette qui épousa, le 4 mars 1565, Louis de Gonzague.

inféodations et baulx que verrez estre afférents, et que plus a plein est exprimé par le pouvoir que je vous ai fait expédier à ceste fin, lequel je vous envoie par Semelin, mon secrétaire, que j'ai commis pour tenir règlement des choses qui seraient par vous faites ; expliquant qu'en suivant le contenu en icelle, ne vous en feray aultres redites. Priant Dieu, monsieur de Romenay, vous avoir en sa sainte et digne garde.

A..... le VIII^e de juillet 1562.

Votre bien bon amy,

JACQUES DE CLÈVES (1).

**Lettre de Lodovico de Gonzague à Guy Coquille
du 13 octobre 1576.**

Procureur, j'ai entendu comme vous avez esté esleu pour porter le cahier des trois estats, et que faisiez quelque difficulté d'accepter la charge ; mais d'autant que c'est chose qui tourne au profit du public et qui à moy est grandement à cœur, je vous prie, procureur, ne faire difficulté de l'accepter, et postposer votre commodité au bien public, auquel nous sommes tous appelés ; et si je n'eusse crainte que l'incommodité des logis fust bien grave, j'eusse esté bien aise que le lieutenant Boulacre y fust aussi venu. Pour ce, j'ai

1. Cette lettre, ainsi que les deux suivantes et l'extrait du testament de Guy Coquille sont cités dans la *Notice historique sur Decize*, par F. Girerd.

pensé qu'il vaudra mieux qu'il demeure de par delà, puisque votre suffisance pourra suppléer à ce qui sera nécessaire pour le bien du païs ; et vous en allant de par delà, où j'espère aussi, sur la fin du prochain, m'y trouver, il sera bon que apportiez avec vous ce que estimerez soit nécessaire de me faire entendre concernant mes affaires, parce que je pourrais avoir quelque besoin d'en deviser avec vous, qui sera l'endroit où je finirai, en priant Dieu vous avoir, procureur en sa sainte garde.

De Paris, ce XIV^e octobre 1576.

Le bien vostre,

Lodovico (1).

**Lettre de Lodovico de Gonzague à Guy Coquille,
du 10 février 1579 (2).**

Procureur, j'ai entendu à mon grand regret la délibération que vous avez prise de vous descharger de l'estat de procureur général de notre duché ; sur quoy je vous diray que je désirerais que vous fussiez aussi portatif comme vous avez la suffisance, pour vous en pouvoir acquitter ; et quant et quant vous prieray de considérer le malheureux temps auquel nous sommes maintenant, l'indisposition en laquelle je suis ; et comme néanmoins, je postpose ma santé et tout ce qui est de mon

1. Sur l'adresse on lit : Mon Procureur-général de Nivernais, octobre 1576.

2. L'adresse porte : au sieur de Romenay, procureur général au bailliage du duché de Nivernais.

particulier, à ce qui est pour le publicq, auquel vous pouvez encore profiter en continuant vostre dicte charge, ce qui me fait vous prier d'en prendre la peine pour quelque temps, si toutefois votre santé le pourra permettre. En quoy M. Martin Roy, que nous avons pourveu de l'estat d'avocat, vous pourra grandement soulaiger, estant bien capable et en aage portatif. Toutefois, si cognaissiez que cela doive abrégier vos jours, je ne prétends pas de vous en prier davantage, car je seroys marry de vous faire faire chose qui portast préjudice à vostre santé et vie ; mais de besoing que ce temps misérable a d'estre secouru de gens de vu et d'entendement, comme vous estes, m'a faict vous faire ceste prière à laquelle néantmoins vous n'aurez aucun égard, sinon tant que vostre santé le vous permettra, et laquelle pour fin je supplie nostre Seigneur vous conserver longuement.

De Bloys, ce X^e février 1579.

Le bien vostre,

Lodovico.

Extrait du testament de Guy Coquille.

Au nom de notre Seigneur Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit, Amen.

Je Guy Coquille, seigneur de Romenay et Beaudeduit, désirant pourvoir à l'état qui devra être en ma maison après mon décès, et pour ne décéder intestat, ai ordonné et disposé ce qui s'en suit, dès le 29 mai et 6 juin au présent an

1602, revu, augmenté et réformé le 13 décembre audit an 1602, de mon âge l'octantième :

Je recommande mon âme à Dieu, à ce qu'il lui plaise par le mérite de la passion de notre Seigneur Jésus-Christ, avec l'intercession de la très heureuse Vierge Marie, de Monsieur Saint Pierre, mon patron, de Monsieur Saint Martin, de Monsieur Saint Aré, patron de l'église paroissiale de Decize en laquelle j'ai été baptisé, me pardonner mes péchés et recevoir mon âme au paradis avec les autres âmes bienheureuses.

Je désire et prie, que, mon décès advenu, mon corps soit enterré en l'église paroissiale de Saint-Pierre, au lieu où est le corps de défunte ma bien-aimée fille Odette Coquille, femme de noble homme Jehan Decolons, sieur de la Buffière. Je ne veux qu'à mon enterrement soit fait cette grande pompe funéraire qui est accoutumée en cette ville aux enterrements de personnes notables; sera assez de six cierges et six torches de cire. Seront dites vigiles des morts à haute voix, et trois grand'messes à chacun jour, durant trois jours, les messes du Saint-Esprit, de la Vierge Marie et pour les trépassés. Au lieu de l'aumône générale et du drap qu'aucuns ont accoutumé de donner, j'ordonne que la somme de vingt livres tournois soit distribuée à quatre personnes pauvres et vraiment indigentes, à la discrétion et au choix de mon fils Robert Pommereuil et de Guyonne Coquille, ma fille, sa femme. Je lègue à l'Hôtel-Dieu de Nevers dix francs, pour une fois; aux religieuses de Sainte-Claire cent sous, etc...

J'ordonne et nomme mes hérétiers les enfants de ladite

Odette ma fille pour un tiers; Madeleine Gascoing, fille et représentant défunte Anne Coquille, ma fille, pour un autre tiers; et Guyonne, ma fille, femme dudit Pommereuil, pour un autre tiers, sauf qu'ils devront partager mes biens ainsi qu'il sera dit cy-après.

Je prie lesdits enfants de Odette et Anne Coquille, avec toute l'affection que je peux, au nom de Dieu qui commande aux enfants d'obéir à leurs père et mère; et sous l'obtestation du jugement divin, qu'ils ne contredisent à ma fille Guyonne le droit de mon hérédité pour un tiers..... et pour les mouvoir de plus d'obéir, je les avertis par ces présentes que tous les biens que j'ai, hormis ma maison que j'ai donnée entre vifs à ladite Guyonne en avancement de ma succession, sont meubles et conquêts desquels je peux disposer librement pour cause de mort, selon la coutume.... Seront aussi avertis, par là même notre coutume que les père et mère peuvent avantager leurs enfants l'un plus que l'autre, sauf la légitime, et que les enfants doivent honorer leurs père et mère, et croire qu'ils sont aimés d'eux, et qu'en cette amitié lesdits père et mère ont voulu observer juste et raisonnable proposition sans rechercher par lesdits enfants les raisons de leur entendement et mouvement. Et pour ce que ainsi plait à moi, Coquille, testateur, je veux et ordonne que si, aucun ou aucuns desdits enfants contredisent et contreviennent à cette disposition et y persistent jusqu'à contestation inclusivement ou que par coutumace soient jugés comme ayant contesté, qu'ils soient contents de leur portion légitime en ma succession et biens de moi Coquille, et en

laquelle portion légitime leur soient imputés et précomptés les bienfaits qu'ils ont reçus de moi.....

(Romenay entre dans le lot des enfants Decolons.)

Quant à ma fille Guyonne, j'ai déclaré ci-devant que ma volonté est qu'elle soit héritière pour un tiers. C'est selon raison, puisqu'elle est ma fille, et que, par la coutume, les enfants de divers lits succèdent également, parce qu'il n'y a de moi aucun enfant mâle. Les déclarations que j'ai faites ci-devant de l'avoir apanée, sont dispositions pour cause de mort, consistant en ma seule volonté, qui n'a été ni dû être liée par obligation envers mes autres enfants; partant, m'a été loisible de la révoquer, comme de fait je l'ai révoquée et révoque, à quoi je suis aidé par la disposition de notre coutume..... Et combien que je ne sois tenu de rendre raison de mes dispositions qui sont précédées de ma propre volonté, laquelle je n'ai voulu obliger à autrui, toutefois, je suis content de déclarer que ladite volonté d'apanage était lors causée sur ce que je doutais que ladite Guyonne fût en péril d'être maltraitée par ses sœurs paternelles d'autre mariage, et par ses sœurs maternelles aussi d'autre mariage, ou par leurs maris, de la volonté desquelles je n'avais assurance et voyant que j'étais maladif comme aussi sa mère, ladite Guyonne étant fort jeune, et que par expérience, je connais qu'il y a bien peu de fermes amitiés en ce monde, j'avisai avec défunte sa mère, de lui faire, selon ses facultés, état meilleur, afin de donner occasion à ses beaux-frères et sœurs de la laisser vivre en paix. Mais depuis, ayant connu qu'il avait plu à Dieu, par sa bonté d'augmenter mes moyens au

double plus de ce qu'ils étaient, ce qui a été par mon labeur qu'il a plu à Dieu faire prospérer, même depuis le décès de sa mère, et en la continuation de ma vieillesse, je me suis trouvé d'assez bon port, comme aussi que ma dite fille, par la grâce de Dieu, a trouvé adresse de mariage, avec un homme qui saura bien défendre ses droits, j'ai estimé être bon et raisonnable de changer de volonté et de l'appeler à ma succession pour un tiers et pour sa portion héréditaire. Je veux et ordonne qu'elle retienne la dot qu'elle a eue de mon bien. Je veux aussi que la maison en laquelle je demeure lui appartienne pour le total... Plus la moitié qui est ma part, des Champarts, de Tord et Tagny, près Decize.....

Et combien que je ne sois tenu de déclarer la raison de ma volonté, parce qu'elle est en ma liberté, je suis content de faire entendre la raison qui m'a mu de donner cette maison à ladite Guyonne ma fille, à savoir parce que les biens nous sont donnés de Dieu pour nous en servir à notre commodité et usage, premièrement, avant que de penser à la commodité des héritiers, étant vrai que charité bien ordonnée commence par soi-même ; et me voyant seul, sans femme, et mon ménage mal gouverné par servante, avec moins de soins envers ma personne et moins de fidélité pour la conservation de mes biens, moi, ayant plus besoin d'être servi en l'âge de soixante-dix-huit ans où j'étais alors, j'ai estimé que je devais semondre ma fille Guyonne et son mari de venir demeurer avec moi pour, par ma fille, me traiter et gouverner mon ménage, et, par ledit Pommereuil, m'aider à la conduite de mes affaires. Et n'était raison de les y semondre par prière,

attendu qu'ils avaient une maison propre à eux, bien commode, en laquelle ils demeuraient. Aussi cette mienne maison n'était propre pour la laisser à la portion héréditaire des enfants de ma fille Decolons, qui sont sept en nombre (quatre garçons et trois filles)... Aussi que le revenu d'une maison qui est le louage, ne correspond à beaucoup près, au profit que les redevances et héritages des champs peuvent rapporter, car ledit louage ne serait la quarantième partie de l'estimation pour une fois de ladite maison. Et quant à ma fille Magdeleine Gascoing puisque son mari fait profession des armes et a établi sa demeure aux champs, ladite maison ne leur était propre, et il était moins à propos pour moi de la leur laisser, d'autant que je n'eusse pu recevoir d'eux le soing et traitement requis à mon vieil âge.

Je prie le seigneur de la Buffière, Jehan Decolons, de s'abstenir de la tutelle de ses enfants et de l'administration des biens et droits qu'ils ont recueillis et recueilleront par ma succession. Ains veulx et ordonne qu'il soit élu un tuteur et curateur, sous autorité de justice, par l'avis et nomination des parents desdits enfants des deux côtés, lesquels je prie de n'élire ledit sieur de la Buffière. Les raisons qui me meuvent à ce, sont que par la semonce que je lui ai faite de me déclarer les prétentions qu'il a sur mes biens et dont il m'a menacé, il s'est figuré que je suis de beaucoup redevable envers lui et a usé de ces mots : qu'il criblerait ma maison, et s'est aussi vanté que ses enfants étaient grandement redevables envers lui (ce que je ne crois), et par ce propos a fait connaître que sa volonté était de troubler ma maison après

ma mort, comme il a déjà fait pendant sa vie. Aussi je l'ai connu amateur de recherches et de procès, et comme j'ai pu connaître de ses affaires, il n'est propre à administrer les biens d'autrui, lui n'ayant bien administré les siens. Comme je crois que les parents des enfants de ma fille Decolons, des deux côtés, sont gens de bien et de bonne conscience aimant l'honneur, aussi je crois que d'eux-mêmes et d'abondant je les prie, au nom de Dieu, qu'ils élisent un tuteur et curateur, homme de bien, paisible, amateur de paix et de raison...

Pour mes frais funéraires et distribution de mes legs de piété, je prie mon fils Pommereuil et sa femme... dépendre la charge d'exécuteurs de mon testament. A cet effet, je veux qu'il se saisisse des deniers comptant que j'ai, et lui ai fait voir le lieu où ils sont, et consistant en 58 écus en or. Plus, j'ordonne qu'il se saisisse de ma chaîne d'or me servant de brasselet, qui pèse 38 écus ; plus, de mon diamant qui est en anneau, que j'estime valoir 30 écus, lequel, j'ordonne être vendu avec ladite chaîne et mes autres meubles, à denier comptant et sans aucun crédit... sauf un poinçon du meilleur vin qui sera réservé pour les offertes de l'église et pour le dîner de ceux qui, par honneur, seront appelés selon la coutume (après les funérailles)...

Quant à mes livres, j'avais quelquefois projeté de les donner tous à mon fils Pommereuil et à mon fils Étienne Decolons, chacun par soi. Mais depuis, j'ai pensé que la multitude de mes livres n'est propre ni à l'un ni à l'autre, et même audit Étienne Decolons, pour ce que la diversité le pourrait détourner d'une bonne étude fixe et arrêtée ; j'ai avisé de

marquer sur l'inventaire de mes livres ceux que je veux appartenir audit Pommereuil et ceux que je veux appartenir à M^e Étienne. Je veux et ordonne que les autres soient vendus.

Fait par moi Guy Coquille, vu et revu les 28, 29 mai, 6 juin, 15, 16, 18 décembre l'an 1602, de mon âge le quatre-vingtième. Ainsi signé.

GUY COQUILLE,

BIBLIOGRAPHIE

M. de Flamare, archiviste des archives départementales, a bien voulu me copier la partie des archives de la Nièvre concernant le rôle joué par Guy Coquille comme échevin. Et M. Armand Guy Coquille, avocat à Moulins, m'a communiqué le discours de M. de Verdon, l'éloge de M. Arnault de Guenyveau et une traduction des poésies de son arrière-grand-oncle. Qu'ils me permettent de leur offrir mes plus vifs remerciements pour l'aimable concours qu'ils m'ont ainsi prêté.

GÉNÉRALITÉS

a). — Liste des œuvres de Guy Coquille

OEuvres de M^e Guy Coquille, sieur de Romenay, contenant la Coutume de Nivernais, les Institutions au droit des Français, les Questions et Réponses sur toutes les Coutumes de France, avec les Institutes coutumiers de France, par M^e Antoine Loysel, Paris, A. de Cay, 1646, 1 vol. in-folio.

OEuvres postumes, excellens et curieux de M. Guy Coquille, sieur de Romenay, nouvellement recouvez et mis en lumière ensemble trois autres petits ouvrages de divers auteurs. Paris, Veuve Guillemot, 1650, 1 vol. in-4^o.

- Les Œuvres de maistre Guy Coquille, sieur de Romenay, contenant plusieurs traitez touchant les libertés de l'Église gallicane, l'histoire de France et le droit français, Paris, J. Guignard, 1665, 2 vol. in-folio.
- Les Œuvres de maistre Guy Coquille, sieur de Romenay. Bordeaux. C. Labottière, 2 vol. in-folio.
- Histoire du pays et duché de Nivernais, par M^e Guy Coquille, sieur de Romenay. Paris, Vve A. L'Angelier, 1612, in-4^e, et C. Cramoisy, 1622, in-4^e.
- Guidonis Conchylii Romenæi Nivernensis Poemata, Niverni, ex-off. P. Ronsin, 1590, in-8^e.
- Généalogie de la maison des Coquille, faite par Guy Coquille in-4^e, six pages.

b). — **Ouvrages divers.**

- A. LOISEL. — Opuscules.
- ÉTIENNE PASQUIER. — Recherches de la France, Paris, 1633, in-folio.
- JACQUES-AUGUSTE DE THOU. — Histoire universelle traduite sur l'édition latine de Londres, à Londres 1734, tome XIX, in-4^e.
- Littérature Nivernaise. Poètes Latinistes. Guy Coquille.

CHAPITRE I

a). — **Sources.**

- Ordre des Etats tenus à Bloys, l'an 1577.
- Ordre des Etats tenus à Bloys, l'an 1588.

b). — **Ouvrages.**

- DUPIN. — Éloge de douze jurisconsultes et magistrats com-

posant la galerie de la Cour de Cassation. Paris. Joubert, 1836, in-fol.

F. GIRERD. — Notice historique sur Decize, ancienne ville du Nivernais. Nevers. Duclos et Fay, 1842, gr. in-8°.

DUPIN. — Discours prononcé lors de l'inauguration de la statue de Guy Coquille à Decize. Paris. Videcoq fils aîné, 1849, in-12.

ARNAULT DE GUENYVEAU. — Éloge de Guy Coquille, Poitiers. Dupré, 1856.

GIGOUNOUS DE VERDON. — Étude sur Guy Coquille, discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de Bourges, 4 nov. 1878. Bourges. Pigelet, 1878.

CHAPITRE II

a). — Sources.

Mémoires du duc de Nevers, 2 vol. in-folio. Paris, Jolly, 1665.

BRANTÔME. — Mémoires de Pierre de Bourdeille, abbé de Brantôme, Leyde 1722, in-12.

ABBÉ BOUTILLIER. — Inventaire des archives communales de Nevers antérieures à 1790. Nevers. Vincent, 1876, in-4°.

b). — Ouvrages.

NÉE DE LA ROCHELLE. — Mémoires pour servir à l'histoire du Nivernais. Paris. Moreau, 1747, in-12.

GEORGES PICOT. — Histoire des États Généraux, t. II et III. Paris. Hachette, 1888, in-8.

VICOMTE DE MEAUX. — Les Luittes religieuses en France au xvi^e siècle. Paris, Plon, 1879, in-8.

CHAPITRE III

a). — Sources.

M^{re} JEAN DU TILLET. — Mémoires et advis, 1551.

M^{re} BAPTISTE DU MESNIL. — Instructions envoyées au Pape pour le Roy par M^{re} Baptiste du Mesnil conseiller et avocat du Roi Charles IX.

PIERRE PITHOU. — Les libertés de l'Église gallicane, 1594.

HOTMAN. — Traicté des droits ecclésiastiques, privilèges et libertés de l'Église gallicane, par M. Antoine Hotman, avocat en la Cour de Parlement, 1594.

Discours des raisons et moyens par lesquels Messieurs du Clergé assemblez en la ville de Chartres ont déclaré les bulles monitioriales décernées par Grégoire XIV contre les Ecclésiastiques et autres tant de la Noblesse que du Tiers État, qui sont demeurez en la fidélité du Roy, nulles et injustes et contre les droicts et libertez de l'Église gallicane.

La Satyre Ménippée (selon l'édition princeps de 1594), édition Jouaust. Paris, Flammarion.

b). — Ouvrages.

BOYARD. — Des abus en matière ecclésiastique. Paris, Roret, 1829, in-8.

CROSNIER. — Monographie de la cathédrale de Nevers. Nevers, Morel, 1854, in-8.

EMILE OLLIVIER. — Le Concordat et le Gallicanisme. Paris, 1885, in-16.

— Le Concordat et la Séparation de l'Église et de l'État. Paris, 1885, in-16.

— Nouveau manuel de droit ecclésiastique. Paris, Garnier, 1907, in-18.

- H. DE L'ÉPINOIS. — La Ligue et les Papes. Paris, 1886, in-8.
P. IMBART DE LA TOUR. — Les Origines de la Réforme. Paris. Hachette, tome I, 1905, et tome II, 1909, in-8.
A. BAUDRILLART. — L'Église catholique, la Renaissance et le Protestantisme. Paris, Bloud, 1908, in-8.
LOUIS BATIFFOL. — Le siècle de la Renaissance. Paris, Hachette, 1909, in-8.

CHAPITRE IV

Ouvrages.

- DUPIN. — La Coutume de Nivernais. Paris. Plon, 1864, in-8.
CHÉNON. — Le droit romain à la Curia regis, dans les mélanges Fitting, 1907.
ANDRÉ LEMAIRE. — Les Lois fondamentales de la Monarchie Française. Paris. Fontemoing, 1907.
PIERRE TRAMEÇON. — Le Prieuré de Faye-les-Nevers. Nevers. Vallière, 1909, in-8.

CHAPITRE V

a). — Sources.

Archives communales de Nevers, liasses BB 18 et BB 19.

b). — Ouvrages.

- FURPIN. — Histoire de Louis de Gonzague duc de Nevers, Pair de France, in-12. Paris, 1788.
LOUIS DE SAINTEMARIE. — Recherches historiques sur Nevers, Nevers. Lefebvre, 1810, in-12.
MORELLET, BARAT et BUSSIÈRE. — Le Nivernais. Nevers. Bussière, 1840, 2 vol. in-fol.

- R. DE LESPINASSE. — Notice sur les Redevances roturières du Nivernais appelées bordelages. Paris, Franck, 1868.
- Bulletins de la Société Nivernaise des Lettres, Sciences et Arts, t. IV, XIV^e volume, 2^e fascicule, Nevers. Mazeron, 1891.
- ELICIO COLIN. — Petite histoire du Nivernais. Nevers. Ropiteau, 1901.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

	Pages
Caractères du xvi ^e siècle : apparition du protestantisme et développement de l'étude du droit. — Droit romain et droit coutumier. — Les jurisconsultes du siècle de la Renaissance. — Division de cette étude. . . .	5

CHAPITRE PREMIER

Vie de Guy Coquille

Decize. — Naissance de Guy Coquille. — Généalogie de sa famille. — Sa jeunesse. — Ses études au collège de Navarre. — Il étudie le droit en Italie puis en France. — Il entre au barreau, assiste aux Grands-Jours de Moulins, et après avoir passé quelque temps à Paris, se fixe à Nevers. — Il est élu député aux États généraux de 1560, chargé par le duc de Nevers d'une mission diplomatique et nommé premier échevin de Nevers. — Lodovico de Gonzague lui confie la charge de Procureur fiscal du Nivernais. — Coquille est élu une deuxième fois député du Tiers aux États de Blois de 1576, puis à ceux de 1588. — Il refuse d'entrer dans le Conseil du roi Henri IV. — Il meurt le 11 mars 1603. — Sa descendance. — Œuvres de Guy Coquille.	11 à 28
---	---------

CHAPITRE II

Guy Coquille et les États généraux

	Pages
I. — Théories de Guy Coquille sur les États Généraux d'après le <i>Discours des États de France et du Droit que le Duché de Nivernais a en iceux</i> . — Considérations sur le pouvoir du roi et celui des États. — Les trois ordres. — Participation du Nivernais aux États Généraux	29 à 37
II. — <i>Les lutttes religieuses au XVI^e siècle</i> . — Le protestantisme sous François I ^{er} , Henri II, François II. — Circonstances dans lesquelles s'ouvrent les États d'Orléans. — Excès des protestants. — Politique de Catherine de Médicis. — Causes de la Saint-Barthélemy	37 à 45
III. — <i>Annotations de Guy Coquille sur l'Ordonnance de 1579</i> . — Idées de Guy Coquille sur les affaires ecclésiastiques, l'instruction publique, la justice. — Vénalité et épices. — Impôts.	45 à 61
IV. — <i>Rôle de Guy Coquille aux États Généraux</i> . — Difficulté de décrire cette partie de sa vie. — Opinion sur les États de Blois de 1576. — La Ligue. — Pourquoi elle réussit. — Coquille n'en fait pas partie. — Il décrit les principaux événements de son temps. — Ses <i>Annales Laborum</i> . — Les abus l'exaspèrent. — Ses <i>Querimonia</i>	61 à 73

CHAPITRE III

Guy Coquille et le Gallicanisme

- I. — *Situation de l'Église en France au XVI^e siècle*. — *Que les maux de la France pendant la Ligue*

- venaient faute de réformation principalement de l'état ecclésiastique.* — Le protestantisme échoue en France, mais le gallicanisme s'y fait consacrer officiellement. — Ses causes : il date du moment où le roi, souverain absolu veut dominer les clercs comme les laïques. — Exagération des droits du roi. — Réforme de la discipline ecclésiastique. — L'Église traverse une crise redoutable. — Les évêques. — Le clergé inférieur. — Les réguliers. — Le Concordat de 1516 n'améliore pas la situation. — Coquille explique les causes des maux : divisions des grands ; vie dissolue des ecclésiastiques 74 à 89
- II. — *Le Mémoire pour la réformation de l'État ecclésiastique.* — Le pape est chef de l'Église mais son pouvoir est aristocratique et non monarchique. — Au-dessus de lui est le Concile général et les questions relatives à la police ecclésiastique sont traitées par les Conciles nationaux. — Les papes ont abusé de leurs pouvoirs. — La richesse de l'Église est cause de ses malheurs 90 à 100
- III. — *Traité des libertés de l'Église de France.* — En quoi consistent ces libertés. — Pourquoi elles existent. — Situation de l'Église de France vis-à-vis du pape et vis-à-vis du roi. — Droits du roi. — Appel comme d'abus 100 à 111
- IV. — *Ouvrages composés à l'occasion de la Ligue et plus spécialement des bulles de Grégoire XIV.* — L'indépendance nationale liée au maintien de la loi salique. — Coquille prend parti pour Henri IV. — Il reproche au pape de prolonger la guerre civile en jugeant une question qui est de la compétence des seuls États de France. — Portrait de Henri IV. 112 à 127
- V. — *Du Concile de Trente et de la réception d'iceluy.* — *Traité sur les bénéfices.* — Distinction entre les

questions concernant la foi et celles qui concernent la discipline et la police ecclésiastique. — Traité sur les bénéfices.	127 à 131
VI. — <i>Pamphlets de Guy Coquille sur la Ligue. — Gallicanisme de Guy Coquille. — Dialogue sur les causes des misères de la France : arguments du catholique zélé pour ne pas reconnaître Henri IV : un roi de France doit être catholique. — Arguments du catholique ancien. — Les trois causes des troubles : intérêt des grands, intérêt des ecclésiastiques, intérêt du peuple. — Devis entre un citoyen de Nevers y demeurant et un citoyen de Paris retiré à Nevers. — Légitimité de Henri IV.</i>	
Arrêt de la loi salique. — Services rendus par la Ligue à la France. — La satire Ménippée n'est qu'un pamphlet grossier.	
Danger des idées gallicanes. — Coquille, malgré ses attaques contre le Saint-Siège, reste très attaché à l'Eglise catholique.	131 à 148

CHAPITRE IV

Guy Coquille et le Droit coutumier.

I. — <i>L'Institution au droit des Français.</i> — Royalisme de Guy Coquille. — Les lois fondamentales de la monarchie française. — Pouvoirs du roi. — Fonction des pairs de France. — Droits de justice appartenant aux seigneurs. — Droits attachés à la possession d'un fief. — Cens et bordelage. — Droit d'amortissement, servitudes personnelles et mainmortes. — Communautés et sociétés. — Douaire. — Avantages faits aux enfants. — Retrait lignager. — Successions : exceptions au principe d'égalité entre les enfants .	149 à 171
---	-----------

	Pages
II. — <i>Questions, réponses et méditations sur les articles des coutumes.</i> — Les coutumes sont le droit civil propre de chaque province. — Le droit romain et la coutume de Paris. — Coquille et le principe d'hérédité. — Son opinion sur la dîme. — Les servitudes réelles. — Les grands seigneurs sont les sujets de leurs sujets. — Ses idées sur le mariage.	171 à 184
III. — <i>Le commentaire sur la coutume du Nivernais.</i> — Caractères de cette coutume: elle est allodiale et s'occupe beaucoup de la terre. — Les communautés en Nivernais. — Les serfs. — Les mariages par échange	184 à 193

CHAPITRE V

Guy Coquille et le Nivernais.

I. — <i>Guy Coquille, échevin de Nevers et procureur général du duché du Nivernais.</i> — Le calvinisme en Nivernais. — Lodovico de Gonzague. — Guy Coquille lui fait abandonner la Ligue. — Abolition du Bordelage.	194 à 208
II. — <i>Traité sur les pairs de France.</i> — <i>Histoire du Nivernais.</i> — Résumé de ces ouvrages	209 à 214
III. — <i>Guy Coquille, avocat et homme privé.</i> — Sa charité. — Son séjour à Romenay. — Ses relations avec les personnages considérables de son temps: il ne reste malheureusement plus rien de sa correspondance. — Conclusion	214 à 220
PIÈCES JUSTIFICATIVES	221 à 233
BIBLIOGRAPHIE	235 à 240

